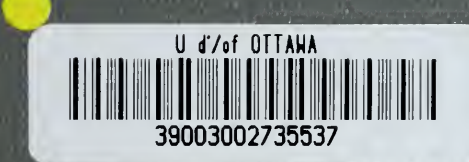

U d'/of OTTAWA
39003002735537

LA
RÉPUBLIQUE
PARTHÉNOPÉENNE.

LA

RÉPUBLIQUE

PARTHÉNOPÉENNE,

Episode

DE L'HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

PAR JEAN LA CÉCILIA, PROSCRIT ITALIEN,

Traduit de l'italien

PAR HIPPOLYTE THIBAUD.

A TOURS,
DE L'IMPRIMERIE DE RAVEROT,
RUE DU CYGNE, N.° 16.

1834.

Voi che solitari o perseguitati su le antiche sciagure della nostra patria fremete, perchè non raccontate alla posterità i nostri mali?

Alzate la voce in nome di tutti e dite al mondo que siamo sfortunati; ma nè cicchi, nè vili.

Scrivete; perseguitate colla verità i nostri persecutori. FOSCOLO.

Vous qui frémissez, dans l'exil ou la persécution, sur les malheurs de notre patrie, que ne racontez-vous vos peines à la postérité?

Elevez la voix au nom de nous tous, et dites au monde que si nous sommes malheureux, nous ne sommes ni aveuglés, ni avilis.

Prenez la plume; chatiez du fouet de la vérité nos infâmes persécuteurs. FOSCOLO.

Introduction.

INTRODUCTION.

Italie ! Italie ! tu te présentes à la mémoire de l'exilé, belle comme la matinée du printemps qui salue tes collines, belle de toutes les richesses que la nature et le génie des arts t'ont prodiguées.

Ton souvenir semblable aux songes du malade en délire, poursuit partout le malheureux proscrit; son imagination enflammée erre sans cesse sur les riantes rives de l'Arno, sur les campagnes de la Lombardie, sur cet horizon méridional où le Vésuve et l'Étna s'élèvent majestueux comme deux phares gigantesques. Mais hélas ! sur tes terres si fertiles coule goutte à goutte un sang généreux ; non le sang de nos ennemis vaincus, mais celui de tes propres enfans ! Sur les murs de l'épouse des mers (*) flotte le drapeau de l'Autrichien; au milieu des places de l'auguste

(*) Venise.

Milan, résonne le sabre du Hongrois! Le parfum de tes cèdres, le souffle qui s'élève de tes rivages embaumés, sont corrompus par l'haleine impure de l'étranger. « Malheur aux vaincus » s'écriait Brennus, maître de Rome : nous voilà **18** siècles que nous sommes vaincus.

Le silence règne dans la vallée où jadis les chants harmonieux de l'automne appelaient une population nombreuse aux fêtes champêtres : le vent souffle dans nos maisons abandonnées, et le barbare commande en maître dans l'héritage de nos pères.

Les villes sont muettes; les places solitaires; le soupçon tout-puissant veille partout; et jusqu'auprès du foyer domestique l'italien attristé redoute de rencontrer un délateur! La mère étouffe ses soupirs pour son fils qui gémit dans les cachots de Spilberg, où qui, errant sur la terre de l'exil, apprend *combien est amer le pain de l'hospitalité* (*). La sœur, l'épouse dévorent leurs larmes quand l'objet de toutes leurs pensées tombe sous la hache des rois. Toutes, dominées par la crainte de nouveaux tourmens,

(*) *Come sa di sale lo pane altrui.* — Dante.

font taire leurs affections et sacrifient à une tyrannie sans exemple les lois de la nature elle-même!

Le gémissement d'un peuple entier s'élève du sein de tant de ruines, de tant de misères, et invoque la pitié de l'Europe. Il l'invoque au nom de la civilisation, dont l'Italie fut la source, des lois qui lui doivent leur origine, des arts qu'elle a perfectionnés. Mais que peut-on attendre de l'Europe des rois ? Les rois dominés par un seul intérêt, unis par un seul serment, insultent à nos misères, et crient tous de concert, « malheur aux vaincus ! »

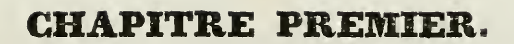
Un jour, un seul jour a brillé de quelque éclat au milieu des ténèbres de tant de siècles : ce fut celui où ma patrie vit le roi qui l'opprimait fuir devant le drapeau de la nation, symbole des droits de l'homme proclamés par elle.

Je veux raconter de ce jour si tôt passé la joie, les espérances, les erreurs et les tristes résultats.

Mânes des héros qui succombèrent sur les derniers vestiges de la république renversée, je vous évoque aujourd'hui, et si ma patrie n'a pu encore vous rendre les hommages qui vous

sont dus, que du moins ces pages, écrites sur le sol de l'exil, suppléent à son silence et dévoilent au monde les vertus de tant de martyrs, l'honneur de l'Italie, cette terre trop peu connue et si souvent calomniée.

JEAN LA CECILIA.



CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Etat de l'Italie à l'époque où éclata la Révolution française.

L'Italie, au déclin du dix-huitième siècle, était divisée en onze états différens. Quatre de ces états avaient des institutions fixes et un gouvernement républicain : les sept autres obéissaient à des princes, mais leur autorité était limitée, jusqu'à un certain point, par les lois que sanctionnaient les représentans du clergé et des villes libres, ou, par des usages antiques, que les siècles et les princes antérieurs avaient consolidés, et qui constituaient

une sorte de droit public dont personne n'osait méconnaître la puissance.

Venise s'offrait en première ligne parmi les républiques. Ce rang elle le devait à la mémoire de ses hauts faits, à la sagesse supposée de son gouvernement, que n'avait pu ébranler les outrages des siècles, la ligue de Cambray, ni les efforts furieux des Turcs. Mais Venise était demeurée stationnaire au milieu du monde en progrès ; le joug intolérable de son aristocratie et les continuelles persécutions produites par sa loi des suspects, avaient déjà séparé le peuple de la noblesse ; l'un aspirait après des réformes ; l'autre ne demandait qu'à consolider sa puissance et à consumer en paix, réfugiée dans ses lagunes et au sein de ses palais de marbre, des richesses immenses.

A Gènes on retrouvait plus de principes de vie, moins d'éloignement pour le progrès ; mais les mêmes causes de dissension existaient entre le peuple et la noblesse.

Sur le sommet du Mont-Titanien fleurissait la république de Saint-Marin (*). Heureux état qui vit impunément, grâce à sa pauvreté, les

(*) Toute la population de Saint-Marin ne dépasse pas dix mille habitans.

orages politiques gronder autour de lui ! Simulacre de la république romaine, Saint-Marin possède comme elle des consuls, des tribuns, un sénat composé des chefs de familles. Ni l'ambition de la renommée, ni celle de la fortune n'agitent là les esprits ; le consul quitte la charrue pour la toge, les travaux des champs pour les soucis du pouvoir. Exemple de simplicité et de désintéressement unique dans l'Europe moderne !

Lucques était l'asile de la paix, et ses campagnes fertiles la maintenaient dans l'abondance. Un sénat dirigeait les affaires publiques, veillant avec zèle aux besoins des citoyens, dont la vie s'écoulait au sein des loisirs, de la tranquillité et de la joie. Malheureusement la république de Lucques n'était ni assez petite pour échapper à l'œil de ses ambitieux voisins, ni assez grande pour résister à leurs attaques. Elle devait succomber devant le souffle dévastateur qui bouleversa l'Italie, et elle devint en effet la propriété héréditaire des princes qu'il plut à ses ennemis de lui imposer.

Un infant d'Espagne règnait à Parme et à Plaisance, où de vieilles coutumes plutôt que les lois, garantissaient les paisibles habitans des abus du pouvoir.

Modène était gouvernée de la même manière par la maison d'Este, et n'était point comme aujourd'hui foulée aux pieds par un nouveau Mézence.

En Toscane régnait Léopold I[er], prince instruit et ami des réformes. Depuis les Médicis jusqu'à lui, les Toscans, peuple le plus paisible de l'Italie, pouvaient compter une série de ducs dont les efforts avaient toujours eu pour but le bonheur de leur patrie. L'aisance où vivaient les cultivateurs, la courtoisie qui caractérisait la noblesse, l'instruction du clergé, la presque liberté dont jouissaient la presse et la pensée, étaient leur ouvrage. Florence, grâce à eux, était devenue l'asile des beaux arts, des sciences, et sur la tombe des Galiléi, des Michel-Ange, des Machiavel, ces trois grands génies des siècles antérieurs, venaient s'inspirer Alfieri, Canova, Monti, ces trois grands génies du siècle présent.

Un prince étranger gouvernait le duché de Milan; et quoique ce prince fût Joseph II, l'orgueil national n'en était pas moins humilié; tous ses efforts ne purent lui concilier ni la confiance ni la sympathie des Milanais. Ils obéissaient, mais la rage dans le cœur.

Le Piémont était depuis plusieurs siècles sous

le joug de la maison de Savoie, qui n'avait point eu encore pour chefs, grâce au ciel, ni un Charles-Félix, ni un Charles-Albert, dont il suffit de prononcer les noms pour retracer à l'esprit toute une hideuse histoire de parjures et de crimes.

Sur le trône pontifical était assis Pie VI, homme de mœurs irréprochables, mais d'un caractère dépourvu de fermeté : il succombait sous le poids de l'âge et des infirmités. Le collége des cardinaux, ces harpies déguisées sous la pourpre, administrait toutes les affaires temporelles et spirituelles, confondant le sacré et le profane, trafiquant pour leur compte d'une religion toute de paix et de charité, spoliant les peuples pour nager dans le luxe et les plaisirs que des vœux solennels leur interdisent.

Les destinées du royaume des Deux-Siciles, n'avaient rien de commun avec le reste de l'Italie.

Tombées sous la domination de Charles V par la force des armes, les Deux-Siciles étaient restées près de deux siècles la propriété de l'Espagne ; propriété administrée par des vice-rois qui employaient tous les moyens d'opprimer la nation et de faire prévaloir chez elle les usages et les lois espagnoles. De-là, la violation de la charte constitutionnelle accordée par Charles V,

des troubles interminables, tous les vices de l'organisation féodale, la richesse des couvens, l'emploi de tous les modes connus de corruption et d'extorsion, la confusion et le désordre de toutes les branches du gouvernement, enfin les efforts continuels du pouvoir pour faire descendre la population des Deux-Siciles au niveau de fanatisme et de barbarie où végétait celle de l'Espagne.

La guerre de la succession et le traité d'Utrecht mirent fin à une partie de ces maux; et le royaume des Deux-Siciles fut séparé de celui de Castille, quoique placé sous le sceptre d'un membre de la même famille.

Charles III, qui régna plusieurs années, secondé par le zèle d'un sage ministre, le marquis Tanucci (*), avait essayé d'extirper les abus, de diminuer les souffrances, que la nation ne supportait qu'avec impatience. Mais les bonnes intentions de ce monarque rencontrèrent deux résistances formidables dans la noblesse et le clergé. Cependant il réussit à chasser les jésuites, ces ennemis des peuples et des rois.

Appelé ensuite par droit d'hérédité à monter sur le trône d'Espagne, il laissa celui des Deux-

(*) Ce ministre était Toscan.

Siciles au second de ses fils, qui, âgé de sept ans, fut proclamé roi sous le nom de Ferdinand IV, tandis qu'un conseil de régence fut chargé du gouvernement pendant sa minorité.

C'est à cette époque que remonte pour Naples la longue période de malheurs continuels que ni le temps ni les révolutions n'ont pu encore interrompre.

Charles, en quittant le royaume qu'il avait long-temps gouverné, voulut dans sa sollicitude pour le peuple des Deux-Siciles lui assurer encore pour long-temps une sage administration : et pour y réussir, il imagina (singulière conception) d'ordonner que l'éducation du jeune roi fût entièrement négligée, et que toutes les règles de conduite dans les affaires lui vinssent de l'Espagne. Fatale condition des peuples d'être également victimes de l'amour ou de la haine de leurs rois! d'être plutôt gouvernés par leurs passions que par les lois et la justice éternelle!

Ferdinand fut donc condamné à végéter dans l'ignorance des usages, des coutumes, des arts de sa patrie; et rien ne fut épargné pour qu'il devînt le *parfait modèle des Lazzaroni.*

Cependant le ministre que Charles avait placé à la tête de la régence continuait à marcher dans la voie des réformes, favorisant

l'émancipation des communes, protégeant les sciences, humanisant les seigneurs féodaux, en les attirant dans la Capitale, en les contraignant à s'y dépouiller de leurs rudesses, à s'y dégoûter de leurs vieux châteaux, repaires de toute espèce de crimes.

Telle était la situation politique de l'Italie dans les dernières années du dix-huitième siècle. Il nous reste à examiner quelle était sa situation morale; vers quel but tendaient ses populations diverses.

Il y a dans l'histoire de l'humanité en général, comme dans celles des nations en particulier, une période qui semble, aux yeux de l'observateur superficiel, s'étendre ou se rétrécir selon le mouvement des révolutions sociales, mais qui, aux yeux du philosophe, est le résultat d'une loi morale, invariable, indestructible, celle du *progrès*. L'univers entier lui obéit, et quand les phénomènes qui en résultent semblent disparaître un moment, c'est pour se reproduire bientôt avec un nouvel éclat. Car si cette loi abandonne une contrée, c'est pour agir avec plus de puissance sur une autre, jusqu'au moment enfin où, réunissant tous les peuples sous son empire, elle sera consacrée pour tous d'une manière uniforme et durable.

Or cette loi dominait l'Europe au dix-huitième siècle, siècle de vie, de lumière, présage manifeste du prochain perfectionnement de l'espèce humaine.

Le souffle du progrès n'inspirait pas seulement les philosophes et les novateurs Français, il inspirait encore ceux de l'Italie qui avaient aussi leur révolution à faire: à la voix des Mirabeau, des Voltaire, des d'Alembert, répondaient comme un écho, celle du marquis de Beccheria dans son éloquent traité *des délits et des peines*, celle du chevalier Charles Filangiéri dans *sa science de la législation*. De ces deux ouvrages allait sortir une révolution : un nouveau droit public se levait pour l'Italie; les prérogatives de la noblesse féodale étaient foudroyées par les nobles eux-mêmes : grand exemple de philantropie et d'équité! les hommes regardés jusqu'alors comme *des choses* reprenaient leur rang; le vent de la raison balayait la poussière du moyen âge, et la force faisait enfin place à la justice.

C'était encore pour protéger les droits du citoyen, que Léopold de Toscane publiait son code, et qu'il faisait faire à l'humanité un pas immense en abolissant la peine de mort.

Plus tard, dans cette même Toscane, un

monseigneur de Ricci de Pistoja (*) réclamait l'antique indépendance du clergé, l'observance de la religion primitive, et, condamnant la suprématie romaine, il s'associait aux plus illustres ecclésiastiques de sa patrie. C'est alors que le synode de Pistoja proclama de nouveau les maximes oubliées de Giannoni, de Nani et de Sarpi.

Le clergé de Parme et de la Lombardie entendit cet appel; il défendit l'intégrité des droits temporels, leur indépendance complète de la prééminence, que l'église, dans des temps de barbarie et d'ignorance, avait usurpée en violant tous les préceptes de l'évangile. Une lutte semblable s'élevait dans le royaume de Naples. Capecelatro, monseigneur de Tarente, homme qui joignait à des mœurs élégantes une immense érudition, et un François Conforti, professeur du droit de la nature et des gens, faisaient entendre les mêmes idées. Ils démontraient dans leurs écrits la futilité et le ridicule de la présentation de la fameuse *Haquenée*, exigée par les papes comme une preuve de leur souveraineté sur le royaune de Naples.

(*) V. de Potter; *vie de Scipion de Ricci, évêque de Pistoja.*

Protecteur, comme Filangieri, de l'humanité et de l'indépendance des peuples, François Marius Pagano publiait ses *essais politiques, son code pénal, sa logique des probabilités*, ouvrages qui, tout en éclairant d'un nouveau jour les recherches savantes de Vico sur l'origine des sociétés, mettaient en évidence une ame pleine de noblesse et de philanthropie.

A côté de lui brillait du même éclat un abbé Genovesi, l'instituteur de ce fameux Paoli, qui devait régénérer la Corse. Aux leçons du vénérable vieillard accourait aussi une jeunesse empressée, et l'illustre professeur mourait avec l'espérance que ses maximes, propagées par ses nombreux élèves, affranchiraient un jour l'Italie (*).

Le mot de *république* commençait à raisonner dans la foule, et Marcellus Scotto publiait un cathéchisme pour les matelots, livre ignoré de l'Europe, mais qui, destiné à éclairer les masses, renferme les germes féconds de la régénération sociale et les vrais principes de l'égalité.

(*) Voyez les ouvrages de Genovesi, et particulièrement ses lettres familières.

Un grand nombre d'avocats, formés à l'école de Beccheria et de Filangieri, devenaient les sentinelles avancées de la civilisation; les nobles eux-mêmes détestaient les vexations pratiquées jusqu'alors; et toutes les classes intelligentes de l'Italie avaient déjà secoué le joug, aspirant à des réformes, aussi bien dans les républiques que dans les monarchies de la Péninsule, aussi bien dans l'ordre religieux que dans l'ordre politique : enfin, il n'était pas jusqu'aux gouvernans qui, entraînés par le mouvement général, n'osaient ni lui échapper, ni lui résister. Malheureusement, les masses avaient encore besoin d'être éclairées; malheureusement, les préjugés accumulés depuis tant de siècles avaient encore de l'empire sur elles; malheureusement, cette révolution qui aurait dû s'opérer lentement, se changea en un tourbillon, contre-coup de la tempête violente, qui, du sein de la France, alla comme un éclair secouer tous les trônes de l'Europe. De là, la méfiance entre les gouvernans et les gouvernés; de là, la séparation de l'Italie en deux camps : tous les hommes intelligens et la liberté dans l'un; les princes, les prêtres et la populace abrutie dans l'autre : camps toujours ennemis, toujours en lutte, se disputant la

victoire qui les trahit tour à tour, pour les livrer tous deux aux étrangers; camps enfin d'où se déchaînèrent toutes les passions haineuses, qui produisirent les discordes civiles, les meurtres et les atrocités dont nous sommes condamnés à développer le tissu dans les pages suivantes.

[illegible]

CHAPITRE II.

CHAPITRE II.

La Cour des Deux-Siciles avant la Révolution française. — Caroline d'Autriche.

Le roi Ferdinand était adulte ; les conseils de l'Espagne avaient triomphé. On voyait le jeune prince parcourir les forêts, ou passer de longs jours sur la mer, tout entier à son goût pour la chasse et pour la pèche; le patois des Lazzaroni était sa seule langue, les plus sales orgies, ses seuls plaisirs : quant aux soins du gouvernement et des affaires publiques, c'était lettres closes pour lui.

Elevé dans les principes, que les peuples sont soumis, par la volonté de dieu, à la puis-

sance des rois, et poussé par d'indignes suggestions dans le gouffre des plaisirs, il joignit, pendant toute sa vie, à l'orgueil du pouvoir absolu, la soif de toutes les voluptés.

Ces fatales dispositions, qui devaient faire le malheur de ses sujets, ne leur étaient pas encore connues; car le gouvernement demeurait dans les mains d'un ministre habile, qui prenait pour lui seul la direction de l'état, laissant au prince celle de ses plaisirs : et comme les peuples étaient accoutumés alors à attribuer tout ce qu'ils éprouvaient de bien aux rois, tout ce qu'ils éprouvaient de mal aux ministres, nul prince ne fut, à l'égal du jeune Ferdinand, chéri par la populace napolitaine, qui retrouvait en lui ses propres mœurs, ses propres passions. Les classes intelligentes elles-mêmes n'avaient pas trop à se plaindre d'un régime qui leur accordait la liberté de penser et jusqu'à un certain point d'écrire, leur promettant ainsi le plus brillant avenir.

Mais toute illusion disparut à l'arrivée d'une femme, de Caroline d'Autriche, épouse destinée à partager le sort de Ferdinand, à devenir l'instrument des malheurs du peuple, à semer le deuil, la misère, les gémissemens, là où elle avait trouvé joie, respect, amour.

La physionomie de Caroline portait empreint l'orgueil de son ame : belle de sa personne, ornée de toutes les grâces que donnent les talens, affectionnée à sa famille, mais dominée par des passions violentes, elle était redoutable dans sa haine, cruelle dans ses vengeances, et ne reculait devant aucun crime pour affermir son pouvoir.

A peine arrivée dans le palais-royal, la fille des Césars, la sœur de la reine de France, s'apperçut qu'elle ne pourrait parvenir à gouverner l'état qu'en gouvernant son stupide époux : et composant d'abord sa conduite et son visage pour gagner sa confiance, étudier ses passions et lui donner une haute idée d'elle-même, elle sembla vouloir se dévouer au seul plaisir de refaire son éducation négligée. Mais quand elle eut obtenu sur Ferdinand l'ascendant auquel elle aspirait, quand elle eut reconnu son penchant invincible pour toute espèce de débauches, et sa répugnance pour les soins du gouvernement, elle ne s'occupa plus que d'entretenir le premier, consolider la seconde, et maintenir dans ses mains un pouvoir auquel obéit et son mari et l'État.

Ce fut sous de tels auspices que commencèrent les longues et douloureuses vicissitudes de la

cour de Sicile : vicissitudes qui conduisirent Caroline à mourir sur la terre étrangère, insultée par ceux qu'elle avait protegés ; vicissitudes qui plongèrent pour si long-temps le peuple napolitain dans un abîme de maux.

Le système du ministre Tanucci mourut avec son pouvoir. D'abord un prince Sicilien, puis le fameux Acton, d'origine anglaise, lui succédèrent de nom, car par le fait, ce fut Caroline qui présida les conseils, dicta ses volontés aux ministres, et dirigea toutes les affaires publiques.

Les étrangers furent appelés aux premières charges de l'état et de la cour, et tout, dans l'un comme dans l'autre, fut modelé sur la France.

Tout ce qui était italien fut proscrit des salons de la cour : modes, usages, vêtemens, langue, tout fut emprunté à la France; et chose étrange, Caroline elle-même, en préparant ainsi les esprits à s'affectionner à tout ce qui était français, travaillait sans le savoir à l'établissement d'une république importée de la France.

Les savans, les littérateurs nationaux furent méprisés ou persécutés; l'or ou les faveurs furent la seule route des emplois ; les impôts furent augmentés, les caisses publiques mises au pillage, d'abord pour construire une flotte

immense mais inutile, ensuite pour organiser une armée instruite, tantôt à la prusienne, tantôt à la française et souvent habillée des fripperies réunies des deux nations.

Cette imitation permanente des mœurs étrangères, qu'on justifiait en répétant à satiété que les napolitains étaient incapables de rien créer, parvint à inspirer à une grande partie de la nation les sentimens de mépris que la reine et son ministre affectaient pour elle.

Cependant pour distraire le roi de toute occupation grave, et pour alimenter en lui le goût des plaisirs grossiers, la reine elle-même ne négligeait aucuns moyens. Son ambition immodérée la rendait complice et instrument du dévergondage de son époux : tantôt Caroline et Ferdinand se montraient dans les camps de manœuvres, sous les habits, l'un de cabaretier, l'autre de vivandière, s'exposant aux attouchemens et aux paroles obscènes d'une soldatesque licencieuse ; tantôt le roi, vêtu en marinier, vendait le poisson aux habitans de Naples : occupation bien grave de ce prince inepte, mais qui du moins n'outrageait ni la morale, ni l'honneur des familles.

Mais malheureusement, à ces mascarades publiques succédaient les débauches du boudoir,

et toute la cour de Naples, comme celles du reste de l'Europe, retentissait des aventures les plus dégoûtantes et les plus scandaleuses.

Ferdinand avait des passions violentes, et la Reine savait choisir les lieux et les personnes les plus propres à les aiguillonner.

A seize milles de Naples il existe une résidence royale magnifiquement décorée, embellie de sources, de cascades et de bosquets délicieux, qui s'étendent jusqu'au sommet de la colline où est situé le village de Saint-Leucio. C'est là que fut établi le Harem de Ferdinand : personne ne pouvait pénétrer dans le village sans sa permission expresse; nulle jeune fille ne pouvait s'y marier sans avoir sacrifié les prémices de l'hyménée sur l'autel de débauches, dont le Roi était le grand-prêtre; là tous les liens sacrés de la famille étaient foulés aux pieds, et l'inceste n'y était pas plus redouté que l'adultère.

Ce sont des choses hideuses, des choses qu'on aura peine à croire, sans doute, que je raconte ici; mais tout un peuple en a acquis la preuve quand les Bourbons, frappés par le bras de la providence fatiguée de leurs crimes, s'en sont allés, proscrits et dispersés, demander refuge aux Rois de l'Europe absolue.

Ajouterai-je le récit des aventures scanda-

leuses du Roi avec certaines Dames de la Cour, dont les unes méritèrent les bonnes grâces de la Reine, dont les autres n'obtinrent que sa colère, selon leur adresse ou leur inhabileté à influencer leur royal amant?

Parlerai-je des épouses ravies à leurs époux, des jeunes filles enlevées du sein de leur famille, et conduites violemment dans l'infâme repaire de Saint-Leucio, puis jetées expirantes sur la voie publique par les satellites du ravisseur?

Rappellerai-je des scènes dégoûtantes, dignes du siècle de Messaline? non : il vaut mieux tirer un rideau sur tant de crimes, sur une telle dissolution.

Il me suffira de conclure que la cour des Deux-Siciles, avant la révolution française, était l'ennemie du peuple, et l'antre d'impureté où se préparèrent plus tard d'horribles tragédies.

CHAPITRE III.

CHAPITRE III.

Révolution française. — Ses effets sur la cour et le peuple des Deux-Siciles.

La révolution française, préparée par l'intolérable despotisme de Louis XIV, le mépris qu'inspiraient les mœurs effrenées de la cour de son successeur, les embarras des finances sous Louis XVI, les souffrances du peuple, la violation des droits des parlemens, la haine contre les privilèges, les écrits des philosophes, et le génie du siècle, la révolution française commença le 14 juillet 1789.

La chute de la Bastille fut le prélude de celle des trônes, et la poussière de ses ruines,

soulevée par les vents, fut poussée sur la surface de la terre, comme le signe de la lutte engagée entre les Rois et les peuples : lutte qui compte des morts, des misères, des crimes, mais qui a consacré un principe, celui de la souveraineté populaire, devant lequel s'est brisé le génie de l'homme destin, est tombée en trois jours une dynastie de huit siècles, et viendront échouer tous ceux qui le combattent ou le méprisent.

Le grand mouvement de la révolution française provoqua un cri d'alarme dans les cours de l'Europe, en même tems qu'il ranimait l'espérance des peuples opprimés : et tandis que les Rois se coalisèrent pour la combattre, les hommes intelligens de toutes les contrées tournaient les yeux sur la terre menacée d'où était parti le signal de l'émancipation du monde, quand la convention nationale fit entendre ces mots retentissans : *paix aux peuples, guerre aux Rois.*

Or, parmi les peuples et les princes agités par cette grande révolution, ceux des Deux-Siciles tiendront dans l'histoire une place célèbre, marquée par les plus douloureux souvenirs.

A la première nouvelle de cette révolution, il s'en fit une dans les mœurs, les modes et les

usages de la cour de Naples. Caroline d'Autriche proscrivit tout ce qui venait de la France, pour donner la préférence à tout ce qui venait de l'Angleterre; et, comme les despotes ont coutume d'imposer à leur peuple leurs propres caprices, des ordonnances, ridiculement sévères, essayèrent de faire adopter par la nation l'Anglomanie qui s'était emparée de la cour. Il fut dès-lors défendu de couper les cheveux à la française, de s'habiller à la française, de lire les écrits ou les journaux français. Anathème à la France révolutionnaire! devint le cri de Caroline. Mais que pouvaient les anathèmes de l'Eglise ou de la tyrannie contre le besoin et le désir impérieux d'une régénération qu'éprouvait l'Italie au dix-huitième siècle?

Les écrits défendus, les modes prohibées n'en étaient que plus recherchés : toutes ces entraves rendaient le pouvoir plus insupportable et n'avaient aucune prise sur des habitudes depuis long-temps contractées.

C'est une grande erreur des gouvernans, de croire qu'ils puissent, à leur gré, changer les mœurs, les haines ou les penchans d'un peuple.

Ni les ordonnances, ni plus tard les supplices ne parvinrent à arracher du cœur des clas-

ses intelligentes de Naples, le besoin de tout connaître, l'inclination à tout admirer dans les événemens qui se passaient alors en France. Chaque victoire des droits de l'homme était pour l'Italie un sujet de joie, et toutes les théories de réforme, déjà répandues dans l'esprit public, obtenaient, des triomphes de la révolution française, une éclatante sanction.

Malheureusement la populace était abrutie, ignorante, fanatique, et ne partageait pas les sentimens des autres classes. La haine qu'avait dû lui inspirer la tyrannie espagnole s'étendait naturellement sur tous les étrangers : elle était ennemie des nobles, parce que les nobles s'étaient faits les auxiliaires des étrangers contre elle : elle chérissait ses princes quand ils lui donnaient le pain à vil prix, ou quand ils l'amusaient par des fêtes et des spectacles (1); aussi facile à se mutiner qu'à s'apaiser, mobile dans ses désirs, ardente dans ses passions, rusée par caractère, plutôt que par *éducation* : dévote, jalouse, avide de *miracles* et des phénomènes extraordinaires, une telle populace devait être

(*)Un ancien proverbe napolitain dit que pour satisfaire la populace, il ne faut que trois f.. *forca*, *farina et feste,* c'est-à-dire : potence, farine et fêtes.

toujours l'instrument docile d'un pouvoir habile à exploiter son ignorance et sa crédulité.

Delà, toutes ces fables répandues par le gouvernement et accueillies par le bas peuple : les français, lui disait-on, ne sont pas seulement ennemis des rois, ils le sont aussi de dieu lui-même ; ils profanent ses temples, ils dévastent ses autels, ils déshonorent les femmes et les filles.

Ces accusations absurdes, accréditées par des agens secrets, même par quelques émigrés français, recevaient une autorité irrésistible de la voix des curés et des moines qui en faisaient retentir les chaires et les confessionnaux.

C'est ainsi qu'une haine violente s'enracinait à Naples contre les Français : c'est ainsi que les hommes éclairés qui sympathisaient avec la France, compris dans la même haine, se virent plus tard en butte à la fureur populaire, et devinrent victimes des passions de Caroline dont les Lazaroni et un cardinal furent les exécuteurs aveugles.

trouvé l'instrument [illegible] d'un pouvoir ha-
bile à exploiter son ignorance et sa crédulité.

Pour [illegible] encore cette faible réputation que le
gouvernement conservait chez le peuple, les
Français [illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
et [illegible].

Ces circonstances diverses, [illegible]
[illegible]
[illegible]
de [illegible]
[illegible].

[illegible]
à [illegible]
[illegible]
[illegible]
plus [illegible] populaire, et [illegible]
[illegible]
[illegible] furent les exécu-
teurs [illegible].

CHAPITRE IV.

CHAPITRE IV.

Espionnage. — Conspiration. — Juntes d'état. — Supplices. — Emigrés français. — Evénement terrible. — Paix de Campo-Formio.

Quand Rome élevait des statues aux délateurs, Rome avait cessé de commander au monde. Les *Dives* Augustes (*), de l'Espion, avaient fait un Héros.

Caroline d'Autriche, remettant en vigueur les mêmes principes que proscrivent la morale et la pudeur des sociétés modernes, osait répéter ces mots exécrables de Tibère : *je ferai disparaître l'idée d'infamie qui s'attache au titre*

(*) *Divi Augusti.*

de délateur, en le plaçant parmi les plus honorables de ma cour ; et cette reine, joignant les faits aux paroles, affectait d'accorder à ces hommes infâmes toute espèce de considération : elle les appelait à partager ses plaisirs, elle leur ouvrait les portes de ses salons, elle les initiait aux secrets de son gouvernement.

Il y eut alors des délateurs de toutes les classes, de tous les rangs, de tous les âges : souvent un évêque, un prélat devenait le dénonciateur de son ami intime ; souvent le domestique vendait les secrets de son maître ; souvent, au milieu des caresses de l'amour, se glissait le venin de la trahison.

Les nobles, les femmes recommandées par leur rang et leur beauté, ne dédaignaient pas de provoquer, dans l'intimité de la conversation, les épanchemens de la pensée ; puis, de provocateurs devenus accusateurs, ils faisaient jeter dans les prisons leurs amis et même leurs parens (*).

Un mot, un geste, et jusqu'à un signe muet

(*) Je pourrais citer mille exemples ; un seul suffira. Dans un cercle de gentilshommes et de dames se trouvait un frère Augustin, nommé *Laurent Bozzaotra*, littérateur distingué et poète improvisateur : sollicité par ses

d'approbation à la lecture de quelque écrit politique, était un délit, et un délit puni de plusieurs années de prison. Il arriva souvent que des épouses, des mères devinrent les causes innocentes des malheurs de leurs fils, de leurs maris : torturées par des prêtres rusés qui abusaient du mystère de la confession, elles révélaient la pensée de ceux qui leur étaient chers; et le tribunal de la pénitence n'était plus qu'une succursale de la police.

L'amitié, la religion, les liens du sang, n'existaient plus : l'amitié était stigmatisée par la trahison, la religion prostituée à la politique, les liens du sang brisés par la puissance de l'or. Ce sont de hideuses époques, celles où les vices d'une cour, les passions d'un prince, deviennent les mœurs de tout un peuple; l'ordre social est alors bouleversé, et dans la nation il n'y a plus que deux espèces d'hommes, les délateurs et les persécutés.

C'est à ce point de dégradation qu'étaient

amis de chanter sur la politique et sur une maladie de la reine, il s'y refusa d'abord; mais, vaincu par les instances de la société et les fumées du vin, il chanta. Le lendemain, il se réveilla, chargé de fers, dans un affreux cachot.

descendues les Deux-Siciles en 1791 : cependant les événemens de la France y excitaient une vive sympathie : mais elle aurait été insuffisante pour entraîner ceux qui la ressentaient à suivre l'exemple donné par les révolutionnaires français, si la cour elle-même ne leur en eût fourni l'occasion. L'excès de ses persécutions vint ajouter au désir d'un changement le courage de tout entreprendre pour l'obtenir, et la tyrannie fut ainsi en aide aux théories des novateurs.

C'est une chose digne de remarque. Tandis que la France voyait sa noblesse préférer l'étranger à la patrie, le despotisme à la liberté ; à Naples les premiers qui conspirèrent pour proclamer l'égalité des droits furent les nobles !

L'autorité de l'anglais Acton qui les humiliait et les avilissait, le mépris que leur témoignait la reine, le besoin profondément senti d'avoir une patrie, d'être indépendant, poussa d'abord à la plainte, puis à l'association, enfin à l'action.

Pour opposer donc une digue aux vexations du gouvernement, diverses associations se formèrent à diverses époques. La première fut créée en 1791, sous les auspices de Charles Laubert, prêtre séculier de l'ordre appelé

Delle Scuole Pie, homme entreprenant, qui unissait au talent la puissance de la parole. A cette association appartinrent les Torella, les Carafa, les Pignatelli les Colonna, l'intrépide Louis Serio, et tous ceux qui étaient distingués à Naples par la science ou par la noblesse.

Ils avaient des jours convenus pour se réunir, recevaient les journaux de France, et, suivant sur ces feuilles les progrès de la révolution, ils s'abandonnaient aux rêves d'un avenir brillant, à l'espérance si douce de procurer un jour la liberté à leur patrie et de concourir à l'amélioration de l'humanité. Tristes illusions qu'ils payèrent de leur vie ! Souvent leurs réunions se changeaient en fêtes brillantes, et si un jour les voyait fraterniser au milieu des toasts et de la joie, un autre les voyait monter sur l'échafaud pour y répandre un sang qui devait consolider les liens de leur association, en présence du bourreau et de la hache.

Parmi ces fêtes mémorables, il faut citer celle où intervint Latouche Préville, amiral français, alors ambassadeur à Naples. Dans une vaste salle, que la richesse et l'élégance avaient ornée, étaient réunis les patriotes les plus déterminés de l'association : là, au milieu des chants des poètes, des sons harmonieux de

la musique Italienne, transportés au sein d'une vie future de liberté, tous ces citoyens reçurent des mains de Latouche le ruban tricolore, arc-en-ciel de l'alliance des peuples, symbole du pacte qui devait unir à jamais la France et l'Italie dans des destinées communes, promesse mutuelle de vaincre ou de périr ensemble pour la liberté. Mais hélas ! ce pacte a été violé, cette promesse n'a pas été tenue. En vain l'Italie, en 1830, a répondu à l'appel de la France; en vain elle a invoqué le souvenir des fortunes diverses qu'elles ont traversées ensemble, les fils de la France ont abandonné leurs frères d'Italie : aujourd'hui les balles piémontaises brisent leurs poitrines, le sabre autrichien tranche leurs têtes. Pleure Italie ! Pleure sur la foi violée !

Ces associations, qui sans doute échauffaient peu à peu l'esprit public, mais qui ne pouvaient toutefois être assimilées à des conspirations, furent jugées par la cour de Caroline comme des complots de haute trahison, contre lesquels une junte d'état fut établie; et tandis que la reine, s'abandonnant à toute sa haine contre la France, unissait ses soldats et ses vaisseaux à ceux de l'Angleterre pour entrer frauduleusement à Toulon, elle livrait les pa-

triotes napolitains à cette première junte d'état : tribunal qui méprisait les lois, la justice, les hommes ; réunion de tigres plutôt que de magistrats, devant lesquels il n'y avait ni liberté de défense, ni observation des formes juridiques ; assemblée enfin de sicaires, dont toute la mission se bornait à jeter dans les fers ou sous la hache du bourreau tous ceux que Caroline et Acton leur désignaient.

Les deux membres de cette junte étaient Guidobaldi et Vanni ; son président était ce même prince de Castelcicala, qui fut si longtemps ambassadeur près de la cour des Bourbons de la branche aînée, et qui, depuis les événemens de juillet 1830, a continué jusqu'à sa mort à remplir les mêmes fonctions, comme pour indiquer que la malheureuse et trop confiante Italie ne devait rien attendre du pouvoir des barricades !

A la création de ces inquisiteurs d'état les espions se multiplièrent, les prisons regorgèrent de victimes de tout rang, de tout âge, de nobles comme de savans. Louis Medici lui-même plus tard l'ami intime du prince de Metternich, dénoncé comme libéral parce que le ministre Acton craignait de rencontrer en lui un rival préféré par la reine, fut jeté

dans les cachots, et cependant Louis Medici a été de tout temps l'homme le plus dévoué aux Bourbons, le plus ardent ennemi de la liberté.

Chaque famille eut bientôt à pleurer quelqu'un de ses membres, ignorant même dans quelle prison il gémissait, tant les inquisiteurs s'enveloppaient de mystère ! Chaque famille enfin, en perdant toute garantie de liberté individuelle, perdit toute sécurité. En vain des magistrats honorables réclamèrent avec énergie contre la violation des lois, en vain ils firent entendre au roi de graves remontrances, Caroline savait détruire l'effet de toutes les plaintes, de tous les conseils ; et tandis que le prince continuait sa vie de plaisir au milieu des plus riantes campagnes, elle opprimait le peuple sous le poids des impôts, des persécutions et des outrages.

Après de longues et hypocrites procédures, après de fréquentes violations de domicile par les vils satellites de l'inquisition, connus sous le nom des *visiteurs*, arrivèrent enfin les condamnations. Les innocens, ceux qui n'avaient fait qu'écouter avec admiration le récit des événemens de la France, furent enfermés pour plusieurs années dans les prisons ; les suspects, ceux qui nourrissaient un secret désir d'appliquer à leur patrie les principes de la révo-

lution française, furent jetés dans les fers ou dans les souterrains infects des îles du Maritimo et de la Pantelleria; trois jeunes gens, coupables d'avoir reçu des écrits et des lettres de France, furent condamnés à mort.

La renommée annonça rapidement dans la ville les premières sentences de cet inique tribunal, et un cri unanime de colère et de pitié fut poussé par tout le peuple. En effet, depuis deux siècles, Naples était restée à l'abri des poursuites qu'on dirigeait alors contre la liberté de penser; et quand, une fois déjà, les rois d'Espagne avaient voulu y établir le joug de l'inquisition religieuse, tous ses habitans s'étaient soulevés, avaient chassé les ministres du tribunal sanguinaire, et ce pays jusqu'alors était le seul où le fanatisme n'avait point élevé de bûchers, où les croyans de tous les cultes avaient trouvé un asile assuré. Combien donc ne parut-il pas horrible qu'une opinion, qu'aucun acte n'avait manifestée, qu'une pensée pût être punie de mort! Aussi, n'hésitait-on pas à blâmer publiquement le gouvernement, le roi, qui ne savait pas opposer un frein aux désordres de la reine et d'un étranger.

Aux clameurs populaires s'unirent les pleurs des familles des trois condamnés à mort; elles

implorèrent la clémence du roi ; mais le roi était plus occupé de ses poissons et de ses oiseaux que de ses sujets ; les trois mères éplorées allèrent se jeter aux pieds de la reine et lui demandèrent de conserver à leur vieillesse ces trois têtes promises au bourreau ; mais Caroline avait soif de sang, et ces quelques gouttes qui allaient être versées étaient loin de lui suffire. *Qu'ils périssent* avait dit Acton, qu'ils périssent répéta la reine, et tout espoir de les sauver s'évanouit.

Le peuple s'émut, des cris séditieux se firent entendre au moment de l'exécution, mais des troupes nombreuses réunies à dessein comprimèrent le tumulte ; ces trois jeunes gens, premiers martyrs de la liberté, moururent avec courage. L'un d'eux Emmanuel de Deo, qui monta le dernier sur l'échafaud, repoussa tout offre de salut, préférant la mort à l'infamie d'une révélation. Ils moururent, et la ville fut plongée dans la douleur, et sur le visage de chaque habitant était peinte la tristesse la plus profonde : mais chose à peine croyable et qui donnera beaucoup à penser à ceux qui soutiennent l'utilité de la peine de mort et des exécutions publiques ; ce même peuple, qui d'abord frémit d'horreur à la vue d'un tel spec-

tacle, y applaudit ensuite, et vint y assister comme à une fête, quand chaque jour, pendant des mois entiers, les exécutions des patriotes se renouvelèrent par centaines : tant la nature humaine se laisse influencer par l'habitude !

Les persécutions de la junte n'en restèrent pas là : les événemens qui suivirent fournirent de nouveaux alimens à son activité. A peine Louis XVI fut-il enfermé dans le temple, à peine la république fut-elle proclamée en France, que Caroline crut déjà la voir dans son propre palais : cruelle d'abord par haine de la révolution, elle le devint alors par peur.

Toutes les réunions, quelque fût leur nature, furent défendues ; les courses des chevaux le furent également sur le motif qu'elles rappelaient les courses mémorables de Sparte et d'Athènes. La peur de la république et des vengeances populaires déchiraient la cour de Caroline, et cette peur était entretenue avec soin par le favori-ministre qui avait établi son empire sur l'impopularité et sur la terreur.

C'est ainsi que fut administré le royaume de Naples jusqu'au commencement de 93 ; mais quand, au 21 janvier et au 23 octobre, la tête de Louis XVI et celle de Marie Antoinette

d'Autriche, l'un cousin, l'autre sœur de Caroline, roulèrent sur l'échafaud, alors l'épouvante de celle-ci fut au comble : des rêves effrayans assiégeaient son sommeil : il lui semblait déjà que la destinée de sa sœur l'attendait. Dans la première coalition, comme dans la seconde, elle fit tout pour engager les princes de l'Europe à démembrer la France, à écraser ce peuple héroïque qui, en proclamant la république, avait improvisé 14 armées, repris Toulon, vaincu Lyon, et menacé les rois jusque sur leurs trônes.

Les habitans de Toulon, réfugiés à Naples, et une multitude de nobles émigrés augmentaient par leurs exagérations les craintes et les colères de la reine; ils racontaient des choses horribles des jacobins, et proclamaient que le temps fatal à la religion et au trône était arrivé, invoquant pour preuve les flammes de Toulon, les massacres de Lyon et la mort du plus saint des rois.

Les emigrés français trouvèrent à la cour de Naples faveurs, emplois, fortune. Les hommes de tous les partis sympathisaient avec leurs malheurs et s'empressaient de les alléger. On ne les voyait point devenir en butte aux plus lâches persécutions, on ne les chassait point de

ville en ville, de contrée en contrée; la calomnie n'osait pas transformer l'écrivain indépendant en un vil assassin pour donner prétexte à toutes les injustices, pour colorer de basses complaisances envers des princes étrangers. Tant d'infamies, disons-le, était au-dessous du caractère d'Acton lui-même; il était reservé à nos jours d'en être témoins (*). Les émigrés d'alors avaient perdu une patrie, mais du moins ils en retrouvaient une autre. Les enfans des fugitifs de Toulon obtinrent des places gratuites dans les couvens et dans les lycées les plus

(*) Parmi les persécutions dont les réfugiés politiques de tous les pays ont été accablés, célèbre sera celle des rédacteurs de la *Jeune Italie*, journal publié à Marseille en langue italienne, et consacré à la propagation des doctrines républicaines.

Ces persécutions dégénérèrent en calomnie contre l'avocat Mazzini qui le dirigeait, et contre un écrivain qui prenait part à la rédaction. Ces persécutions enfin, sur le seul appui d'un document apocryphe publié par le *Moniteur*, désignèrent Mazzini comme président; l'écrivain, l'un des rédacteurs de *la Jeune Italie*, comme secrétaire d'un tribunal secret et sanguinaire, d'où seraient partis les arrêts de mort de deux italiens poignardés à Rhodez, dans le mois de mai 1823.

(*Voir le* Moniteur *du 7 juin* 1833. — *Le* National *et la* Tribune, *du mois de juin, pour les justifications).*

renommés, afin que leur éducation n'eût pas à souffrir de l'exil de leurs pères : ceux-ci recevaient un subside (*) que nous, les enfans, et les petits enfans des Italiens qui le payèrent, nous nés à l'ombre du drapeau tricolore français, nous nous sommes trouvés dans le cas de réclamer, sans pouvoir l'obtenir qu'au prix d'une loi qui nous égale aux ilotes de Sparte !

La junte d'état, pour calmer les terreurs de la reine, multipliait chaque jour ses recherches; et tandis qu'on s'attendait à de nouvelles exécutions, Caroline abdiquant tout le respect dû à la propriété, comme elle avait déjà fait pour celui qu'on doit à la vie des citoyens, ne reculait devant aucun genre d'extorsion ni de fraude, afin de subvenir aux dépenses de la guerre et aux insatiables exigences de ses favoris.

Les particuliers furent appelés à concourir aux réparations des routes depuis long-temps négligées, et des sommes considérables furent, pour cet objet, déposées dans les mains du gouvernement; mais celui-ci les appliqua à ses propres besoins, et les routes demeurèrent sans

(*) Cent trente francs par mois pour chaque réfugié Toulonais.

réparation. Il existait des banques privées qui étaient dépositaires de 35 milions de ducats; Caroline les déclara banques du gouvernement, s'empara de leurs capitaux, et y substitua un papier monnaie que ne garantissait aucune propriété; ce papier perdit, dès qu'il parut, les deux tiers de sa valeur nominale, et cependant le gouvernement continua d'en émettre; on vendit les biens allodiaux de la couronne, on supprima les riches couvens, et on fit argent de leurs propriétés; on parvint à réunir ainsi 12 millions de ducats; une partie fut employée à racheter du papier monnaie qu'on remit aussitôt en circulation : la banqueroute devint imminente : le commerce était nul, le crédit anéanti.

Vanni, le plus actif d'entre les inquisiteurs, était l'objet du mépris et de la haine publique, quoiqu'il ne fût au fond que l'instrument de Castelcicala et d'Acton, qui savaient habilement faire peser sur lui l'effrayante responsabilité des crimes dont ils profitaient. Ce fut ce même Vanni qui répandit le bruit de la découverte d'une nouvelle conspiration, dans laquelle se trouvait compromise l'élite de la nation, et dont les affiliés n'allaient pas moins qu'à vingt mille. Selon lui, tous devaient être

arretés, car tous étaient coupables; les preuves étaient dans ses mains : et bientôt en effet il fit emprisonner les hommes que leur réputation et leur fortune recommandaient davantage.

Tant d'actes arbitraires, qui jetaient le deuil ou la crainte dans toutes les familles, émurent une foule de magistrats déjà vieillis sous la robe, et dont l'âge et l'austérité de mœurs s'étaient concilié même le respect du roi. En effet, un imposant spectacle s'offrit un jour à Ferdinand : des vieillards à cheveux blancs, en longues robes noires, le visage couvert des nobles rides, que l'âge et les soucis de la justice y avaient déposées, ayant pour cortége l'amour, le respect et la vénération d'un peuple entier, se présentèrent à lui, et lui exposèrent, avec l'accent de la douleur, les dangers que couraient son gouvernement et sa famille, les outrages faits aux lois et à la justice, la conduite des inquisiteurs, les murmures du peuple, le désespoir des familles, la multiplicité des poursuites et l'innocence des accusés; et ils conclurent en déclarant qu'ils étaient décidés à se retirer en masse des tribunaux si la justice n'y reparaissait pas avec toutes les formes protectrices des accusés, si des sicaires transformés en magistrats continuaient d'en profaner l'enceinte.

Ces paroles produisirent leur effet, le roi en fut ému, et voulut cette fois, cette fois seule! commander en maître à la reine, aux favoris et aux inquisiteurs.

Caroline s'efforça de conjurer l'orage avant qu'il fût trop tard : elle appela à son sécours l'épouvantail des conspirations, des mouvemens populaires; mais voyant qu'elle ne parvenait point ainsi à ébranler la conviction du roi, elle changea de tactique, et jeta, comme il était déjà convenu d'avance, toute la responsabilité du passé sur Vanni : c'était lui, disait-elle, c'était ce monstre qui avait méconnu ses intentions bienveillantes, outrepassé ses instructions; elle protesta de son amour pour le peuple napolitain, et invoqua en sa faveur les témoignages d'Acton, de Castelcicala, ses complices.

Peut-être le roi se laissa-t-il persuader, peut-être aussi devina-t-il la reine; quoiqu'il en soit, la disgrâce de Vanni et la suppression momentanée de la junte d'état furent décidées : heureux Ferdinand! si de ce jour il se fût emparé d'une main ferme du pouvoir et eût secoué pour toujours l'influence de la reine ou des favoris!

Vanni atterré par la décision royale, crut pouvoir en sa disgrâce compter encore sur la reine,

puisqu'il n'avait fait qu'agir d'après ses ordres ; mais la reine était résolue à l'immoler. Il se retourna vers Acton et vers Castelcicala, son confrère de l'inquisition : même désavouement, même mépris ; le mot d'ordre était donné, partout on nia une coopération criminelle, partout on cria à l'assassin, et Vanni, en proie aux remords, repoussé par ses complices mêmes, flétri par la voix publique, Vanni finit par se précipiter d'une croisée de son hôtel.

Le peuple vit avec joie son corps étendu sans vie sur le pavé, ses membres fracassés, son sang jaillissant de toute part, et l'histoire conserve les dernières lignes qu'il a tracées avant son suicide, comme un monument de la justice éternelle, comme un exemple de la bonne foi et de la reconnaissance des princes.

« L'ingratitude d'une cour perfide, les per-
» sécutions d'un ennemi terrible, le manque
» d'asile m'ont déterminé à attenter à une vie
» devenue pour moi un horrible fardeau. Qu'on
» n'accuse personne de ma mort. Puisse mon
» exemple éclairer les inquisiteurs d'état!

La mort de Vanni rendit l'espérance aux familles des prisonniers, et les détails de cette mort produisirent une grande impression sur le peuple, tandis que les victoires de Bona-

parte obligeaient Caroline à dissimuler sa haine contre la France, à conclure une trève, à rappeler de la Lombardie les régimens napolitains, et plus tard enfin à faire signer par son ministre, le duc de Gallo, le traité de Campo-Formio.

~~~~~~~~~~~~
~~~~~~~~~~~~

CHAPITRE V.

5

CHAPITRE V.

Intrigues de la cour de Naples. — Prépondérance absolue des Anglais sur ce cabinet. — République romaine. — Expédition d'Egypte. — Violation du traité de Campo-Formio. — Massacres des Français dans les ports de la Sicile. — Bataille d'Aboukir, son influence sur les destins de l'Europe. — Joie de la reine. — Accueil magnifique de Nelson à Naples. — La guerre contre la France est décidée dans le conseil de la reine. — Projets sinistres contre les Français.

La paix de Campo-Formio imposée à la cour de Naples par les victoires des Français en Italie, ne pouvait être, pour la reine Caroline, ni sincère, ni durable: non seulement elle intriguait dans les cabinets de Vienne et de St.-Pétersbourg, mais, entièrement dévouée à l'Angleterre, elle préparait en secret les voies à une

plus formidable coalition contre la France et la liberté.

Le ministre Acton, le vieux Hamilton, ambassadeur de la Grande-Bretagne, sa femme Emma-Lyona, la ci-devant Phrinée romaine, et tous ceux qui portaient haine à la France, environnaient Caroline et employaient toutes les ressources de la ruse, de la séduction, de l'intrigue, pour nourrir et accroître ses ressentimens contre la république française.

La présence d'un ambassadeur républicain à Naples avait excité dès le commencement dans cette cour autant de méfiance que d'horreur; on l'avait entouré d'espions, on le voyait avec dédain. Plus tard, grâce à sa loyauté, on avait commencé à l'écouter, mais la Camarilla anglaise avait triomphé et l'ambassadeur Garat était devenu l'objet du mépris et de toute la colère de Caroline.

Ce n'est point à l'esprit de parti que nous empruntons tous ces tristes détails. En portant nos regards sur cette période du passé, nous abdiquons toutes nos passions politiques du moment. Nous voulons que notre voix soit vraie comme celle de l'histoire, et c'est à ses sources les plus authentiques que nous puisons nos preuves.

Voici comment, en l'an 7 et devant le directoire de la république française, le ministre de la guerre de cette époque s'exprimait sur la cour de Naples :

« L'histoire, en retraçant les extravagances
» politiques, offrira sans doute celles que la cour
» de Naples a commises comme une effrayante
» leçon pour les rois : ni le sentiment de sa
» faiblesse, ni l'expérience de ses forces, rien
» n'a arrêté cette cour aveugle. *La haine d'une*
» *femme, les plans d'un étranger,* l'or anglais :
» voilà son mobile et ses ressources (*).

A ces paroles significatives, répondent celles de Garat, jadis ambassadeur auprès de la cour des deux Siciles : « Arrivé à Naples, dit-il (*de-*
» *vant le conseil des cinq-cents*), je fus entouré
» d'espions ; ils me *suivaient* à pied, à cheval,
» *en voiture* ; mais ma loyauté, commençait à
» en imposer à la cour ; déjà on commençait
» à m'écouter ; déjà j'avais obtenu l'élargisse-
» ment d'un grand nombre de détenus, entassés
» dans les cachots parce qu'*ils étaient soupçon-*
» *nés d'aimer nos principes révolutionnaires.*

(*) Discours du ministre de la guerre au directoire. *V. le Moniteur du 19 ventôse an 7.*

» Déjà des paroles étaient données de part et
» d'autre pour un traité de commerce fondé
» sur le principe d'une liberté indéfinie, pour
» un traité de commerce par conséquent infi-
» niment avantageux aux deux peuples, mais
» surtout au peuple napolitain qu'on voulait
» laisser périr dans une indolence stupide, au
» milieu des trésors que la nature et la terre
» veulent lui prodiguer. Mais les Anglais, les
» conseillers de la reine, ont tout ruiné (*).

A toutes les machinations anglaises, pour augmenter la fureur de Caroline, vint se joindre un nouvel événement. Les armées françaises étaient entrées à Rome pour y tirer vengeance de la mort du général Duphot, assassiné dans le palais même de l'ambassadeur français. Le gouvernement du pape, ce monstreux pouvoir du moyen Age, ce centre où convergent toutes les misères de l'Italie (**) était renversé; la république romaine avait été proclamée, les sept collines de la ville éternelle, après tant de siècles, avaient résonné de nouveau du cri de liberté; et aux chants des moines, au son des cloches,

(*) Discours au conseil des cinq cents. — Présidence de Garat. — *Moniteur du 26 pluviôse an 7.*

(**) Machiavelli Storie.

à la fumée de l'encensoir, avaient succédé les hymnes républicains, le roulement des tambours et le bruit du canon.

La république ainsi était aux portes de Naples, et pour empêcher tout contact, pour céder aux instances des Anglais, la reine faisait doubler ses bataillons, établir des camps à St.-Germano, ne dissimulant plus sa haine contre les Français et son désir de violer la foi des traités et de saisir la première occasion pour recommencer la guerre.

Au milieu de ces dispositions de la cour de Naples, la flotte française dirigée par ce chef aventureux que l'Arabe saluait du nom de *Sultan du Feu*, entrait à Malte et de là voguait sur ces rivages jadis illustrés par Alexandre, Pompée et César.

L'étoile de Bonaparte l'avait fait échapper à la vigilance des Anglais. Nelson avait consommé ses provisions, en attendant dans la Méditerranée l'escadre qui déjà avait atteint les côtes de l'Egypte.

Si la cour de Naples, dans un tel état de choses, fidèle aux conditions du traité de Campo-Formio (*), avait, comme elle le devait, fermé ses

(*) Voici l'article 3 du traité : «S. M. le roi des Deux-

ports aux vaisseaux de la Grande-Bretagne, peut-on prévoir ce qui serait arrivé ? Nelson, obligé pour se ravitailler d'abandonner la Méditerranée, n'aurait point gagné la fameuse bataille d'Aboukir, et les destins du monde étaient changés.

Mais Nelson était maître d'Acton, de Caroline et du royaume de Naples : les ports de la Sicile accueillirent ses onze vaisseaux, et les commandans des places de Syracuse et d'Augusta s'empressèrent de leur fournir des vivres, des munitions, et toute espèce de secours.

Tandis qu'on agissait ainsi envers les Anglais,

» Siciles, vis-à-vis de toutes les puissances belligérantes,
» s'engage à interdire indistinctement l'accès dans ses
» ports à tous vaisseaux armés en guerre appartenant
» auxdites puissances, qui excéderont le nombre de
» quatre au plus, d'après les règles connues de la susdite
» neutralité. Tout approvisionnement de munitions ou
» marchandises connues sous le nom de contrebande
» leur sera refusé. »

Or, comment cet article a-t-il été observé? Quarante jours après la stipulation du traité, sept frégates anglaises étaient dans le port de Naples, et le 9 thermidor an VII, les onze vaisseaux de Nelson entrèrent à pleines voiles dans les ports d'Augusta et de Syracuse.

Message du Directoire exécutif au conseil des Cinq-Cents, 24 frimaire an VII. — Moniteur du 26 frimaire.

on tenait une tout autre conduite à l'égard des Français. Partout les vaisseaux de la flotte française furent pour ainsi dire repoussés : bien plus, à Girgente et à Trapani, le sang français coula, malgré l'état de paix, le droit de gens et les devoirs de l'humanité.

« Et si on pense (est-il écrit dans le mes-
» sage du directoire du 24 frimaire) à la con-
» duite qu'a tenue Naples directement avec
» nous; si l'on considère que malgré l'article
» 4 du traité qui porte que le roi de Na-
» ples serait tenu d'accorder dans ses ports et
» dans ses rades toute sûreté et protection à
» tous les vaisseaux *français marchands, en*
» *quelque nombre qu'ils fussent, et à tous les*
» *vaisseaux de guerre qui n'excéderaient pas*
» *le numéro 4*, quelques bâtimens du convoi
» de la flotte française ayant été obligés de
» mouiller dans les parages de la Sicile, à Tra-
» pani, à Girgenti, à Messine, eurent lieu des
» mouvemens visiblement excités par le gouver-
» nement de Naples, et au milieu desquels plu-
» sieurs soldats français descendus à terre fu-
« rent assassinés (*) : » quel jugement sévère

(*) Message du Directoire au conseil des Cinq-Cents. — *Moniteur du 26 frimaire an VII.*

n'a-t-on pas droit de porter sur un gouvernement qui tenait si peu compte des traités?

Telle fut la balance de la justice de la cour napolitaine jusqu'à la bataille d'Aboukir ; mais quand la plage égyptienne fut couverte des débris d'une puissante flotte républicaine, mais quand on crut l'étoile de Bonaparte obscurcie et ses vieilles légions ensevelies à jamais dans le désert, le masque qui couvrait tous les cabinets de l'Europe tomba, et les deux principes, le principe populaire et le monarchique, engagèrent de nouveau ouvertement la lutte à outrance que la révolution de juillet a ranimée, et qui doit finir par foudroyer un jour tous les trônes de l'Europe.

A la nouvelle donc du désastre d'Aboukir, les négociations de Rastadt furent ralenties. Paul de Russie réunit ses hordes, et désigna pour ensanglanter les plaines de la belle Italie ce même Sowaroff qui avait été le bourreau de la Pologne. L'Autriche rassembla ses troupes, attendit ses alliés du Nord, et un nouveau déluge de barbares se disposa à fondre sur la terre de la civilisation, de la liberté et des arts. Cette fois ce n'était pas le besoin de déverser sur l'Europe centrale le trop-plein des steppes du Nord qui poussaient ces barbares,

c'était l'or de l'Angleterre, l'or d'une aristocratie qui voulait le retour du moyen-âge pour tyranniser et spolier les nations avec ses monopoles d'industrie et de commerce. Une nouvelle coalition fut conclue entre l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la reine de Naples. Dans cette association monstrueuse, chaque puissance apporta sa mise de fonds contre la liberté : l'Autriche et la Russie promirent leurs nombreux bataillons, l'Angleterre ses trésors et ses vaisseaux, Caroline ses passions effrénées ; car, tandis que les deux grandes puissances voulaient attendre un prétexte pour violer le traité, elle se chargea de le fournir, de commencer la guerre, et de faire passer en proverbe *la foi de la cour sicilienne.*

Aux provisions accordées aux vaisseaux anglais succéda la réception fastueuse faite à l'amiral Nelson ; Ferdinand alla à sa rencontre, et le conduisit à son palais au bruit des salves de l'artillerie, au son des cloches, aux acclamations de la populace : les arsenaux royaux s'ouvrirent pour radouber ses navires, tandis que sous les yeux de l'ambassadeur français apparaissaient dans la rade de Naples les débris de la flotte de sa patrie (*).

(*) Victoires et conquêtes des Français, vol. 9, pag. 186.

Ce fut en vain que le Directoire, après tant d'insultes et de manques de foi, pour éviter de tirer le glaive du fourreau, demanda, par le moyen de ses plénipotentiaires, les réparations suivantes :

1.° Expulser l'anglais Acton, non-seulement du ministère, mais du royaume ;

2.° Livrer à la république française les commandans de Trapani et Girgenti ;

3.° Réduire à dix mille le nombre des soldats napolitains ;

4.° Remettre au pouvoir des Français tous les ports du royaume pour y faire respecter la neutralité si honteusement violée.

La note du Directoire qui contenait ces demandes demeura sans réponse de la part du cabinet de Naples ; les armemens furent accélérés ; l'initiative de la guerre fut arrêtée dans le conseil de la reine, et les passeports demandés par l'ambassadeur français, Lacombe-Saint-Michel, lui furent d'abord refusés.

Mais cette guerre, qu'on n'hésitait pas à affronter, devait-elle du moins être faite loyalement, armée contre armée ? Non! le poignard du fanatisme allait briller dans toute l'Italie ; les émissaires de la cour de Naples venaient de la parcourir dans tous les sens, pour y conseiller le meurtre, l'assassinat, et le prince Pignatelli,

un des ministres du roi de Naples, écrivait en son nom la lettre suivante au comte de Priona, ministre du roi de Sardaigne :

« La providence est fatiguée de favoriser les » crimes, et la cause des rois ne sera plus » flétrie par les rigueurs de la bizarre fortune. » La bataille d'Aboukir doit être le signal du » réveil énergique de l'Europe, et la nation » anglaise jouit d'une gloire à laquelle auraient » pu aspirer certaines puissances, si l'intérêt » particulier n'avait pas prévalu sur l'intérêt gé- » néral du continent. Nous pouvons dire que » sir Georges Nelson a dissipé ce charme qui » semblait avoir subjugué tous les peuples; il » semble que, même en vous écrivant, j'en- » tends ce murmure léger qui circule sur tous » les points de l'Europe, pour apprendre à » chacun qu'avec de la prudence et du courage » il peut contribuer à la ruine de ce gouverne- » ment régicide, le fléau des rois et l'oppres- » seur des peuples !

» Je vous répéterai, monsieur le Comte, ce » que sir Nelson a dit lui-même au roi mon » maître, lorsque sa majesté daigna descendre » à bord de l'amiral anglais. Sire, un gouver- » nement révolutionnaire est un torrent grossi, » pour ainsi dire, de tous les crimes de l'au-

» dace; mais lorsqu'il trouve une digue dans
» son débordement, ses eaux stagnantes se des-
» sèchent dans les immenses prairies qu'il a
» couvertes de ses inondations, et retiré bien-
» tôt dans son ancien lit, il n'est plus qu'un
» faible ruisseau comme il était avant. Oui,
» monsieur le comte, vous pouvez être con-
» vaincu que la nation française a fini son rôle
» chevaleresque, que la chute éclatante de sa
» puissance maritime doit nécessairement en-
» traîner sa décadence continentale. L'Anglais
» nous donne un exemple auquel doivent se
» rallier tous les gouvernemens; il vient de
» frapper le pied d'argile de ce colosse, et le
» colosse est ébranlé.

» Vous pouvez assurer Sa Majesté Sarde, que
» les nouvelles les plus heureuses viennent de
» nous arriver de Berlin : je ne vous appren-
» drai pas cependant que cette cour accède à la
» coalition, l'influence française y domine tou-
» jours, et l'incertude du cabinet de Berlin
» paraît se communiquer à celui de Vienne;
» mais de grands événemens décideront ces
» deux puissances, et ces événemens définitifs
» s'élaborent en quelque sorte dans le vaste gé-
» nie du prince Repnin. Je n'ai pas besoin de
» vous faire observer que derrière Repnin vous

» devez apercevoir le puissant empire des » Russies, la Porte Ottomane et toutes les » forces de la Grande-Bretagne. L'ambassa- » deur russe mande à monsieur le chevalier » Acton qu'il ne peut rien sur l'esprit de Fré- » déric, qu'il renonce même au projet d'arra- » cher la cour de Vienne à son systême d'une » timide temporisation; mais que si Naples se » déclare, et si, dans le Piémont, *vous conti-* » *nuez à creuser, dans le silence d'une pru-* » *dente circonspection, le tombeau des Fran-* » *çais*, alors il répond d'une grande révolu- » tion dans le systême de l'Europe, et qu'une » fois la campagne commencée, elle ne se ter- » minera pas sans amener des changemens » auxquels on est loin de s'attendre.

» A la réception de ces dépêches, il s'est » tenu un conseil secret dans le cabinet aux » livres de la reine. Le chevalier Acton a déve- » loppé, avec cette dialectique éloquente » que même ses ennemis privés admirent en » lui, toutes les chances qui semblent assurer » le succès de la coalition; il a fait valoir la » triple alliance du Nord, comme nous proté- » geant par une masse de forces qui peut nous » faire hasarder l'offensive avec la plus entière » sécurité. *Brûlons une seule amorce*, a-t-il

» souvent répété, le congrès de Rastadt est
» aussitôt dissout, les armées impériales d'Ita-
» lie et d'Allemagne s'ébranlent : si la Prusse
» reste neutre, au moins fera-t-elle payer chè-
» rement à la France sa neutralité. C'est sur la
» position militaire des républicains dans la
» Lombardie, l'Etat ecclésiastique et le Pié-
» mont, que le ministre se confie, avec la plus
» entière assurance, pour le succès définitif de
» cette campagne. Je crois remplir les inten-
» tions du roi mon maître en vous assurant,
» monsieur le comte, que la délivrance de l'I-
» talie tient en ce moment à l'intérêt que Sa
» Majesté Sarde voudra prendre pour la cause
» de ses amis communs. Notre contrée peut
» devenir encore le tombeau de la nation fran-
» çaise, si les Piémontais, courageux au milieu
» des fers pesans dont le peuple régicide les
» accable, conspirent dans le silence de la ser-
» vitude la mort de leurs tyrans.

» Nous savons ici que des membres du con-
» seil du roi votre maître, circonspects jusqu'à
» la timidité, reculent d'horreur à la seule idée
» du parjure et de l'assassinat, comme si le
» traité d'alliance qui lie Sa Majesté Sarde au
» gouvernement français pouvait être un titre
» politique que l'on doive respecter. La force

» oppressive du vainqueur ne l'a-t-elle pas
» dicté ! ne l'avez-vous pas accepté pour plier
» sous la dure nécessité des plus malheureuses
» circonstances ? Mais de tels traités sont des
» injures dont on se venge en les violant à
» la première occasion favorable qui se pré-
» sente (*). Comment, en présence d'un roi pri-
» sonnier dans sa capitale, environné de baïon-
» nettes, appeler assassinats le massacre partiel
» des soldats de vos tyrans ! La faiblesse n'a
» donc pas des ressources légitimes contre la
» force oppressive ? Parce que l'ennemi entre-
» lace vos chaînes des rameaux d'une paix flé-
» trissante, est-ce un crime que de l'en écraser ?

» D'après l'axiome des républicains, le bai-
» ser fraternel qu'un tyran veut recevoir d'eux
» doit être un coup mortel qu'on dirige contre
» son sein ; et, pour parler à la française, Bru-
» tus poignarda César qui l'embrassait, en l'ap-
» pelant son fils.

» Oui, monsieur le comte, Sa Majesté Sarde
» sans armées, sans places fortes, se trouvant
» même environnée de bataillons républicains,

(*) Voici toute la politique du cabinet des Deux-Siciles : *le parjure*, *le manque de foi*. En 1799, comme en 1826, le parjure était une action généreuse !

» peut encore aspirer à la gloire de sauver l'I-
» talie.

» *Les troupes françaises sont éparses dans*
» *le Piémont, sur la foi des traités;* il faut
» exalter le patriotisme piémontaisjusqu'au
» sentiment du plus effervescent enthousiasme,
» et que chaque habitant aspire ainsi à l'hon-
» neur d'étendre à ses pieds un des ennemis
» de son pays. Ces massacres partiels seront
» plus décisifs pour le Piémont qu'une bataille
» rangée, et *jamais la juste postérité ne flé-*
» *trira du nom d'assassinats les actes énergi-*
» *ques de tout un peuple qui marche sur les*
» *cadavres de ses oppresseurs, à la conquête*
» *de sa liberté!*

» J'espère, monsieur le comte, que vous
» ferez valoir ces considérations puissantes
» dans le conseil de Sa Majesté Sarde. »

Signé, prince FRANÇOIS PIGNATELLI (*).

Un tel document révèle suffisamment à la postérité d'où partirent ces trames occultes, ces complots horribles, ces assassinats multipliés qu'on n'a pas craint de citer alors, et de-

(*) Lettre du 2 octobre 1798 au comte de Priocca, ministre de Sa Majesté Sarde, et gouverneur de Turin.

puis comme le résultat du caractère italien. Qu'on le dise maintenant, les véritables sicaires, était-ce le peuple italien ou les hommes dépravés qui le tenaient sous le joug? était-ce le peuple italien ou la cour de Naples, cette infâme officine, où s'arrêtaient froidement les meurtres qui remplirent bientôt toute l'Italie?

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VI.

Le général Mack. — Spoliations. — Organisation de l'armée. — Le ministre de la guerre Ariola. — Ferdinand hésite à déclarer la guerre à la République francaise. — Ruse de Caroline pour le décider. — Manifeste de la guerre. — L'ambassadeur Lacombe Saint-Michel.

Le cabinet de Vienne qui, dans le même temps négociait à Rastadt, vendait ses soldats à Londres, signait une nouvelle coalition à Saint-Péterbourg; ce cabinet, le plus hypocrite de l'Europe, avait envoyé à Naples le fameux général Mack et un formidable état-major autrichien pour organiser, instruire et commander l'armée de Caroline.

Mack était un homme d'audace et de génie

dans la manière de disposer et préparer un plan de bataille sur la carte, mais d'une absolue incapacité sur le terrain; grand théoricien dans le silence du cabinet, mais dépourvu de courage et de talent au milieu des armées. A l'arrivée à Naples de ce guerrier de l'empire, on eut à la cour la certitude de la victoire, et tous les courtisans, tous ces hommes rampans comme des reptiles, en offraient déjà la palme à la reine.

Le dessein arrêté dans la cour, le besoin de combattre pour plaire aux Anglais reconnu, on demanda l'argent et le sang des Napolitains, de ceux qui n'avaient aucun tort à reprocher aux Français, aucune injure à venger. Des décrets établirent *l'impôt du dixième sur la propriété*, *ordonnèrent la mise en vente de tous les biens des monts-de-piété*, *des maisons d'éducation*, *des universités* (*), et la saisie de toutes les argenteries des églises, des couvens et des particuliers. Ces dispositions n'atteignaient que les propriétés; d'autres furent dirigées contre les personnes, et soixante mille habitans paisibles furent appelés sous les dra-

(*) *Moniteur du* 14 *brumaire an VII.*

peaux, pour porter à quatre-vingt mille hommes le chiffre de l'armée.

Les fusils manquèrent à une partie de ces troupes ; on fabriqua de longues pointes en fer, et on les plaça sur des bâtons : ainsi se formèrent divers bataillons qui, à cause de leur arme, furent nommés *bataillons de bourdonniers.*

Les anciens officiers supérieurs napolitains furent écartés (*) des commandemens ; les vieux sous-officiers n'obtinrent aucune promotion ; l'état-major fut composé par des étrangers de tous les pays ; les places subalternes furent achetées à prix d'argent par des hommes qui ignoraient même le maniement des armes. De la sorte, on eut le talent d'organiser une armée en deux mois, sans discipline militaire, sans officiers habiles, sans confiance dans ses généraux, et dont les chefs suprêmes devaient être Mack et le roi Ferdinand.

Cependant, au milieu de tant d'armemens et des assurances de victoire données par Mack,

(*) La plupart des chefs nationaux des corps militaires ont été destitués et remplacés par des étrangers. — *Moniteur du* 3 *frimaire an VII.*

deux hommes ne partageaient pas les mêmes espérances, la même certitude que la reine puisait dans ses propres passions; ces deux hommes étaient Ferdinand lui-même et le ministre de la guerre Ariola. Le premier, éclairé par son bon sens naturel, avait jugé Mack et l'organisation de l'armée; le second, grâce à ses connaissances militaires, avait prophétisé les revers que devait essuyer une armée comme celle-là; mais tous les deux furent entraînés par le torrent qui ne connaissait aucune digue, par la colère et le caprice d'une femme orgueilleuse et reine en même temps.

Ariola avait engagé le roi à attendre, avant de déclarer la guerre, les dernières dépêches de Vienne, la nouvelle de l'arrivée des Russes sur le Rhin, et le commencement des hostilités de la part des Autrichiens dans le Tyrol; le roi partageait les idées de son ministre, et retardait à lancer son manifeste de guerre. Caroline feignit d'entrer dans les mêmes vues; mais, après quelques jours d'attente, elle fabriqua de fausses dépêches, assura que les hostilités étaient commencées en Allemagne et en Italie, triompha par là de tout obstacle, trompa le roi, Ariola, trahit la raison, et sacrifia aux volontés des Anglais le peuple na-

politain, la foi des traités et sa propre couronne.

La dernière opposition ainsi vaincue, on s'occupa du mouvement des troupes, et, pour voiler sous le prétexte de la religion l'injustice de la guerre, on publia le manifeste suivant :

« Ferdinand IV, par la grâce de Dieu, roi » des Deux-Siciles, de Jérusalem, infant d'Es- » pagne, duc de Parme, Plaisance, Castro, etc., » grand-duc héréditaire de la Toscane :

» Depuis le commencement des révolutions » politiques qui ont détruit toute espérance » de tranquillité dans diverses parties du » monde, nous nous sommes appliqués à pour- » voir avec soin à la sûreté de nos domaines » royaux. Nous en avons éloigné les séduc- » teurs et leurs maximes pernicieuses. Nous » avons réorganisé nos armées, resserré les » nœuds de nos alliances avec les puissances » amies, stipulé un traité de paix avec la ré- » publique française, épuisé tous les autres » procédés pacifiques, et cependant nous nous » trouvons dans la dure perspective d'un dan- » ger qui menace la paix et l'intégrité de » notre territoire, et qui est la suite du ren- » versement du pays Romain qui touche nos » limites, et des outrages qu'a essuyés la sainte

» religion catholique, qui ont entraîné des
» scènes, des discordes civiles, des massacres
» et des déprédations.

» Ces événemens, réunis à l'invasion de l'île de
» Malte, qui est dans notre mouvance royale,
» aux continuelles menaces d'une invasion pro-
» chaine de nos propres domaines, confirmées
» par les préparatifs militaires, les mouve-
» mens des troupes destinées à révolutionner
» notre royaume de Naples, nous ont contraint
» à prendre des mesures plus efficaces encore
» pour éloigner de nos domaines le danger
» qui les menace.

» C'est pourquoi nous sommes déterminés
» à faire avancer notre armée royale dans l'état
» de Rome, partout où besoin sera, avec la
» volonté stable d'y rétablir la religion catho-
» lique, d'y comprimer l'anarchie, d'y termi-
» ner les désastres et les déprédations, d'y ra-
» mener la paix, et de le replacer sous le gou-
» vernement régulier de son légitime souve-
» rain.

» Nous déclarons à nos très-aimés sujets,
» aux habitans de l'Etat Romain et aux peuples
» de toute l'Italie, que bien loin de ressusciter
» la guerre contre aucune puissance, nous n'a-
» vons que le désir de pourvoir à leur sûreté,

» et de rendre à la religion l'hommage qui lui » est dû : désir qui a pu nous porter à cette » entreprise dans laquelle, avec le secours de » Dieu, et secondée par les puissans secours de » nos grands alliés, ainsi que par les efforts » des nations italiennes, nous espérons avoir » des succès heureux.

» Nous-mêmes, à la tête des preux soldats de » notre invincible armée, nous dirigerons les » opérations militaires, promettant de n'en faire » usage que dans le cas de résistance ou d'ag- » gression, autrement tous nos soins se por- » teront sur le rétablissement de la religion » et du gouvernement de l'Etat Romain. »

Signé FERDINAND,

JEAN ACTON.

A l'apparition de ce manifeste, l'ambassadeur français, Lacombe-St.-Michel, répéta la demande de ses passeports, et la cour de Naples, toujours foulant aux pieds le droit des gens, toujours prête aux actes les plus perfides, accorda les passeports, assura l'ambassadeur que le vaisseau destiné à le conduire en France était reconnu par les corsaires barbaresques qui bloquaient le port, comme vais-

seau parlementaire ; mais à peine sorti dans le golfe, ce même vaisseau fut attaqué par les pirates, d'intelligence avec la cour de Naples, et l'ambassadeur Lacombe-St.-Michel fut conduit esclave de Naples à Tunis (*).

Voilà quelle fut l'issue de ce traité de Campo-Formio pour la cour de Naples : traité qui aurait pu, étant observé, préserver ma patrie de la guerre et de tant d'autres fléaux. Mais à peine l'eut-on signé, qu'on se mit à le violer d'abord clandestinement, puis ouvertement ; on finit par le déchirer, outrageant le caractère sacré d'ambassadeur, la foi des engagemens, et plus tard la crédulité du peuple.

(*) Voyez la lettre écrite de Gènes, le 9 pluviôse, par Lacombe-Saint-Michel, dans laquelle, outre les détails énoncés ci-dessus, il accuse particulièrement le prince de Castelcicala de ces horribles perfidies. — *Moniteur du 21 pluviôse an VII.*

\~

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VII.

Scènes religieuses. — Départ de l'armée. — Lettre de Ferdinand. Position des troupes françaises. — Etat de l'Italie. — Entrée du roi à Rome. — Revers des Napolitains. — Fuite de Ferdinand.

Les temps du fanatisme s'approchaient : Naples, la ville riante, aux brises parfumées, au ciel azuré, devait bientôt se changer en un gouffre de passions furieuses évoquées au nom du Dieu régénérateur des sociétés, de celui qui le premier a salué dans chaque homme son frère.

Cette religion de paix et de vertu qui a apporté la liberté aux esclaves, le secours à la veuve, à l'orphelin, la consolation aux opprimés, cette même religion est devenue le fléau

des peuples, du moment où les rois ont élevé son chef sur le pavois et lui ont donné un trône comme pour le rendre complice des forfaits de leurs gouvernemens.

De ce jour fatal une double chaîne a enlacé les nations : la religion s'est faite, pour les opprimer, l'auxiliaire de la politique; la croix de rédemption s'est métamorphosée en sceptre de tyran, et le temple en un palais où toutes les passions des cours sont venues souiller, de leur voisinage, les saintes vertus du christianisme.

De ce jour aussi tous les crimes, l'inceste, l'adultère, le meurtre, ont trouvé aux pieds des autels asile et protection. De ce jour la royauté n'a pas commis un parjure, une spoliation, un assassinat, sans invoquer le Dieu de l'Evangile, sans être autorisée ou absoute par celui qui se dit le vicaire de Jésus-Christ sur la terre. Honte! honte éternelle sur ceux qui ont vendu la religion à la politique, qui ont prêté à la haute sagesse de la providence tous les délires des hommes, qui ont enfanté ce fanatisme atroce, l'origine de tant de malheurs privés, de tant de bouleversemens sociaux.

Voici Ferdinand qui a quitté son harem, et

encore, tout souillé d'impurs embrassemens, se dirige aux pieds des autels ; son épouse fidèle, composant sa figure à la modestie et à la piété, l'accompagne ; une foule innombrable de citoyens encombre les rues et le temple ; la populace exaltée par des agens du gouvernement, la populace, si facile aux émotions, verse des larmes et salue le roi du nom de champion de l'autel et de la foi chrétienne ; le mot de *jacobin*, ce mot fatal pour ma patrie, est lancé pour la première fois au milieu des masses, avec sa définition d'impiété, et y allume cette haine qui fera couler des flots de sang, autorisera toutes les impostures de la reine, et divisera à jamais les fils d'une même contrée.

Voici le retentissement des cloches, le bruit du canon : une double haie de soldats s'étend du palais royal à l'archevêché ; le cortége, déployant une pompe magnique, parcourt les rues aux acclamations bruyantes des *lazzari*, de ceux qui naguères accusaient le gouvernement de leur misère, et accablaient de sales injures la reine et son favori Acton : tant la nature de ces hommes méridionaux est mobile, et se laisse éblouir par les pompes !

Mais déjà l'archevêque Capece-Zurlo reçoit les princes à la porte de l'église, sous un dais de



pourpre enrichi d'or et de pierreries; le parfum de l'encens se répand ; les mélodieux sons de l'orgue parcourent sur les ailes de l'air; les spacieuses voûtes du temple, et accompagnent les chants des lévites; les esprits sont émus et le roi est aux pieds du tabernacle.

Il s'agenouille sur les marches blanches et polies; habile à jouer son rôle, la tête inclinée, une grosse larme roulant dans ses yeux, il dépose son sceptre sur l'autel, et avec l'accent de l'onction il prononce ce discours :

« Dieu très-puissant, Dieu de mes pères,
» voici prosterné ton humble serviteur qui in-
» voque ton assistance avant de commencer
» une guerre sainte, une guerre pour le
» triomphe de ta religion.

» Moi, ton fils dévoué, je ne souffrirai plus
» désormais la profanation de la cité sainte,
» l'exil de ton vicaire, les outrages prodigués
» à la foi catholique.

» Je pars pour chasser les impies de tes
» temples et pour préserver de leur contact ce
» peuple chéri, ce peuple avec lequel je jure
» devant ta divine majesté de mourir plutôt
» que de voir contaminée la religion catholique,
» apostolique et romaine; ce peuple, objet

» unique de mon amour, de mes soucis, de
» mes soins. »

Et il mentait même devant l'Eternel!

Ce discours, achevé au milieu des larmes et des sanglots, produisit l'effet qu'on désirait. Un cri de piété s'élève de tous les côtés de l'église : chacun pleure, chacun veut mourir pour la religion menacée, pour son saint roi : le délire des assistans se communique à ceux qui sont dans les rues, et bientôt toute la ville retentit de hurlemens forcenés, de cris de guerre, *de guerre aux français impies.* Malheur à celui qui osait hasarder une observation, un mot contraire, l'apostrophe de *jacobin* le foudroyait; l'homme éclairé, le savant gagnait à la hâte sa maison, se renfermait et laissait échapper de sa poitrine le soupir comprimé que lui arrachait le pressentiment des malheurs qui menaçaient son pays.

La comédie terminée, le cortége retourna au palais toujours au milieu d'un enthousiasme effréné. Caroline avait obtenu au-delà de ce qu'elle espérait; sous le masque de l'hypocrisie elle avait réussi à inoculer sa haine au peuple, à faire accepter une guerre dictée par ses caprices, comme une guerre de religion et de fanatisme. Peut-être riait-elle en secret avec

son favori de ce peuple crédule et abruti ; peut-être espérait-elle après la victoire fouler aux pieds de plus en plus ce même peuple, mais le Dieu qu'elle avait associé à ses passions, qu'elle avait insulté par ses mascarades, ce Dieu avait déjà écrit dans le livre du destin ce terrible décret : *Tu mourras persécutée et injuriée par ces mêmes Anglais auxquels tu as livré ta couronne et ton peuple.*

Aux scènes religieuses succédèrent les guerrières. Ferdinand, changeant sa veste de chasseur pour l'uniforme de général, accompagné par Mack et par Caroline habillée en amazone, passa en revue une armée de soixante mille hommes qui, le lendemain, divisée en trois corps aux ordres de trois étrangers, se dirigea sur les Etats Romains.

Le premier corps, qui formait l'aile gauche sous le commandement de Rogier de Damas, émigré français, sortit par Fondi et Terracina.

Le second, fort de douze mille hommes, dont la moitié de cavalerie, obéissant aux généraux Colli et Micheroux, l'un émigré piémontais, l'autre français, formait l'aile droite, et s'engagea dans les gorges des Abruzzes pour prendre en revers Civita Castellana.

Le troisième, le plus nombreux, dirigé par

Moesk, autrichien, et le prince de Hesse, formait le centre ; il sortit par Frosinone, et marcha directement sur Rome. Avec ce corps *voyageaient* Mack, général en chef, et le roi Ferdinand, qui de St.-Germano, pour tenir toujours le fanatisme en haleine, écrivit au peuple la lettre suivante :

« Chers, fidèles et aimés sujets, après avoir,
» pendant quarante ans, fait tous les efforts
» pour vous rendre heureux et vous secourir
» dans toutes les calamités qu'il a plu à Dieu
» de nous envoyer, me voici au moment de
» mettre le pied hors de ma chère patrie pour
» l'unique objet de défendre notre sainte reli-
» gion presque détruite, de ranimer le culte
» divin, de rendre la tranquillité à l'Italie, et
» de vous assurer ainsi qu'à vos enfans la jouis-
» sance de ces biens que le Seigneur vous a ac-
» cordés.

» Si j'avais été sûr de pouvoir atteindre ce
» but par tout autre sacrifice, croyez que je
» n'aurais pas hésité un moment à préférer ce
» moyen; mais comment l'espérer après tant
» de funestes exemples qui vous sont connus ?

» Je pars donc à la tête des braves défenseurs
» de la patrie, plein de confiance dans le Dieu
» des armées qui guidera mes pas et protégera

» nos opérations. Je vais affronter toutes sortes » de dangers avec la plus grande allégresse, » parce que je le fais pour mes concitoyens, » pour mes frères, pour mes enfans, car je » vous ai toujours regardés comme tels.

» Soyez toujours fidèles à Dieu, et à celle » qu'en ma place je laisse au gouvernement » de mes Etats, ma chère et bien-aimée com- » pagne. Je vous recommande donc votre » tendre mère; je vous recommande mes en- » fans, qui ne sont plus les miens mais les » vôtres.

» Songez qu'il vaut mieux mourir glorieu- » sement pour Dieu et la patrie que d'être hon- » teusement opprimés.

» Que le Seigneur vous accorde en attendant » toutes les félicités et les bénédictions que » vous désire celui qui a été et sera tant qu'il » vivra, votre très-affectionné père et souve- » rain. »

FERDINAND.

« Saint-Germano, le **22** novembre **1798**. »
(Extrait du *Moniteur* de frimaire an VII).

Pendant que toutes ces troupes s'avançaient sur Rome, Championnet, général en chef des

républicains, évacuait cette ville, et concentrait ses forces ; en même temps Paris retentissait des cris de guerre ; de nombreux renforts descendaient à la hâte de la haute Italie pour augmenter les bataillons de Championnet, et le général Joubert déclarait au roi de Piémont, le complice de Ferdinand, qu'il avait cessé de régner ; et tandis qu'au milieu de la nuit obscure et pluvieuse du 9 décembre 1798, ce prince, escorté par des dragons et des hussards républicains, éclairé par des torches funéraires, sortait de sa capitale (*), le directoire français publiait l'arrêt qui l'avait frappé et qui devait frapper aussi le roi de Naples.

« Citoyens représentans, écrivait le directoire aux conseils, la cour de Naples vient de » mettre le comble à ses perfidies ; vous verrez » par les lettres des généraux Joubert et Championnet, que les troupes françaises, dans la » république romaine, ont été attaquées par » les troupes napolitaines ; ainsi la modération » de la république n'a fait qu'accroître l'audace » de ses ennemis. Les détails qui vous seront » transmis vous convaincront que l'une et

(*) Voyez Victoires et Conquêtes des Français, vol. 9, pag. 193.

» l'autre ont été portées à leur comble. Aujour-
» d'hui le premier soin du gouvernement doit
» être de prendre des mesures pour repousser
» l'insolente attaque d'une cour parjure.

» Le directoire exécutif croit aussi devoir
» vous déclarer que la cour de Turin, égale-
» ment perfide, fait cause commune avec nos
» ennemis, et couronne ainsi une longue suite
» de forfaits envers la république française.

» Citoyens représentans, le directoire exé-
» cutif ne dissimule pas que le danger est im-
» minent, mais l'énergie républicaine est en-
» core plus grande à présent.

» Le directoire exécutif vous propose formelle-
» ment de déclarer la guerre aux roix de Naples
» et de Sardaigne. »

Signé LAREVEILLÈRE-LÉPEAUX, *président*.
LAGARDE, *secrétaire* (*).

Le roi de Piémont expulsé, presque toute l'Italie prit fait et cause contre le roi de Naples; car, à l'exception de la Toscane demeurée neutre, tous les autres états érigés en république avaient réuni leurs légions aux légions

(*) Message du 16 frimaire an VII aux conseils des Anciens et des Cinq-Cents.

françaises, et le roi qui comptait sur les sympathies des Italiens, sur leur concours pour exterminer les Français avec le poignard (*) de l'assassin, ne recueillit de tant d'infamies que la honte de les avoir conçues et la malédiction de la postérité.

Cependant l'armée napolitaine avait occupé Rome, et le roi Ferdinand, s'annonçant comme le protecteur de la religion, le libérateur de l'Italie, fit son entrée triomphale dans la capitale de la chrétienté; et aussitôt, malgré ses promesses solennelles de restituer au pape son état, il commença à le gouverner en son propre nom, à persécuter les républicains, à faire couler le sang et à spolier les musées et les églises.

Aux spoliations vandaliques du protecteur de la religion, à ces rapines qui dévoilent le penchant de la cour de Naples, répondaient les spoliations des officiers subalternes, de tous ceux qui, ayant acheté leurs places, trouvaient commode de s'indemniser de leurs déboursés d'un seul coup.

Mais au moment où le roi, enivré de ses faciles succès, s'occupait de détruire par ses

(*) Voyez page 82, chapitre V.

décrets, la république romaine, les troupes napolitaines furent, grâce à leurs généraux et à leurs officiers, partout battues ou enveloppées dans des défilés, et tandis que Mack revenait à Rome pour semer la consternation et l'épouvante dans la cour, Rogier de Damas, le seul habile et intrépide parmi tant de généraux étrangers, quoique coupé, se couvrait de gloire à Orbitello, avec sa division, et confirmait cette ancienne maxime que les chefs seuls rendent les soldats heureux et hardis (*).

A l'arrivée de Mack, le roi Ferdinand, menacé par les armes victorieuses des Français, menacé par une conspiration des patriotes romains qui visaient à s'emparer de sa personne, sortit précipitamment de Rome, se sauva à Naples, laissa à Mack le soin de la retraite, et conduisit avec lui, chargé de fers, le ministre

(*) Un seul général ennemi (et c'était un Français!) avait montré des talens et du caractère; c'est aussi le seul qui exécuta, aussi heureusement que possible, le mouvement rétrograde que lui commandaient les circonstances. . . . . Damas étant placé à l'arrière-garde, y reçut une blessure dangereuse. Les Napolitains, encouragés par l'exemple de leur brave chef, arrêtaient la marche des Français, etc. Voyez Victoires et Conquêtes des Français, vol. 9, pag. 217 et 218.

de la guerre Ariola, ce prophétique Jérémie, comme pour le punir de ses sages conseils qu'on avait dédaigné de suivre.

Ainsi se termina cette expédition fameuse, annoncée avec tant de fracas aux hommes et à Dieu; ainsi se préparèrent par les folies des princes tous les désastres que nous devons raconter, désastres sur lesquels l'histoire jette un crêpe funèbre.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE VIII.

Populace napolitaine. — Assassinat d'un courrier autrichien. — Commencement de l'anarchie. — Députés du peuple au roi, ses promesses, son départ. — Le vice-roi Pignatelli. — Instructions de la reine. — Incendie de la flotte napolitaine. — Fureur du peuple.

Les revers de l'armée produisirent à Naples des effets divers et y excitèrent des passions opposées. La cour tomba du faîte de l'orgueil dans la plus lâche frayeur. Déjà les baïonnettes françaises et le poignard des jacobins lui semblaient prêts à frapper. Les nobles et les classes moyennes faisaient des vœux pour la continuation des triomphes des Français, mais la popu-

8

lace exaltée contre eux demandait des armes pour les combattre.

L'élan de cette populace était digne d'une autre cause, et si, à cette époque, le gouvernement royal, et plus tard le gouvernement républicain, eussent su la maîtriser ou la diriger, au lieu de se livrer à des forfaits qui l'ont déshonorée, elle aurait donné des preuves du plus grand dévoûment à toutes les vertus.

Malheureusement princes et patriotes, dominés par des sympathies étrangères, méconnurent les besoins de ce peuple, contrarièrent ses volontés, excitèrent sa haine et le poussèrent à la cruauté. Alors la vengeance et le pillage furent ses dieux exclusifs : il leur sacrifia toutes ses autres passions, et tomba dans l'anarchie la plus effroyable.

Cependant tout n'était pas encore perdu pour la cause royale : Mack avait réuni vingt mille hommes sur la ligne du Volturne, qui, par sa position, est la dernière barrière de Naples, contre une invasion étrangère, du côté des Abruzzes ou des Etats-Romains : ligne qui s'appuie sur les places fortifiées de Gaeta, de Capua et sur les places d'armes de Caserta, Sainte-Marie de Capua, Sainte-Marie à Cancello, Cajazza, etc. Aux troupes régulières on pouvait ajouter les

masses des paysans qui couraient de partout aux armes, et déjà dans les Abruzzes on disputait pied à pied le terrain à la division du général Rusca. Enfin les Français, pour approcher du centre de la ligne défensive, c'est-à-dire du quartier-général de Capua, auraient dû laisser un corps d'armée au siège de la fameuse place de Gaeta, et garder leurs communications, chose impossible, attendu leur petit nombre et le soulèvement général des paysans. Ces difficultés auraient pu être appréciées par des hommes de cœur et de talens. Mais la peur s'était déjà emparée dans la cour de Naples de toutes les têtes, quand un nouvel événement pressa le départ de Ferdinand pour la Sicile, départ arrêté dès son arrivée.

Un courrier autrichien était entré dans le port avec des dépêches qui démontraient la fausseté de celles qu'avait supposées Caroline pour pousser Ferdinand à la guerre : ce courrier, qui avait ordre de ne remettre ses lettres qu'au roi lui-même, aurait ainsi dévoilé la perfidie de la reine : sa mort dès-lors est résolue ; ses dépêches resteront ignorées de Ferdinand. Des agens parcourent la place du port et répandent qu'un émissaire français doit débarquer. La foule se presse, la foule attend sur le rivage le débarque-

ment annoncé. A peine le malheureux courrier, descendu à terre, a-t-il prononcé quelques mots étrangers, qu'on se saisit de lui, on le perce de mille coups, ses dépêches lui sont enlevées par les affidés de la reine, et son corps expirant est traîné par les rues, jusque sous les croisées de la maison royale et sous les yeux de Ferdinand. Là une bande de forcenés se livre à une joie féroce, et élève sur ses bras le corps meurtri, mutilé et difforme d'un innocent étranger, pour le montrer au roi qui, saisi d'horreur, se cache la figure dans ses mains. Caroline seule sourit : elle vient d'effacer la preuve de ses machinations dans le sang d'un malheureux !

Mais ce sang déjà retombe sur la tête des tyrans ; le torrent de l'anarchie a brisé ses digues ; plus de respect aux personnes, à l'âge, au sexe ; plus de sûreté pour les propriétés : une foule de furieux court les rues, prononçant des cris affreux, recherchant partout des étrangers ou des jacobins.

Dans cette épouvantable position que fait la cour de Sicile ? Oppose-t-elle un frein aux fureurs qu'elle-même a excitées ? Non, mais au contraire, aidée par Emma-Liona et les Anglais de Nelson, elle dépouille les musées, les palais, les banques, et entassant sur les vaisseaux an-

glais pour vingt millions de ducats des richesses de la nation et de la couronne, elle se prépare à partir pour la Sicile ; elle n'hésite pas à laisser le royaume dans une affreuse anarchie, pour y revenir bientôt avec la hache levée sur la tête de ceux qui auront arraché leur patrie à tant de désordres. En vain, au premier bruit du départ du roi, le corps des magistrats de cité était accouru au palais pour engager la cour à rester au milieu des Napolitains, à les sauver, par sa présence, des malheurs dont les menaçait l'anarchie populaire ; en vain aussi les députés des lazzaroni avaient demandé comme gage d'amour que le roi restât au milieu d'eux, promettant de s'armer et de courir en masse à l'ennemi. Le roi, procédant avec sa mauvaise foi accoutumée, promit aux uns de rester pour seconder leurs efforts contre l'anarchie, aux autres de mourir à la tête de son peuple ; tandis que la nuit même, après avoir nommé François Pignatelli vice-roi du royaume, il s'embarqua sur le vaisseau de Nelson et se dirigea vers la Sicile, île infortunée, qui perdit toutes ses libertés pour avoir accueilli deux fois, dans leurs malheurs, les Bourbons de Naples !

Dès la pointe du jour on apprit à Naples le départ du roi, la nomination de Pignatelli, et

on lut une proclamation qui ajoutait de nouveaux maux aux précédens.

La cour, encore peu satisfaite de l'incendie allumé, exprimait dans un manifeste toutes ses idées de vengeance future. Elle recourait au fanatisme, aux passions des masses; elle invoquait le bras du peuple pour repousser les Français, pour se conserver un royaume qu'elle n'avait pas su défendre, qu'elle avait lâchement abandonné; elle promettait enfin de revenir de la Sicile avec de puissans secours.

La connaissance de ces faits produisit une morne stupeur dans la ville; les promesses du roi éludées, l'anarchie déjà flagrante, l'étranger qui s'avançait menaçant, éveillaient dans les esprits les plus tristes pressentimens. Les patriotes alors commencèrent à se réunir pour veiller à leur sûreté et au salut du pays. Les prêtres s'apprêtèrent à augmenter les fureurs de la populace; les lazzaroni désignèrent les maisons destinées au pillage; le vice-roi se prépara à accomplir en partie les instructions données par la reine.

En effet, Caroline en partant, et comme pour laisser un dernier souvenir d'amour à un peuple dépouillé et prêt à se déchirer les entrailles avec ses propres mains, avait ordonné au vice-

roi 1.° d'incendier toute la flotte napolitaine ; 2.° de pousser les lazzaroni à l'anarchie pour les décider à massacrer tous les honnêtes gens de la ville ; 3° de brûler les greniers publics afin de ne laisser, entre un peuple affamé et la classe des propriétaires, que le désespoir et la mort.

Ces instructions s'accomplirent en partie ; peut-être pour les autres le vice-roi hésita ; peut-être les circonstances ne furent pas favorables. En tout cas, il eut à répondre plus tard pour l'inexécution d'une partie des ordres qu'il avait reçus.

Le premier de ces ordres s'effectua : au milieu de la nuit, à un signal convenu, des vaisseaux anglais et portugais mirent le feu à la flotte napolitaine qui était en désarmement dans le port; puis, s'embossant, foudroyèrent de leurs batteries ceux des vaisseaux qui, dirigés par des patriotes, cherchaient à gagner le large pour échapper à l'incendie. Toute tentative est inutile : un tourbillon de flammes et de fumée s'élève jusqu'aux nues ; le peuple, réveillé par les détonations de l'artillerie, est effrayé par la lueur de l'incendie se reflétant dans le ciel, semblable à l'embrasement qui jadis anéantit la fameuse Pompéia ; chaque citoyen se presse

d'accourir ; chacun veut connaître la cause du désastre qu'on croit fortuite ; mais du moment qu'on apprend les ordres de la reine et qu'on voit les bâtimens étrangers empêcher tout secours, la fureur se saisit des habitans de toutes les classes, une rage forcenée les agite, on se répand en injures méritées contre la cour et les Anglais, instigateurs et ministres de cet acte digne des barbares; Ferdinand est qualifié de tyran, Caroline d'ennemie de la nation, même par les lazzaroni ; on jure de les repousser à jamais du royaume ; on proteste contre une si horrible domination. Ah! pourquoi cet élan ne fut-il pas exploité par des hommes habiles, il eût suffi peut-être pour sauver ma patrie des maux qui l'ont accablée depuis ; il eût suffi peut-être pour changer ses destins !

Mais tandis que le peuple se désespère, crie, menace, le sacrifice est consommé ; aux lueurs de l'incendie, au bruit des décharges du canon ont succédé une nuit profonde et le léger murmure des vagues. Demain le soleil éclairera les débris de trente-six vaisseaux de guerre de toute grandeur ; de tant de millions arrachés aux sueurs du peuple, il ne restera que des charbons encore ardens.

Tels furent les flambeaux qui éclairèrent le

départ de Caroline ; ils étaient dignes de ses furies ; ils étaient dignes du gouvernement anglais, habitué à de pareils forfaits. Toulon, Naples, Copenhague : trois pages horribles que le peuple britannique, un jour émancipé, rougira de lire dans son histoire.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE IX.

Conspiration des patriotes. — Insurrection des paysans. — Armistice avec les Français. — Emeute provoquée par les patriotes.

Ainsi que le labarum des chrétiens s'était élevé jadis sur des monceaux de cadavres, ainsi la bannière de la foi politique, du progrès social, eut aussi, dans les dernières années du dix-huitième siècle, ses persécuteurs et ses martyrs. Funeste destinée de la race humaine qui exige toujours des hosties sanglantes pour comprendre la vérité, pour secouer les chaînes des préjugés, le joug des tyrans et la puissance du fanatisme.

A vous donc la palme, oh! héros du dix-

huitième siècle, pour les progrès de vos neveux! A vous le souvenir d'amour de nous autres proscrits! et puissent vos cendres entendre un jour la voix des nations régénérées, le serment de l'alliance des peuples, le plus beau des résultats de tant de révolutions.

Pour se dévouer à cette sainte mission une foule de patriotes napolitains se réunit en janvier 1799, afin d'aviser aux moyens de mettre à profit le départ du roi et de hâter la révolution. Ils veulent fonder une république dans laquelle se réaliseront les rêves des ames pures et passionnées, dans laquelle s'éprouveront les systêmes philantropiques de Pagano et de Cirillo, pour améliorer la société, pour rendre au bonheur les classes indigentes, pour faire pénétrer les bienfaits de la civilisation jusque dans les bagnes et les prisons (*).

(*) Il faudrait connaître les mémoires de Cirillo, lus à l'Académie des Sciences de Naples, et surtout celui qui a rapport aux prisons, pour comprendre la pensée de ce grand homme : pensée que la tyrannie n'a pas encore permis de faire apprécier aux étrangers. Les manuscrits de Cirillo seront publiés un jour, et alors on connaîtra quelle république on aurait pu fonder à Naples avec des hommes tels que lui.

Le dessein arrêté, il fallait écarter les obstacles qui s'opposaient à l'exécution, gagner les soldats, diriger et caresser la populace. Plusieurs réunions eurent lieu, et on reconnut que tous les obstacles se résumaient dans deux hommes : le général Mack et le vice-roi Pignatelli. Une conspiration fut donc tramée contre eux.

Parmi les conspirateurs, deux hommes aussi se faisaient remarquer, c'était le prince de Moliterno et le duc de Roccaromana ; l'un jouissant d'une certaine renommée militaire, et d'une grande popularité, mais ambitieux et gagné à la cause de la liberté par des promesses de hauts emplois ; l'autre, fameux par sa beauté, par ses exploits galans et ses folies : tous les deux plus dévoués à leurs intérêts qu'à ceux de la patrie.

Mack et le vice-roi s'occupaient plutôt de détruire les patriotes au moyen de l'anarchie populaire, que de disputer le terrain aux Français. Les patriotes décidèrent donc de se débarrasser du général autrichien et de François Pignatelli. Moliterno prit l'engagement de faire égorger le premier, et Gabriel Manthoné, officier d'artillerie distingué, promit, avec l'aide des patriotes, de tuer le second, d'attaquer les forteresses et de proclamer la république.

Ce plan arrêté, un serment prononcé, le jour du 10 janvier fut fixé pour l'exécution; ce jour devait saluer la république napolitaine, qui d'ailleurs devait être fondée sur des institutions nationales et non apportées au bout des baïonnettes étrangères; qui devait être la conséquence immédiate des études de nos publicistes, et non le fruit d'une servile imitation des théories applicables à un autre peuple, à un autre pays.

Chacun attendait le jour désigné; chacun se berçait dans les plus douces espérances, quand Mack, instruit la veille du jour où devait éclater la conspiration, fit jeter Moliterno dans une prison, changea la disposition de ses troupes, et expédia un de ses affidés au vice-roi pour l'instruire du complot.

Cependant, dès la matinée du 10 l'élite de la noblesse napolitaine attendait sous les murs du palais royal l'arrivée de Manthoné pour accomplir son dessein; mais ce même Monthoné annonça la découverte de la conspiration, l'emprisonnement de Moliterno et le danger qu'il courait, étant menacé d'un conseil de guerre.

Cette nouvelle obligea les patriotes à ajourner l'exécution de leurs projets. Seulement un certain nombre d'entre eux, pour délivrer Mo-

literno, se mirent à parcourir les rues en criant contre Mack à la trahison ! à la trahison manifeste, puisque sous de frivoles prétextes il faisait emprisonner Moliterno, l'amour des soldats, le loyal défenseur du trône, le seul homme capable d'arrêter l'invasion française.

Le peuple crut à ces bruits, le peuple qui haïssait Mack parce qu'il était étranger, et le vice-roi parce qu'il était hautain et orgueilleux, demanda à grands cris la liberté de son prince chéri. Ces cris trouvèrent un écho parmi les soldats, et Moliterno fut élargi et libre de recommencer ses trames, tandis qu'une peur immodérée saisit Mack et le vice-roi.

Tous les deux virent les dangers qui menaçaient leur vie, et l'impossibilité de résister à la fois aux attaques du dehors et aux conspirations du dedans; ils se décidèrent donc à demander un armistice au général Championnet.

A cet effet le duc del Gesso et le prince de Migliano, tous les deux connus par le plus outré royalisme, furent envoyés dans le camp français, munis de pleins pouvoirs, non-seulement pour proposer, mais encore pour négocier la paix.

Pour bien apprécier toute l'importance de cette démarche, pour mieux expliquer les voies

du gouvernement napolitain dans tous les temps, il est nécessaire de faire connaître quelle était la position de l'armée française à cette époque, et si le moment de parler de paix et d'armistice était bien choisi.

Vers le milieu de janvier 1799, conformément à une ordonnance signée *Ferdinand*, et qui portait : *aussitôt que les Français auront mis le pied sur le sol napolitain, toutes les communes doivent se lever en masse et commencer le massacre* (*), les paysans de toutes les provinces encouragés par les moines qui, d'une main tenaient la croix, de l'autre la carabine, avaient couru aux armes et commencé une guerre atroce. Malheur aux prisonniers tombés dans leurs mains ! malheur aux blessés ! Les prêtres et les princes avaient dit que les Français étaient des monstres, et tout sentiment d'humanité fut étouffé. Des soldats furent attachés aux arbres, et on les fit expirer au milieu d'un cercle de flamme.

Des officiers succombèrent à d'affreux tourmens : les Français se vengeaient de ces crimes en incendiant les villes et les villages.

(*) Victoires et Conquêtes, vol. 10, pag. 12 et suivantes.

Les combats soutenus à Castelforte et à Isernia par les Français et par les Polonais, ces débris sanglans d'un grand peuple que vous trouverez toujours lié à la fortune de la France, des rivages enchantés de Naples, aux glaces du Nord ou sous la zone africaine; ces combats, disons-nous, ne furent pas moins funestes aux Napolitains qu'aux Français.

Ceux-ci perdirent un grand nombre de braves pour enlever chaque maison, devenue une forteresse; ceux-là furent glacés d'horreur à la vue des débris fumans d'Isernia et de Castelforte. Terrible spectacle pour l'humanité! puissante leçon qui devrait profiter aux partisans de la monarchie! Deux peuples étaient poussés à s'entr'égorger par les caprices d'une reine; deux peuples se noyaient dans le sang, tandis qu'elle s'enivrait dans les plaisirs. Mais de tels faits sont désormais du domaine de l'histoire. Les peuples se sont reconnus, et nous, sur la terre de l'exil, nous avons à jamais scellé le pacte d'alliance. L'Italie du dix-neuvième siècle ne cédera plus aux insinuations des prêtres et des rois. Il y a long-temps qu'elle gémit sur ces pages sanglantes et qu'elle repousse toute solidarité avec ceux qui l'ont alors si indignement trompée.

Par suite de cette insurrection générale de presque tout le royaume, le corps d'armée du centre, commandé par Championnet, en position devant Capoue, était enveloppé; son parc de réserve, et même les équipages du général en chef, étaient tombés au pouvoir des insurgés; le pont du Garigliano avait été brûlé; les communications avec Rome entièrement coupées, la jonction avec la division du général Duhesme devenue impossible; les soldats français réduits à ne pouvoir disposer que d'un seul paquet de cartouches; les vivres enfin manquaient, et un renfort de sept mille soldats napolitains qui se retiraient de la Toscane, devait augmenter la force des troupes placées sur la ligne de Capoue.

Telle était la situation désespérante de Championnet, quand les négociateurs napolitains se présentèrent dans son camp pour signer un armistice, dont les conditions étaient laissées à sa discrétion, hors celle d'occuper Naples.

Championnet, en homme de guerre expérimenté, refusa d'abord toutes conditions qui ne le laisseraient pas maître de la capitale; mais sur les instances des plénipotentiaires, et craignant une trahison, il accorda les conditions dont voici les principales :

« 1° La ville de Capoue, telle qu'elle se
» trouve avec ses magasins de tout genre, sera
» remise demain 11 janvier, à 10 heures du
» matin, à l'armée française; il est bien entendu
» que l'artillerie et les munitions de guerre
» tirées par le camp retranché seront resti-
» tuées.

» 2° Le roi des Deux-Siciles paiera à la ré-
» publique française dix millions de livres tour-
» nois, dont cinq le 26 nivôse présent mois,
» correspondant au 15 janvier 1799, et les
» cinq autres au 9 pluviôse, correspondant au
» 25 janvier même année. »

En vertu de cet armistice, l'armée française entra à Capoue le 11 janvier 1799, occupant ainsi, sans coup férir, le dernier boulevard de la ville de Naples, et se trouvant, *par l'événement le plus inattendu, délivrée du plus grand péril qu'elle eût encore couru* (*).

En conséquence des conditions stipulées, les Français étendirent leurs lignes de démarcations jusque dans la Pouille, et envoyèrent à

(*) Telles sont les paroles mêmes des rédacteurs de l'ouvrage des Victoires et Conquêtes des Français, vol. 10, pag. 15 et 16.

Naples le citoyen Arcambal pour recevoir le paiement des cinq premiers millions.

Mais cette convention qui rassurait Mack et le vice-roi, qui les mettait en état de comprimer la révolution, alarma les patriotes : ils entrevirent que ces préliminaires pourraient être suivis par une paix solide, et le retour de Caroline avec tout son cortège de juntes d'état, de favoris, d'espions et de bourreaux : ils se décidèrent alors à entraver les négociations, à tenter d'amener la violation de la trêve, et même du droit des gens s'il le fallait.

On répand donc parmi le peuple que Mack a consommé la trahison, qu'il a livré Capoue aux Français, qu'un commissaire est arrivé pour prendre aussi possession de Naples, que le vice-roi est d'accord, que c'en est fait de la ville, si le peuple ne court aux armes, ne fait justice de tant de traîtres, et ne proteste contre toutes ces machinations.

Les passions de ce peuple inflammable se réveillent en sursaut ; Mack, l'objet de ses mépris, le vice-roi, de sa haine, les Français, de ses fureurs, sont tous confondus dans un seul désir exprimé par ce seul cri : Mort aux traîtres !

Dès le milieu pe la nuit, les hommes du

peuple, guidés par les patriotes, envahissent la demeure d'Arcambal; heureusement pour celui-ci qu'il était dans ce moment auprès du vice-roi. Un grand nombre d'entre eux se dirige alors vers le palais et l'attaque; le reste se précipite dans le théâtre de S. Carlo, où il espère trouver Arcambal et Pignatelli.

Un étrange spectacle s'offre alors ; le parterre est envahi, les loges sont escaladées, les acteurs baissent la toile et s'enfuient; les spectateurs sont assommés ou pillés : ici d'élégantes parures de dames sont mises en lambeaux ; là la mère gémissante appelle son enfant, l'époux ne trouve plus sa compagne, le père cherche ses fils; le désordre, le tumulte est à son comble; une foule toujours croissante encombre toutes les issues; on croit reconnaître dans chaque personne bien mise le français Arcambal, dans chaque noble napolitain, Pignatelli; mais l'un et l'autre s'étaient sauvés; l'un par des chemins détournés gagnait déjà la route de Capoue, l'autre se renfermait dans le Château-Neuf qui communique avec le palais royal.

Le peuple enfin, fatigué de ses recherches, abandonne le théâtre, se répand dans les rues et arrête chaque citoyen sous prétexte de dé-

couvrir le commissaire républicain, mais en effet pour continuer ses premiers essais de pillage.

Les patriotes se félicitaient de la réussite de leurs desseins; ils avaient fait rompre l'armistice; ils applaudissaient avec enivrement à ces scènes populaires : infortunés, dont les rires devaient se changer en pleurs de sang!

A partir de ce jour, l'anarchie leva la tête, les patriotes avaient ouvert l'abîme qui devait les engloutir; ils espéraient en vain maîtriser le peuple comme ils l'avaient fait jusqu'alors; ils espéraient ranimer en lui, pour la France, cet engouement factice dont il avait été saisi un moment. Erreur funeste!

Des traditions conservées de pères en fils rappelaient trop à ce même peuple le joug cruel des Angevins et de la cour de Charles. Deux cents ans d'un despotisme étranger avait imprimé dans son cœur une haine instinctive contre toute domination étrangère.

Caroline d'ailleurs et les prêtres avaient signalé les Français comme des ennemis de l'autel et de l'honneur des familles, et les patriotes eux aussi n'avaient-ils pas dû employer les mêmes calomnies pour entraîner le peuple à violer l'armistice. La tâche qu'ils entreprenaient était

donc au-dessus de leurs forces. Le peuple une fois déchaîné par eux, leur échappa complétement, et loin de pouvoir diriger ses fureurs à leur gré, ils en devinrent bientôt les premières victimes.



CHAPITRE X.

CHAPITRE X.

Insurrection. — Débandement de l'armée. — Fuite de Mack et du vice-roi. — Les élus du peuple. — Moliterno nommé chef du peuple. — Députation à Championnet. — Refus de ce général de négocier.

Le 16 janvier 1799, le jour avait à peine paru que déjà une foule innombrable de peuple encombrait les places et les rues de Naples; l'orage grossissait de tous côtés; des hommes, montés sur des chaises ou des banquettes, haranguaient la multitude, de ces tribunes improvisées. Leurs discours, sans cet éclat de style, sans cette élégance de mots que l'art enseigne, étaient écoutés par la foule, parce que ceux qui

les prononçaient n'étaient pas vendus à la faveur, à l'argent ou aux rubans des rois.

Ici on proposait d'attaquer le camp français, là de s'emparer des forteresses et du pouvoir, mais partout les voix étaient unanimes pour crier à la trahison contre le gouvernement, et pour proclamer la stupidité du roi qui avait abandonné un pays qu'il aurait pu défendre.

L'énormité des impôts, la spoliation des monts de piété pour satisfaire les favoris de la reine, la confiance accordée à des généraux étrangers, l'incendie de la flotte, étaient autant de tableaux qui se présentaient au souvenir du peuple pour lui rappeler la domination des Bourbons, contre laquelle il vomissait des injures et des malédictions.

Mais aux discours succèdent bientôt les faits: la foule s'ébranle, se divise, attaque et emporte les arsenaux, pille les armes et se dirige contre les forteresses; défendues mollement, elles tombent dans ses mains, et la ville entière se trouve dès-lors au pouvoir de son souverain légitime, le peuple.

Cette facile victoire n'avait été encore souillée par aucun meurtre, quand les patriotes, continuant à marcher dans une route fatale, conseillèrent aux insurgés de délivrer tous les pri-

sonniers de la capitale. Le but de ce conseil était de faire obtenir la liberté à des milliers de détenus politiques; le peuple obéit, mais en aveugle : les portes de tous les cachots furent brisées, un grand nombre de citoyens furent restitués à leurs amis, à leur famille, à la patrie; mais avec eux sortirent six mille individus souillés de crimes de toute espèce.

En même temps les galériens rompirent leurs fers et courant s'armer ne songèrent qu'à assouvir leurs vengeances contre les magistrats qui les avaient frappés, et à s'emparer des propriétés qu'ils convoitaient. Toutes ces hordes d'assassins donc se répandirent au milieu du peuple, et y portèrent la soif du sang et du pillage.

Le soulèvement de Naples occasionna aussi le débandement de l'armée qui revenait de Capoue, et hâta la fuite de Mack et du vice-roi : l'un se réfugia dans le camp français, l'autre s'embarqua pour la Sicile; tous les deux furent sur le point d'être atteints par la vengeance d'un peuple irrité.

Au départ du vice-roi toute ombre de gouvernement disparut; les insurgés même n'avaient pas encore songé à choisir leurs chefs, et cet état d'anarchie alarmait tous les honnêtes

gens. En vain le cardinal archevêque cher-cha-t-il à persuader à la foule de déposer les armes ; ses paroles demeurèrent sans effet. Alors les magistrats municipaux et les élus (*) du peuple se réunirent, et ils demandèrent au prince de Moliterno de joindre ses efforts aux leurs pour sauver la patrie. Le prince accepta cette noble tâche et se rendit avec eux au milieu des insurgés.

La vue de Moliterno et des magistrats populaires produisit un grand effet sur les masses, et les cris de vive Moliterno ! vivent les magistrats de cité ! plus de traîtres ! plus de vice-roi ! annoncèrent que la domination des Bourbons avait été comprise même par les lazzari.

Les élus prirent la parole et leur discours fut écouté avec respect ; ils furent déclarés à l'unanimité députés du peuple et munis de tous les pouvoirs nécessaires pour gouverner l'état sous la présidence du prince Moliterno, qui, avec des attributions presque dictatoriales,

(*) Conformément à d'anciens priviléges de la ville de Naples, indépendamment du maire et des conseillers municipaux, ce peuple nommait encore des magistrats particuliers, qu'on appelait *élus*, et dont les attributions étaient très-étendues. *(V. Giannone Istoria civile del regno di Napoli.)*

reçut le titre de chef du peuple, titre qui rappelait la puissance du malheureux Masaniello.

Les premiers soins du nouveau gouvernement eurent pour but de calmer les esprits, de faire reparaître l'ordre et la sûreté.

Tous les individus déposèrent les armes, laissant aux députés la faculté de traiter ou de combattre avec les Français; une milice citoyenne fut aussitôt organisée sous le nom de garde urbaine; des patrouilles parcoururent la ville; le prix du pain fut diminué; les marchés se rouvrirent; et pour épouvanter les galériens, des potences furent élevées dans chaque rue, avec ordre de pendre sur-le-champ tout homme qui aurait pillé ou menacé de troubler la tranquillité publique : aucune procédure n'était nécessaire pour condamner le coupable, il suffisait aux chefs des patrouilles de constater le crime avec deux témoins. Moyen de salut terrible, il est vrai, mais nécessaire : moyen qui n'atteignit pas le citoyen pacifique et qui sauva les propriétés et la vie à des milliers d'hommes.

La tranquillité intérieure ainsi assurée, on s'occupa de formuler la révolution qui venait de s'effectuer, et d'en manisfester la puissance à l'extérieur. La souveraineté du peuple fut proclamée; toutes les lois et les ordonnances

furent promulguées en son nom. On déclara biens nationaux les biens de la couronne, on les mit en vente: on en destina le produit à remplir le déficit du trésor, à racheter le papier monnaie qui n'avait plus de valeur, et enfin le cri de vive le peuple fut substitué à tout autre mot de ralliement.

Après ces actes, les élus se réunirent en une assemblée publique, dans laquelle intervinrent les hommes les plus éclairés de la ville, pour aviser aux moyens de conclure la paix avec les Français, qui déja poussaient leurs avant-postes jusqu'à un mille de la capitale.

Après diverses opinions proposées et discutées, on arrêta qu'une députation, ayant Moliterno à sa tête, porterait dans le camp français des paroles de paix au nom du peuple, avec mission spéciale de conclure un traité basé sur la liberté nationale et l'intégrité du territoire.

Ces deux conditions étaient formelles, et dans le cas de refus un appel aux armes devait être fait dans tout le royaume, et les Français devaient être désignés à la vengeance publique comme des oppresseurs et des ambitieux qui masquaient, sous les mots de liberté et de république, leur soif de conquêtes.

Les députés partirent, mais ils étaient déjà prévenus par des hommes qui préféraient les Français à leur patrie. Ces hommes aveugles ou coupables assurèrent au général Championnet que la ville était dans une anarchie complète, qu'il suffisait de se présenter pour l'occuper sans coup-férir; mais en cas de résistance, ils promirent une puissante coopération : avec ces faux rapports ils réussirent facilement à persuader le jeune général, déjà flatté d'ajouter à ses triomphes la prise de Naples, et ils préparèrent ainsi le sacrifice de leur pays.

Telle était la situation d'esprit où se trouvait Championnet quand les députés napolitains se présentèrent à lui. Il se refusa à reconnaître leur qualité de représentans de la nation, sous prétexte que le drapeau national ne flottait pas sur la ville. En vain Moliterno et ses collègues plaidèrent-ils avec chaleur la cause de leur infortunée patrie prête à être déchirée ou par les fureurs du peuple, s'il triomphait des Français, ou par le glaive du soldat victorieux. En vain ils exposèrent que la populace napolitaine ne pourrait supporter la présence des Français; qu'elle avait déposé les armes à la condition formelle de ne pas voir les soldats de la république; que pour éviter des flots de sang

et gagner les esprits, un armistice au moins était nécessaire ; en vain promirent-ils de faire arborer le drapeau national à leur retour dans la capitale; en vain invoquèrent-ils la promesse solennelle proclamée par la convention française *de paix aux peuples et guerre aux rois*, tout fut inutile : les généraux français gâtés par la victoire aspiraient déjà à substituer à la justice la force, aux droits de l'homme le gouvernement de l'épée.

Championnet, persistant dans ses refus, menaça de pillage et d'incendie la ville la plus populeuse de l'Italie si elle essayait la moindre résistance, si dans les 24 heures son entière soumission n'était pas effectuée, et il congédia les députés avec dédain et colère.

Ainsi finit sans résultat une entrevue qui aurait pu arrêter l'effusion du sang, et prévenir les tristes événemens qui se succédèrent. Quand on considère que Championnet avait négocié avec le vice-roi de ce Ferdinand violateur d'un traité, et lui avait accordé tout ce qu'il refusait à un peuple malheureux qui n'avait point provoqué la guerre, on est tenté de conclure que ce mot *roi* a une fatale influence, même sur les ames républicaines.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XI.

Nouvelle insurrection. — Le peuple se prépare au combat. — Scène religieuse. — Les patriotes s'emparent du château Saint-Elme. — Attaque des Français. — Résistance opiniâtre du peuple. — Les patriotes napolitains auxiliaires des Français. — Prise de Naples.

Le chant du pêcheur a cessé; la mer est silencieuse; les barques légères qui ramènent le soir tant de pères de famille au foyer domestique ont touché le rivage.

Le ciel d'où descend le souffle du génie est voilé comme pour annoncer un triste événement; les rues sont désertes, les portes fermées : plus de voitures dorées qui parcourent la ville, un silence lugubre s'est emparé d'elle.

Tout-à-coup le cri lointain *aux armes!* se fait entendre, cri terrible que tous les échos de la ville répètent, que le tocsin, *cette voix guerrière du peuple*, prolonge et multiplie.

Voici des canons braqués sur les places et servis par des cannoniers en guenilles; voici de nombreux bataillons sans chefs, sans officiers qui se réunissent et se rangent aux mots de *vive S. Janvier! vive la sainte foi! mort aux jacobins!* C'est que les galériens et les hommes de crime ont triomphé: malheur à la ville des délices!

Mais quel est ce bûcher autour duquel des femmes, des enfans en larmes, implorent la pitié d'un barbare et de ses satellites : ce sont des mères, des épouses qui s'efforcent de sauver deux vies illustrées par un dévouement continue à l'humanité et aux sciences qui font son bonheur. Un signal a été donné, la flamme tourbillonne, la fumée s'élève, une odeur horrible se répand, des hurlemens de cannibales couvrent les gémissemens, le sacrifice est consommé : mères, épouses, enfans, vous embrasserez la seule poussière d'un fils, d'un mari, d'un père, d'un duc de la Torre et d'un Clément Filomarino! Oh! Naples! Naples, ton histoire a d'affreuses pages!

Tel fut le commencement de la seconde insurrection populaire. Les galériens et les émissaires de l'ancien gouvernement répandirent à dessein que les députés du peuple étaient aussi des traîtres, que les Français devaient entrer le soir dans la ville, que déjà des repas magnifiques se préparaient pour les recevoir. Ces bruits trouvent une aveugle croyance ; les têtes s'exaltent ; soixante mille lazzari reprennent les armes, changent les commandans des châteaux, traînent des canons dans les rues, et menacent d'exterminer les jacobins, ou plutôt tous les hommes aisés, car richesse et jacobinisme furent alors synonymes.

D'infâmes délateurs augmentent les fureurs du peuple : à l'incendie de la maison du duc de la Torre et à sa mort affreuse, succède l'envahissement de la maison de l'avocat Fasulo ; on y fait des recherches, on y trouve une boîte remplie de cocardes françaises ; la maison alors est pillée et incendiée ; les deux frères Fasulo se sauvent par les toits, tandis que leur sœur, femme d'une rare énergie, d'une main présente aux assaillans un crucifix pour arrêter leur rage, pendant que de l'autre elle brûle la liste des conjurés qui entretenaient des intelligences avec le camp français.

Ce dévouement d'une jeune fille sauva des milliers de victimes; mais la découverte des cocardes françaises augmenta la colère du peuple qui crut de plus en plus à la trahison des jacobins, et continua à faire couler le sang des citoyens. Malheur aux hommes d'une mise élégante! Malheur à qui ne portait point de queue, car la propreté et les cheveux coupés étaient le signe du jacobinisme et le prétexte d'une mort affreuse.

Trois hommes appartenant aux classes obscures de la société, mais chéris par leurs compagnons, sont choisis pour commander les masses qui se divisent en trois corps, et avec une nombreuse artillerie se placent sur les trois points qu'on croit menacés par les Français.

Le premier de ces individus en qui le peuple se confie s'appelle Paggio; c'est un marchand de farine, un homme d'une intrépidité reconnue et d'un royalisme ardent. Le second est un lazzarone que le peuple désigne par le sobriquet de *Pagliuchella* ou *petite paille*: celui-ci possédait une éloquence populaire et un courage fougueux. L'autre est Michel *di Lando*, surnommé *il Pazzo* ou *le fou*; sa hardiesse, son génie étrange lui ont mérité ce surnom.

Tous ces apparats guerriers, toutes ces démonstrations belliqueuses glacent d'épouvante les riches familles napolitaines et obligent un grand nombre d'entre elles à repousser la force par la force. Déjà du haut des croisées, dans plusieurs rues, une grêle de balles tombe sur ces masses frénétiques. Déjà la guerre civile avec toutes ses horreurs a commencé. Cependant les résultats de cette lutte, à laquelle l'étranger allait bientôt prendre part, laissait entrevoir un avenir terrible : vainqueurs ou vaincus les lazzari, Naples semblait condamnée à devenir un monceau de décombres; car tel était, si la victoire couronnait ses efforts, le projet de cette populace mobile dans ses affections et toujours extrême dans sa haine comme dans son amour; car telle aurait été aussi la pensée du soldat victorieux, que la résistance devait pousser à venger le sang de ses frères d'armes par la honte des familles, le pillage des maisons et l'incendie de la ville.

L'orage grondait donc déjà dans le lointain et s'approchait de Parthénope, de cette nouvelle Jérusalem qui devait être déchirée par ses fils comme par l'étranger. Une telle situation remplissait d'étonnement et d'amertume les pères de famille, les vieillards qui ne

reconnaissaient plus le peuple napolitain et ne savaient comprendre comment avait pu s'opérer dans son caractère un changement si subit et si étrange : hommes d'un autre âge, représentans d'une autre civilisation, ils ne se rendaient aucun compte des nouveaux besoins de la génération qui leur succédait et des causes de la lutte engagée sous leurs yeux. Pour eux la vie c'était les plaisirs, pour nous la vie c'est l'indépendance, c'est la liberté. Cette vie ne peut se réaliser sans combats, sans convulsions sociales, sans destructions des résistances. A nous donc les sacrifices, à nos enfans la jouissance.

Mais tandis que les vieillards et les femmes s'abandonnent à une douleur stérile, une jeunesse courageuse se rassemble à la faveur des ténèbres. Moliterno est avec elle ainsi que quelques députés du peuple : des moyens de salut sont discutés et adoptés. Demain un asile s'ouvrira pour abriter les patriotes et leurs familles; demain les Français attaqueront, demain les fils d'une même terre s'entr'égorgeront comme pour faciliter le triomphe de l'étranger, qui, par une juste punition, n'aura pour les uns et les autres que mépris et méfiance. Funeste destinée de l'Italie, de toujours compter sur la France et de se voir toujours

trompée dans ses espérances par une politique mesquine, égoïste ou menteuse !

L'exécution du plan des patriotes exigeait la coopération de l'archevêque Capece-Zurlo, et ce prêtre vénérable fut initié aux secrets des conjurés et entra dans leurs vues. Cependant les patriotes en armes devaient se rassembler à minuit sur la place de la Trinité et se reconnaître à ces mots de ralliement : *Patrie et liberté !*

Le 20 janvier 1799, à neuf heures du soir, les lazzaroni fatigués d'attendre les Français, laissant des détachemens aux points qu'ils croyaient menacés, étaient rentrés dans leurs maisons pour s'abandonner au repos. Un silence complet régnait par-tout, interrompu seulement par le *qui vive* des sentinelles, le pas des patrouilles ou le pétillement du feu des bivouacs populaires.

Tout-à-coup le bruit des cloches de toutes les églises se fait entendre; des milliers de lampes apparaissent aux balcons; le peuple se réveille, le peuple se précipite dans les rues, effrayé par une foule de récits divers.

Les Français sont maîtres de Naples, disent les uns; l'imagination exaltée des autres les a vus : le cri *aux armes* résonne mêlé aux accens plain-

tifs des femmes et des enfans, quand les portes de la cathédrale s'ouvrant, tous les yeux sont frappés du plus imprévu et du plus majestueux spectacle.

L'éclat de mille cierges inonde toutes les nefs; un nuage de parfums s'élève de mille encensoirs, la foule des lévites prosternés salue de leurs voix harmonieuses les reliques des saints patrons de Naples. Le cardinal archevêque Capece-Zurlo, objet de la vénération et de l'amour du peuple, est debout dans sa chaire, revêtu de son pallium, couvert de sa mitre pontificale; auprès de lui se tiennent Moliterno et Roccaromana, les pieds nus, les yeux mouillés de larmes, composant leur visage et leurs gestes pour se donner l'apparence de la plus sincère dévotion.

La foule alors, telle qu'un torrent qui se perd dans un gouffre sans fond, la foule arrive de tous les côtés et envahit la cathédrale et ses nombreuses avenues. Des paroles de paix, d'union sont tour-à-tour prononcées par l'archevêque et par Moliterno, qui s'offre de guider ses concitoyens au combat, et accompagne de sanglots simulés chacune de ses phrases. Le peuple ému par cet apparat religieux, secoué par ces discours adroitement préparés, le

peuple fondant en larmes demande à déposer les armes, à se laisser guider par Moliterno, et comme l'église ne peut contenir la foule qui ne cesse de s'accroître, on propose une procession à travers la ville.

Le cortège aussitôt s'ébranle : des enfans tenant dans leurs mains des fagots allumés précèdent la longue file des *pénitens*, et dissipent devant elle l'obscurité de la nuit : le peuple suit en chantant des hymnes sacrés : sous un dais magnifique l'archevêque portant le Saint-Sacrement, et accompagné par Moliterno et Roccaromana, les pieds toujours nus, la tête toujours découverte, ferme la procession.

Sont-ce bien là ces habitans d'une terre brûlante, et pour ainsi dire revêtus d'une enveloppe bitumineuse, qui, le matin, étaient prêts à s'entr'égorger ? Où bien sont-ce des Anachorètes de la Thébaïde qui font résonner le désert de la voix des cantiques célestes ? On ne saurait le dire.

A chaque place, à chaque rue populeuse les paroles de paix déjà prononcées dans l'église sont répétées avec le même succès, et cette multitude habituée depuis tant de siècles à trembler devant l'éclat de la religion, cette multitude obéit et dépose les armes dans l'église de

St.-Laurent, où elle doit venir les reprendre le lendemain pour marcher contre les Français sous les ordres de Moliterno, proclamé capitaine général.

La procession est terminée; le cardinal-archevêque est rentré dans son palais; Naples est ensevelie dans le sommeil, mais non tout entière, car des hommes ardens veillent encore; car ceux que les mots *patrie et liberté* appellent sur la place de la Trinité, s'y réunissent au milieu du plus profond silence.

Déjà le nombre s'en est accru; déjà une heure s'est écoulée quand Moliterno et Roccaromana y arrivent. Ce ne sont plus les humbles pénitens de la procession. Pour eux la comédie est finie, ils ont revêtu leur costume militaire, des sabres étincelans sont dans leurs mains, et une troupe d'amis dévoués les accompagne.

Leur présence est le signal attendu : on se presse de profiter de ce moment de sommeil populaire, car demain le peuple voudra combattre les Français, et les patriotes sont résolus à briser leurs armes, plutôt que de s'en servir contre les soldats de la république.

C'est sur le château St.-Elme qu'on est convenu de tenter un premier coup de main; c'est de ce côté que se dirigent les patriotes. Cette entre-

prise réussit. Des premières sentinelles les unes sont égorgées, les autres trompées; et tandis que le commandant de la forteresse, homme du peuple sans expérience militaire, fait baisser le pont-levis pour recevoir un soi-disant messager de Michel *le Fou*, les patriotes fondent sur la garde, s'emparent des portes et du château.

Ensuite on se dirige vers le couvent de St.-Martin : ce couvent qui s'élève gigantesque sur la colline la plus délicieuse de la ville, et où régnait tout le luxe et la paresse bienheureuse du moyen âge; ce couvent, aujourd'hui charmante retraite des invalides, est envahi par les patriotes qui y cherchent des vivres et des étoffes pour confectionner un drapeau aux trois couleurs françaises.

Ces deux succès obtenus, la nouvelle en est portée aux familles des patriotes et au général Championnet : aux unes pour qu'elles viennent se réfugier dans le couvent, à l'autre pour qu'il commence son attaque contre la ville. En effet, dès l'aurore du 21 janvier, les familles des patriotes, guidées par la célèbre Eléonora Fonseca-Pimentel, femme que nous devons à la fois admirer et plaindre, se renfermèrent dans le couvent qui fut fortifié, tan-

dis que Championnet qui avait fait de la prise du château St.-Elme une condition formelle pour ébranler son camp, fit ses dispositions en conséquence.

La ville de Naples est enveloppée au nord par le demi-cercle que forment les collines *Capodimonte*, *Infrascata*, *Due Porte*, etc., lesquelles sont dominées par le château St.-Elme. N'ayant rien à craindre des batteries de ce château maintenant occupé par les patriotes, Championnet fit couronner d'artillerie toutes les hauteurs qui commandent Naples, envoya par divers sentiers détournés des troupes légères chargées de harceler le peuple de plusieurs côtés à la fois, afin de le contraindre à diviser ses masses profondes, et dirigea ses principales colonnes, soutenues par de la cavalerie et du canon, vers le faubourg de Capodichino et la porte Capuana. Ces deux points étaient les plus avantageux pour une attaque sérieuse, parce que les deux rues qui y aboutissent favorisent par leur largeur le déploiement de la cavalerie et le jeu de la mitraille.

Cependant le matin du 21 janvier, le peuple se confiant aux promesses de Moliterno, s'était rendu sur la place St.-Laurent. Là la foule, qui s'augmentait à chaque instant, attendait avec

impatience son capitaine général, quand une bombe partie du château St.-Elme vint tomber au milieu d'elle et y apporta la surprise et la mort : le cri à la trahison sort de toutes les bouches , tandis que les yeux dirigés vers la forteresse s'en convainquent, car sur ses remparts flotte le drapeau français.

A cette vue les passions calmées bouillonnent de nouveau avec plus de force ; le peuple se reproche sa crédulité, le peuple est animé d'un seul désir, celui d'exterminer tous les nobles et tous les citoyens des classes moyennes ; on se décide à commencer le massacre et à attaquer la forteresse sur-le-champ ; des hordes de furieux s'ébranlent déjà, mais les messagers qui arrivent de divers endroits, annoncent le mouvement des Français et obligent le peuple à différer sa vengeance et à songer à se défendre plutôt qu'à attaquer.

Ce peuple si calomnié, si souvent accusé de lâcheté, redouble d'énergie à l'approche du danger ; il court avec enthousiasme au combat, suivi par des enfans et des femmes, n'ayant pour armes que des pierres ou des broches. Ni le manque de tactique, d'officiers, de chefs militaires ne l'arrête ; ni la position formidable qu'a prise l'ennemi ne le décourage ; ni la renom-

mée de ces vieilles troupes aguerries dans tant de combats ne l'épouvante. Il ne consulte que sa valeur, il n'écoute que sa haine aveugle contre l'étranger. Paggio se dirige du côté de Foria; Michel le fou du côté de Saint-Ferdinando; Pagliuchella place des batteries sur la montagna Spaccata pour foudroyer le camp retranché des Français à Capodimonte, tandis qu'un autre homme du peuple, dont le nom est demeuré ignoré, court défendre la porte Capuana.

Nous ne rapporterons pas avec détails les prodiges qui s'opérèrent de part et d'autre dans ces combats, où ni le sabre, ni la baïonnette, ni la mitraille n'arrêtèrent ce peuple digne d'un autre sort. Il nous suffira de dire que Championnet eut à lutter soixante heures contre ces masses inexpérimentées qui, après avoir été décimées dans les deux journées des 21 et 22, après avoir tenté infructueusement plusieurs sorties durant la nuit du 21 au 22 et durant la nuit suivante, n'hésitèrent pas le 23 à se présenter de nouveau au combat, et refoulées par les baïonnettes et l'artillerie française, surent, défendant le champ de bataille pied à pied, se faire un rempart de chaque maison, de chaque accident de terrain.

Le troisième jour de cette affreuse boucherie, la colonne française qui s'avançait par la rue de Foria, sous le commandement de Championnet lui-même, n'était parvenue que jusqu'à la porte de St.-Gennaro, et sur tous les autres points les assaillans n'avaient pu gagner un seul pouce de terrain (*).

Acculé à cette porte, où la rue Foria se resserrait considérablement, le peuple redoubla de vigueur et sa résistance sembla un moment impossible à vaincre. Déjà Championnet découragé renonçait à sa conquête, déjà il avait donné l'ordre de battre en retraite, déjà cet ordre commençait à s'exécuter lorsque les élèves de l'école de médecine, de l'hôpital des incurables et les moines de St.-Jean de Dieu s'aperçurent du mouvement rétrograde de la colonne républicaine, et calculant d'un regard les tristes conséquences qu'auraient pour eux la retraite des Français, attaquèrent comme des forcenés le peuple par derrière, et firent pleuvoir sur lui une grêle de balles.

Le général Rusca profitant aussitôt de cette diversion utile, exécuta une nouvelle charge et enleva le point si long-temps disputé : le peuple

(*) A présent cette porte n'existe plus, et la rue de Foria aboutit à une des plus belles places de Naples.

recula et la vaste place *delle Pigne* qui s'offrait immédiatement après la porte de St.-Gennaro, devint le champ du carnage; là le sabre du dragon et du chasseur purent faire le moulinet sans obstacle, l'artillerie et l'infanterie purent se développer et foudroyer les lazzari.

Dans le même instant une troupe de patriotes prit aussi à revers Pagliuchella et les siens; d'autres fondirent sur Michel-le-Fou, s'en emparèrent et le conduisirent devant le général Macdonald (*) qui avait admiré son héroïque résistance; d'autres enfin couverts d'habits simulés se mêlèrent aux lazzari de la porte Capuana, poignardèrent les canonniers sur leurs pièces et ouvrirent cette seconde barrière aux Français. Partout, oui partout le sang napolitain, versé par des mains fratricides, scella la victoire de l'étranger.

Un dernier rempart restait au peuple qui s'était retiré de la rue Foria : c'était le palais du marquis Solimena, situé sur une éminence. Quatre mille lazzari s'y réfugièrent et voulurent en vain s'y défendre. Les obus français brulèrent le palais, et les quatre mille lazzari furent tous massacrés.

A six heures du soir, le 23 janvier 1799,

(*) Aujourd'hui maréchal de France.

les Français étaient complètement maîtres de la ville : à six heures le peuple avait partout succombé après la plus héroïque résistance. Nous rappelons ici pour l'honneur de notre patrie les paroles des écrivains français eux-mêmes.

« Une rage aveugle, dit l'*Histoire des Vic-* » *toires et Conquêtes*, anima les lazzaroni à » la vue des Français presque maîtres de » Naples; ils se défendirent avec un courage » surnaturel, et c'est sur leurs cadavres amon- » celés qu'il fallut s'avancer dans les rues. On » fit d'une part et d'autre des prodiges de va- » leur. Il faudrait nommer tous les soldats, of- » ficiers et généraux pour payer à chacun le » tribut d'éloges que tous méritèrent dans » cette sanglante journée (*). »

Ainsi maître de Naples, Championnet, pour se concilier la multitude, fit distribuer de l'argent aux lazzari, qui se dispersèrent plus irrités contre les patriotes que contre les Français, et n'attendant que l'occasion de se venger des premiers.

Cependant les feux des bivouacs français brillaient dans toute la ville; les soldats couverts de sang et de dépouilles précieuses les

(*) Vol. 10, chap. V, pag. 30.

entouraient avec gaîté; les refrains républicains couvraient la voix plaintive des blessés; des torrens de pluie tombaient, peut-être pour effacer les traces sanglantes d'un horrible fratricide; et tandis que le voile de la nuit enveloppait les vainqueurs et les vaincus, des groupes de citoyens paisibles lisaient avec effroi, à la lueur des torches, la proclamation suivante du général en chef.

« Citoyens! j'ai suspendu pour un moment
» la vengeance militaire provoquée par l'hor-
» rible licence et la frénésie de quelques indi-
» vidus stipendiés par vos assassins. Je sais
» combien ce peuple est bon, et je gémis dans
» mon cœur des maux inévitables qu'il a souf-
» ferts. Profitez donc, citoyens, de ce moment,
» rentrez dans l'ordre, déposez les armes au
» Château-Neuf, et la religion, les propriétés
» et les personnes seront conservées. Les mai-
» sons d'où il partira un coup de fusil seront
» brûlées et les habitans fusillés. Mais si le
» calme se rétablit, j'oublierai le passé et le
» bonheur renaîtra dans ces riantes contrées.

Signé CHAMPIONNET (*). »

Naples, 4 pluviôse.

(*) *Moniteur du 7 ventôse an VII.*

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XII.

Les Français prennent possession des châteaux. — Les chefs populaires. — Joie des Napolitains. — Etat du royaume, contributions de guerre pour éviter le pillage promis aux soldats. — Proclamation de Championnet. — Organisation d'un gouvernement provisoire. — Suprême dictature de Championnet.

Le 24 janvier le drapeau français flottait sur tous les points de la ville, et des garnisons françaises en occupaient toutes les forteresses. Un calme profond, en succédant au tumulte de la veille, en avait presque détruit les impressions.

Le peuple, à son grand étonnement, voyait Michel-le-Fou et Pagliuchella parcourir les rues,

l'un en costume d'officier français, l'autre avec les marques distinctes d'une magistrature nouvelle, tous les deux se donnant un grand mouvement pour prévenir tout sujet de plainte. L'influence de ces deux chefs sur les masses, leur attachement à leur patrie, leur héroïque résistance et leurs efforts pour ramener la paix après tant de troubles, tous ces motifs engagèrent Championnet à élever au grade de capitaine et à prendre pour secrétaire Michel-le-Fou, et à nommer Pagliuchella juge de paix. Ces deux faits captivèrent puissamment la multitude, qui crut y voir la première preuve de son émancipation politique. Jusque là repoussée de tous les emplois publics, civils ou militaires, elle se sentit fière de voir deux hommes sortis de ses rangs marcher de pair avec les classes supérieures.

Dès la matinée du 24 toutes les portes des maisons s'ouvrirent; la libre circulation fut partout rétablie, et sur les balcons apparurent, après huit jours de retraite et d'angoisses, des femmes et des enfans qui regardaient avec effroi les taches de sang restées sur les murailles, ou l'empreinte des balles et des biscayens, vestiges récens du terrible combat dont la ville venait d'être le théâtre.

En même temps un grand nombre de Napolitains qui s'étaient réfugiés au milieu des armées françaises pour se soustraire aux persécutions de Caroline, rentraient dans le sein de leur famille. C'était à chaque instant des scènes touchantes que la plume ne peut écrire, mais dont la vue arrachait des larmes aux yeux les plus secs.

Ces proscrits aujourd'hui rendus à leurs parens, à leurs amis, avaient été les premières victimes du despotisme, les premiers martyrs de la liberté. Tous ils semblaient avoir empreint sur le front le sceau de la foi nouvelle, et tous ils se réjouissaient des peines qu'ils avaient souffertes, des dangers qu'ils avaient courus, car ils croyaient avoir amené le triomphe de la liberté, la victoire des droits de l'humanité.

Cependant cette joie d'une population entière fut tout-à-coup troublée par la crainte d'un pillage général. Cette crainte était provoquée par les promesses faites au milieu du combat par le général en chef à son armée, et par la distribution de certains billets de sûreté donnés aux patriotes comme gages de salut pour eux et pour leurs familles.

La consternation et l'épouvante régnèrent

de nouveau dans la ville; les hommes pacifiques qui avaient échappé à la furie des lazzari tremblaient maintenant à la vue des étrangers qu'ils avaient considérés d'abord comme leurs libérateurs. Chaque famille crut voir déjà ses foyers envahis par une soldatesque effrenée, pour laquelle le viol, le meurtre, le pillage étaient un besoin, un droit donné par la conquête.

Telle était la situation des Napolitains quand Moliterno, ne consultant que son dévouement, se présenta à Championnet et obtint la révocation des promesses de pillage moyennant une contribution de guerre de cinq millions, qui devait être payée une moitié par la capitale, l'autre par tous les habitans du royaume.

Après ce contrat de rédemption, pour rassurer les esprits troublés, pour faire renaître la tranquillité, le général en chef publia la proclamation suivante :

« Naples, le 5 pluviôse an VII.

» Championnet, général en chef de l'armée
» de Naples, à tous les habitans du ci-devant
» royaume de Naples.

» Vous êtes enfin libres, votre liberté est le

» seul prix que la France veut retirer de sa con-
» quête, et la seule clause du traité de paix que
» l'armée de la république vient jurer solennel-
» lement avec vous jusque dans les murs de la
» capitale et sur le trône renversé de votre der-
» nier roi.

» Malheur à qui refusera de signer avec nous
» ce pacte honorable, où tout le fruit de
» la victoire est pour le vaincu, et qui ne
» laisse au vainqueur que la gloire d'avoir
» consolidé votre bonheur ! Il sera traité
» comme un ennemi public, contre lequel
» nous restons armés. S'il y a donc encore
» parmi vous des cœurs assez ingrats pour re-
» jeter la liberté que nous avons conquise au
» prix de notre sang, ou des hommes assez in-
» sensés pour regretter un roi déchu du droit
» de les commander par la violation du ser-
» ment qu'il avait fait de les défendre, qu'ils
» fuient sous les drapeaux déshonorés du par-
» jure, la guerre contre eux est à mort et ils
» seront exterminés.

» Républicains, la cause pour laquelle vous
» avez si généreusement souffert est enfin dé-
» cidée ; ce que n'avaient pu terminer les vic-
» toires brillantes de l'armée d'Italie, ce qui
» avait si long-temps retardé les intérêts poli-

» tiques de l'Europe entière, ce qui avait suspendu les espérances d'une paix générale, ce qui avait empêché jusqu'à ce jour la religion des traités et la crainte d'une guerre nouvelle, l'aveuglement du dernier roi l'a heureusement opéré.

» Qu'il accuse donc uniquement son orgueil insensé et l'audace de son agression, du bonheur de votre destinée et de la fatalité de ses disgraces, mais qu'il soit justement puni d'avoir attaqué contre la foi des sermens une nation alliée, et d'avoir voulu ravir la liberté d'un peuple voisin par la perte d'une couronne qu'il a déshonorée, et par le chagrin de vous avoir lui-même rendus libres. Qu'aucune crainte n'empoisonne le sentiment d'un bonheur aussi inattendu; l'armée que je commande reste au milieu de vous pour vous défendre, elle perdra jusqu'au dernier de ses soldats, elle répandra jusqu'à la dernière goutte de son sang avant de souffrir que votre dernier *tyran* conserve même l'espérance de renouveler les proscriptions de vos familles, et de rouvrir les cachots dans lesquels il les a fait si long-temps gémir.

» Napolitains, si l'armée française prend

» aujourd'hui le titre d'*armée de Naples*, c'est
» par l'effet de l'engagement solennel qu'elle
» prend de mourir pour votre cause, et de ne
» faire usage de ses armes que pour le main-
» tien de votre indépendance et la conserva-
» tion d'un droit qu'elle vous a conquis.

» Que le peuple donc se rassure sur la li-
» berté de son culte; que le citoyen cesse de
» s'alarmer sur les droits et la propriété. Un
» grand intérêt a soutenu les tyrans dans les
» grands efforts qu'ils ont faits pour calom-
» nier, aux yeux des nations, le sentiment et la
» loyauté de la nation française; mais il faut
» peu de jours à un peuple aussi généreux
» pour désabuser les hommes crédules des pré-
» ventions odieuses dont se sert la tyrannie
» pour les porter à des excès déplorables.

» L'organisation du brigandage et de l'assas-
» sinat, imaginée par votre dernier roi et exé-
» cutée par ses agens corrompus, comme un
» moyen de défense, a eu des résultats déplo-
» rables, des conséquences bien funestes; mais
» en remédiant à la cause du mal, il sera fa-
» cile d'en arrêter les suites et d'en réparer
» même les effets.

» Que les autorités républicaines qui vont
» être créées rétablissent l'ordre et la tran-

» quillité sur les bases d'une administration pa-
» ternelle; qu'elles dissipent les frayeurs de
» l'ignorance et calment la fureur du fanatisme
» avec un zèle égal à celui qui a été employé
» par la perfidie pour les aigrir et les irriter,
» et bientôt la sévérité de la discipline qui ré-
» tablit avec tant de facilité l'ordre dans les
» troupes d'un peuple libre, ne tardera pas à
» mettre un terme aux désordres provoqués
» par la haine, et que les droits de la repré-
» saille ont à peine permis de réprimer.

» Fait à Naples, le 5 pluviôse an VII, ou 24
» janvier 1799.

» *Le général en chef* CHAMPIONNET. »

A cette proclamation, dans laquelle on faisait pompe de noblesse et de sentimens libéraux, succéda l'organisation provisoire du gouvernement sous les auspices de la loi suivante, que nous transcrivons ici, pour la connaissance des hommes et des temps.

Loi concernant le gouvernement provisoire de la République Napolitaine.

« Championnet, général en chef de l'armée
» de Naples, considérant que la régénération

» d'un peuple ne peut s'effectuer sous l'in-
» fluence et la direction des institutions du
» despotisme ;

» Que la constitution d'un peuple ne peut
» être sévèrement calculée sur ses habitudes
» et sur ses mœurs, sans le secours d'un travail
» assidu et d'une méditation approfondie;

» Que le cours de l'administration générale
» ne peut être suspendu, sans un grand danger
» pour la fortune publique et pour celle des
» citoyens ;

» Que le règne de la tyrannie ne peut cesser,
» dans un pays qui a vieilli dans la corruption
» de ses habitudes, sans contrarier les plus
» grands intérêts ou irriter les passions les
» plus viles, et que par conséquent il est aussi
» urgent que nécessaire d'opposer aux projets
» de la malveillance et aux tentatives des mé-
» contens un gouvernement aussi actif que vi-
» goureux, qui prépare la félicité du peuple
» par des lois sages, et de déjouer les ma-
» nœuvres de ses ennemis par une surveil-
» lance active ;

» Ordonne ce qui suit :

» Art. I.er La république napolitaine est

» provisoirement représentée par vingt-un ci-
» toyens.

» II. Sont nommés membres de la représen-
» tation nationale les citoyens Gennaro Rai-
» mondi, Nicolas Fasulo, Ignace Ciaia, Vas-
» sallo, Charles Laubert, Melchior Delfico,
» Stanislas Renzi, Luogoteta, Mathias Zarrillo,
» Moliterno, Dominique Bisceglia, Marius Pa-
» gano, Joseph Abbamonte, Severe Caputo,
» Flavio Pirelli, Dominique Cirillo, Forges,
» Davanzati, Vincenzo Porta, Raphaël Doria,
» Gabriel Manthoné et Jean Riario.

» III. L'assemblée des représentans est inves-
» tie de l'autorité législative et exécutive jus-
» qu'à l'organisation complète du gouverne-
» ment constitutionnel.

» IV. Les décrets de l'assemblée des repré-
» sentans n'ont force de loi que par la sanction
» du général en chef.

» V. L'assemblée des représentans ne peut
» délibérer que lorsque les deux tiers des
» membres sont présens ; les décrets sont
» arrêtés à la majorité des suffrages.

» VI. L'assemblée des représentans est divi-
» sée en six comités pour l'exécution des lois

» et tous les détails de l'administration pu-
» blique.

» VII. Il y aura un comité central de législation, un comité de police générale, un comité militaire, un comité de finances et un comité d'administration intérieure.

» VIII. Les membres des comités seront nommés par l'assemblée générale : leurs attributions et les bornes de leur juridiction seront établies par une loi particulière (*). »

Tel fut le commencement de la république parthénopéenne, commencement de dictature militaire, de gouvernement de l'épée, conséquence nécessaire d'une liberté apportée par des étrangers au bout de leurs baïonnettes, destin irrévocable des peuples qui, plutôt que de s'ensevelir sous les débris de leur patrie, préfèrent accueillir en amis leurs vainqueurs.

Le gouvernement provisoire organisé, ses membres entrèrent en fonctions : deux hommes seulement refusèrent de devenir les instrumens aveugles de la dictature étrangère. Ces deux hommes furent Dominique Cirillo et Ma-

(*) *Moniteur du 4 ventôse an VII.*

rius Pagano. Un tel refus, bien digne d'une vie jusqu'alors sans tache, honore leur mémoire, et l'histoire, en prononçant leurs noms avec respect, offre leur conduite à la postérité, comme un modèle d'indépendance et de vertus civiques.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIII.

Fêtes martiales et populaires. — Anniversaire de la mort de Louis XVI, exaltation des patriotes. — Changement du peuple, son amour pour Championnet. — Chansons populaires. — Mort du perruquier du duc de la Torre.

L'aube du 8 pluviôse an VII (calendrier républicain), ou 29 janvier 1799 (vieux style), saluait la ville de Parthénope; le soleil d'Italie éclairait l'anniversaire de la mort d'un roi de France, et sur cette même terre napolitaine où la haine des princes contre la liberté avait été portée au comble, les républicains allaient célébrer le plus grand des triomphes de la souveraineté populaire.

Les légions françaises avaient pris les armes, la musique militaire répétait les hymnes républicains, et tandis qu'au chant d'*allons enfans de la patrie* défilaient les guerriers d'Arcole, l'écho portait sur la plage lointaine le refrain de la chanson des prodiges.

Un peuple immense bordait les rues : aux cris de rage avaient succédé les acclamations; les salves de l'artillerie augmentaient la joie des deux nations, pendant que les deux drapeaux napolitain et français flottaient ensemble sur la haute tour de St.-Elme.

A l'extrémité de la ville, du côté oriental et sur la route qui conduit à Pompéia, une plage magnifique déploie ses beautés; sur la gauche les immenses jardins potagers de la ville s'étendent jusques aux collines de Poggio Reale, sur la droite la mer déroule aux yeux sa brillante surface et étale les pompes de son vaste horison; vis-à-vis et au loin on distingue les délices de Portici et du Granatiello, et au-dessus plane la tête gigantesque du Vésuve couronnée d'une auréole de flammes. Ah! mon pays! que tu es beau! terre de poésie, je te salue; puisse aussi la liberté, la seule qui manque à tant de grâces, te saluer à jamais!

Sur cette plage qu'on appelle du pont de la

Maddalena se déployèrent les bataillons républicains : là on voyait ces dragons, ces hussards qui firent le tour du monde ; là on distinguait la lance des Polonais ornée de banderolles aux diverses couleurs. Peuple héroïque qui, après tant de sang versé pour l'ingrate France, entendit prononcer à la face de l'Europe, devant une assemblée française impassible, de la bouche d'un ministre français, qu'au milieu des torrens de sang et aux lueurs de la torche du cosaque, *l'ordre régnait à Varsovie !*

Sur cette plage aussi arriva le général en chef Championnet, au milieu d'un brillant état-major, accompagné par les hauts fonctionnaires de la nouvelle république napolitaine, et suivi par un immense cortège de peuple agitant des branches d'olivier, symbole de paix et de victoire.

Le salut d'armes a été rendu ; les sons de la trompette, le roulement des tambours ont accueilli le général, et le cri de *vive la république!* parti des rangs des soldats, est répété par la foule des citoyens ; mais à un certain signal le silence se rétablit, le général en chef va haranguer ses frères d'armes ; le général en chef, avec l'énergie qu'inspire seul le sentiment républicain, prononce cette mémorable allocution :

« Camarades !

» Lorsque l'armée marcha le 2 pluviôse et
» qu'elle prit position sur les hauteurs de
» Naples, nous devions célébrer l'anniver-
» saire de la juste punition du dernier roi des
» Français; le signal de la fête était donné
» pour trois heures, mais les derniers satellites
» d'un roi parjure vous forcèrent à saisir vos
» armes; vous ne le fîtes jamais en vain : aussi
» le sang de ces frénétiques, l'incendie des
» palais, ont assez prouvé l'emploi de cette
» journée et de celles qui l'ont suivie. Briser le
» trône d'un tyran, rendre un peuple à la li-
» berté, c'est assurément bien fêter la mémo-
» rable époque où les Français punirent de
» mort le despote qui les avait asservis.

» Aujourd'hui que Naples est libre, que les
» drapeaux des deux nations flottent unis, du
» mont Vésuve au fort St.-Elme, mon pre-
» mier devoir est de vous réunir.

» Rappelez-vous que le 10 août renversa le
» trône, que le 21 septembre fonda la répu-
» blique, que le jour que nous fêtons, 21 jan-
» vier, fut marqué par la mort du dernier de
» nos tyrans, que le 21 janvier 1799 l'armée
» française brisa à coups de canon la couronne
» du dernier roi de Naples.

» Rois parjures, tremblez, ce rapprochement
» est terrible pour vous !

» Peuples opprimés, rassurez-vous : les en-
» fans de la victoire, les enfans de la grande
» nation vous apportent l'indépendance et le
» bonheur ; ils ne pardonnent point à l'insulte
» des rois ; ils les détrônent ou les punissent de
» mort ; ils protègent toujours les républiques
» amies.

» Camarades, jurons sur nos armes haine à
» la royauté, à l'anarchie, attachement et fidé-
» lité à la constitution de l'an 3 (*). »

A ces derniers mots l'enthousiasme des soldats et des citoyens ressemble à un délire, les épées se croisent, les baïonnettes s'entre-choquent ; aux cliquetis des armes répondent le tonnerre de l'artillerie, les décharges de la mousqueterie, et les voix unanimes de deux peuples qui prononcent *mort aux tyrans, haine à la royauté !* mots qui, gravés dans la mémoire de nos pères, furent le legs le plus saint qu'ils nous transmirent, à nous républicains, presque en ouvrant les yeux à la vie.

En effet, ce cri puissant de liberté accompagna les hyménées de nos parens, présida au

(*) *Moniteur du* 13 *ventôse an VII.*

mystère de notre génération, eut un retentissement jusque dans le sein de nos mères et servit de texte aux histoires de nos vieillards, quand, dans les longues soirées d'hiver, assis aux foyers domestiques, dans l'intimité du secret, ils nous entretenaient des combats, des triomphes et des supplices des républicains, leurs contemporains.

Malheureux! ils ne voyaient pas la secrète émotion que réveillaient dans nos jeunes cœurs ces grandes histoires; ils ne voyaient pas le sourire de joie qui se montrait sur nos lèvres aux récits de tant de victoires, la larme qui roulait dans nos yeux aux souvenirs de tant de revers. Notre ame candide s'enivrait à l'espérance d'imiter un jour nos pères, et tandis qu'on croyait nous amuser par de saisissantes histoires, notre éducation s'accomplissait, notre dessein ou d'obtenir la liberté ou d'affronter les mêmes misères, était arrêté à jamais.

Ce genre d'éducation, inévitable parmi les peuples opprimés, et que ni la censure, ni la police ne peuvent corrompre; cette voix du passé si froide sur la bouche des vieillards, est cependant l'étincelle des générations futures, est l'étoile polaire des sociétés. C'est grâce à de telles traditions que la haine du despotisme

de la conquête n'a cessé de vivre pendant trois siècles dans le cœur des enfans de la Grèce; c'est grâce à de telles traditions que les fils de la Pologne, riche d'un trésor de colère longtemps accumulé, sont venus laver dans les plaines de Grochow le carnage de Praga; c'est grâce enfin à de telles traditions que nous-mêmes en 1820 saluâmes avec tant d'enthousiasme la liberté pour laquelle nos pères avaient vécu et souffert.

Non, ni l'atrocité des supplices, ni les longues souffrances du cachot, de l'exportation, de l'exil, ni le silence des universités, ni toutes les ressources de la tyrannie, ne réussiront jamais à briser la chaîne des souvenirs chez un peuple qui fut libre un seul jour. La voix des pères est un écho éternel qui répétera toujours aux enfans : *Imitez et vengez vos ancêtres!*

Aux fêtes de l'armée succédèrent celles du peuple; la danse nationale au son du tambourin, la fameuse *tarantella* fut exécutée sur les places publiques : des repas, des distributions de farine eurent lieu, de l'argent fut jeté aux lazzaroni, les maisons resplendirent de mille lumières. En même temps la lune, sous le plus beau ciel du monde, illuminait les ruines de Caprée et la plage de Sorrento; et le Vésuve

lançait en silence sa gerbe de flamme bitumineuse : la nature et les hommes semblaient d'accord pour célébrer la paix publique.

Cette éruption du Vésuve acheva de confondre la populace, et donna lieu aux patriotes de répandre que le ciel et la terre applaudissaient à l'entrée des troupes françaises à Naples. Voyez, disaient-ils, les signes manifestes de l'assentiment de la divinité: ce Vésuve qui, en 1794, semblait prêt à nous engloutir; aujourd'hui, après cinq ans d'alarmes et d'angoisses, il jette à peine quelques bouquets de flammes, comme pour saluer notre nouvelle république (*) : et la populace, quoique abrutie par ses propres gouvernans, répondait naïvement et avec sa finesse toute attique : *Ah! ça donc, le Vésuve est devenu aussi jacobin?* (**)

(*) Habituellement le volcan pousse des flammes ou de la fumée presque pendant toute l'année; alors la populace ne craint pas des éruptions menaçantes; mais si un ou deux ans se passent sans que la flamme ou la fumée paraissent, l'anxiété est extrême; or en 1799, on s'attendait à une terrible éruption, puisqu'il y avait cinq ans que le volcan ne donnait aucun des signes énoncés.

(**) *Nzomma pure u Vesuvio è jatto Giacobino!* Mots qui expriment le dépit avec lequel elle se soumettait à la loi du ciel et des hommes.

Cependant les patriotes s'abandonnaient au délire de l'esclave qui a brisé sa chaîne : ils ne tarissaient pas en louanges sur la générosité de la république française, qui, au lieu de s'approprier leur patrie comme un pays conquis, lui donnait la liberté et la république; ils oubliaient, les malheureux, la pensée du politique Florentin, *que la liberté apportée par les étrangers est le commencement d'un plus dur servage*. Ils s'en souvinrent quand l'ivresse eut passé.

D'un autre côté les largesses du général en chef avaient gagné les lazzaroni : partout ils s'empressaient d'apporter des fruits et du poisson à Championnet, et pour concilier leur soumission avec leurs sentimens de haine contre la France, ils soutenaient que Championnet n'appartenait pas à cette nation, qu'il était né à Naples, que les registres de l'église du St.-Esprit le prouvaient, car on y trouvait le nom et l'âge exact du général.

Ces bruits consolidaient le pouvoir du général en chef qui, en homme d'esprit, au lieu de les contredire les accréditait.

En même temps les chansons populaires retentissaient dans les rues, car le chant a été de tout temps le seul refuge du peuple italien

gémissant sous le despotisme : avec des chansons il exprime ses douleurs, ses peines, ses espérances ; avec des chansons il sait, trompant la vigilance de la tyrannie, donner un corps aux sentimens les plus profonds de son ame, et les faire passer dans l'ame d'autrui : les chants populaires de l'Italie sont la tribune où l'opinion publique traduit, accuse les princes, les ministres et les gouvernemens, en dépit des espions, des cachots et de la plus soupçonneuse police ; mais à l'époque que nous décrivons et au commencement de la république, ces chants étaient plus libres et exprimaient mille injures ou railleries contre la cour, contre les généraux jadis venus à Naples pour diriger l'armée et contre la conduite scandaleuse de la reine (*).

(*) SUR LES GÉNÉRAUX AUTRICHIENS.

Mack Tack, e Pacca
Venettere a Napole a fa a cacca
Tutte correvano a meza patacca
Ma quanne sparaie u tracche trac
Managgia li muorte de a meza patacca.

EXPLICATION.

Les généraux autrichiens qui étaient arrivés à Naples pleins d'audace, quand les Français étaient encore loin, à leur approche eurent peur ; perdirent la tête et s'enfuirent. L'armée organisée par eux n'était qu'un ramas de vagabonds sans discipline, avide seulement d'une haute-paie, et qui se débanda en présence du danger.

SUR LA REINE CAROLINE.

1

Caroli si te sive n ' ante anne
Quante cose ch ' avive d ' avé
Nu vorzone de doppie de spagne
Lu teneva a posta pe te.

2

Caramaneca chiù de sette anne
Fuie b rlate buone da te
Cull ' arzeneche ne lo frusciaste
E Monzu Attone accusi contentaste.

EXPLICATION.

L'avidité de la reine était peinte avec ironie dans le premier couplet ; on y plaisante sur sa fuite, sans laquelle de nouvelles extorsions auraient eu lieu.

Le prince de Caramanica, l'homme le plus riche de la cour.

Au milieu de ces fêtes cependant intervint une punition exemplaire. Le perruquier du duc de la Torre, l'assassin de son maître fut fusillé aux applaudissemens des patriotes, tandis que Michel le fou, habillé de l'uniforme français, haranguait la foule des lazzari, et leur expliquait l'horreur de la trahison et la justice du châtiment.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XIV.

Actes du gouvernement provisoire napolitain. — La république proclamée dans tout le royaume. — Les nobles, les moines et le clergé napolitain. — Méfiance des Français envers les patriotes; désarmement général. — Le commissaire Faypoult, ses vexations; colère de Championnet. — Extorsions des chefs des détachemens envoyés dans les provinces. — Les deux décrets du directoire français. — Le général Macdonald succède au général Championnet dans le commandement de l'armée.

Les premiers actes qui émanèrent du gouvernement provisoire napolitain eurent pour objet de constater l'existence de la nouvelle république et la destruction de la plus basse des tyrannies.

Le roi Ferdinand fut déclaré non-seulement

déchu du trône à jamais, mais dénoncé à la vengeance du peuple comme ennemi public; en même temps le palais royal fut nommé palais législatif, et les membres du nouveau gouvernement y établirent leur résidence. Une reconnaissance éternelle fut aussi votée par acclamation à la république française, qui avait brisé le joug des Bourbons, tandis que, pour imiter la France républicaine dans toutes ses institutions, on s'occupa de changer la division territoriale, et jusqu'au nom de la contrée.

On fouilla dans les récits fabuleux; on en déterra le nom de Parthénope, princesse, sirène ou courtisane, qui jadis avait habité les rivages napolitains, et on appela république parthénopéenne le ci-devant royaume de Naples, qui d'ailleurs fut aussi divisé en départemens, cantons et municipes (*).

(*) Voici les départemens et leurs chefs-lieux :

1.° Du Vésuve, capitale Naples; 2.° du Volturne, chef-lieu Capoue; du Garigliano, chef-lieu San-Germano; de la Pescara, chef-lieu Aquila; du Sangro, chef-lieu Lanciano; de l'Ofanto, chef-lieu Foggia; de l'Idro, chef-lieu Lecce; du Sele, chef-lieu Salerno; du Bradano, chef-lieu Matera; du Crati, chef-lieu Cosenza; du Sagra, chef-lieu Catanzaro.

La ville de Naples fut divisée en six cantons ayant cha-

La proclamation de la république eut des échos dans tout le royaume; partout les arbres de la liberté furent plantés avec pompe; partout les patriotes organisèrent le gouvernement national: la prise de Naples avait été le signal de la régénération de toutes les provinces.

Ce changement soudain dans l'esprit du peuple avait pris sa source dans l'exemple donné par les nobles, les moines et le clergé. Ces trois classes d'individus qui, dans tout autre pays, s'opposèrent à l'émancipation sociale, furent en Italie, dans cette Italie qu'on s'obstine à considérer, sans la connaître, comme un foyer de fanatisme, d'ignorance, furent, disons-nous, celles qui jetèrent les bases de la liberté; les nobles, bravant les vengeances de la cour, la spoliation, le gibet, secondèrent, les armes à la main, les efforts de l'étranger pour établir un gouvernement qui devait les faire déchoir de leurs priviléges et les dépouiller d'une partie de leur fortune; les moines se dévouèrent à une cause qui devait les arracher à leur vie oisive et voluptueuse, et le clergé

cun une municipalité particulière : elle avait en outre un bureau d'administration centrale d'où ressortissaient les divers cantons.

s'empressa de soutenir l'égalité de l'Evangile, comme gage de l'égalité sociale contre les impostures de l'aristocratie romaine et les principes du gouvernement sicilien. Tous enfin à l'intérêt particulier préférèrent l'intérêt national, et nous qui avons confiance dans la prochaine harmonie de la foi catholique avec la foi républicaine, nous nous empressons d'enregistrer ici un témoignage honorable pour le clergé napolitain qui, à chaque révolution, a fourni des apôtres et des victimes.

« Par une singularité fort remarquable dans » l'histoire de ce temps, disent les auteurs des » Victoires et Conquêtes, on vit des ministres » de l'église romaine donner des mandemens » et débiter des sermons dans lesquels ils prê- » chaient la liberté, l'égalité, démontraient » l'accord de la morale du Christ avec la mo- » rale républicaine, et le rapport entre les » dogmes de la liberté et ceux de l'Evangile. » C'est de cette manière que Duhesme parvint » à détruire momentanément les préjugés » contre les Français, regardés comme des » conquérans impies, destructeurs de toute har- » monie sociale, de tout culte religieux. Cette » influence exercée par le général sur la classe » des ecclésiastiques fut telle qu'il obtint un

» mandement par lequel les évêques annon-
» çaient qu'ils refuseraient l'absolution à tous
» ceux qui n'obéiraient pas aux ordres donnés
» par le chef français (*). »

Cet élan général vers la démocratie, au lieu de trouver un encouragement de la part des Français, excita leur méfiance; les ordres de Championnet, pour un désarmement général, furent répétés et exécutés avec vigueur, sans distinction de classes ou d'opinion; des officiers français fouillèrent les maisons, enlevèrent les armes, même celles qui avaient servi à les défendre, et donnèrent ainsi à connaître quelle liberté on pouvait attendre d'une invasion étrangère.

En même temps le général en chef s'opposait à toute organisation d'une armée nationale, jetait dans la misère une foule de militaires, et préparait ainsi sans le vouloir les élémens qui devaient plus tard aller grossir les hordes insurgées de Ruffo.

La même méfiance fit qu'on permit, comme une faveur extraordinaire, l'organisation d'un bataillon de garde nationale napolitaine, et,

(*) Victoires et conquêtes, en 1799, expédition du général Duhesme dans la Pouille. Page 126, vol. 10.

chose étrange, malgré les outrageuses préventions dont les patriotes étaient l'objet, tous ils briguaient l'honneur de faire partie de ce bataillon, tous ils croyaient obtenir la plus grande marque de distinction, s'il leur était permis de monter le garde au palais du général en chef.

Aux ordres sévères de Championnet succédèrent les spoliations des commissaires du directoire; et tandis qu'à Paris on déclarait que l'armée de Naples avait bien mérité de la patrie, qu'un Lesage-Senault disait à la tribune de l'assemblée française : « Je vois une répu-
» blique nouvelle s'élever sur les débris d'un
» trône, les droits de l'homme proclamés sous
» le plus beau climat qu'éclaire le soleil, le
» fanatisme éteint dans un de ses repaires le
» plus profond, les arts renaissans avec la li-
» berté sur le tombeau de Virgile, et son lau-
» rier se mariant avec ceux que nos soldats
» viennent de cueillir. » Et tandis, ajoutons-nous, qu'on discutait dans le conseil des cinq cents si on devait célébrer, par une fête nationale, l'établissement d'une nouvelle république (*), Faypoult arrivait à Naples avec une

(*) *Moniteur* du 24 pluviôse.

de ces cohortes d'employés civils qui suivaient partout les armées françaises pour ternir par leurs rapines le lustre de la victoire.

L'arrivée à Naples de Faynoult et de ses satellites annonça le règne des extorsions et des confiscations les plus révoltantes. Il déclara, au nom du directoire, propriétés françaises, 1.° toutes les demeures royales avec tous les terrains qui y étaient agrégés; 2.° les biens farnésiens appartenant par institution féodale à la maison des Bourbons de Naples; 3.° les biens des ordres chevaleresques de Jérusalem, de Malte et des Jésuites, bien que ceux-ci eussent été consacrés par Ferdinand lui-même à l'instruction publique; 4.° les biens des banques qui garantissaient les dépôts d'argent appartenant aux particuliers; 5.° les caisses publiques et tous les arriérés des contributions royales.

De telles mesures ne pouvaient manquer de refroidir la sympathie qui avait accueilli l'armée française : mais quand après ces spoliations, Faypoult prétendit que l'armée devait être alimentée et habillée par le peuple, le menaçant en cas de refus de réquisitions forcées (*),

(*) *Moniteur* du 23 floréal an 7.

un cri unanime s'éleva alors contre ce nouveau Verrès, et malheureusement à ce cri répondirent les plaintes des provinces, dans lesquelles plusieurs chefs de détachemens français s'étaient permis de commettre des excès affreux.

Les municipalités se virent obligées de fournir en argent le double des vivres nécessaires à la troupe; de capricieuses contributions de guerre furent exigées; des commissaires français dépouillèrent les habitans de la campagne au nom de l'égalité, et quand quelque citoyen venait s'en plaindre, on lui répondait avec effronterie : « Crois-tu acheter trop chèrement » ta liberté? Nous avons versé notre sang pour » te la donner; elle ne te coûte que de l'argent, » et tu t'en plains. »

Une telle conduite, en désaffectionnant le peuple de la liberté, préparait les germes des réactions, donnait prise aux insinuations perfides des agens de Caroline, et faisait retentir de justes plaintes la demeure de Championnet.

L'intègre général en chef, l'homme dont la France et l'Italie s'honorent de garder le souvenir, irrité par une conduite si opposée à ses sentimens, si contraire à ses promesses, ce gé-

néral indigné de tant de concussions, fit accompagner à la frontière par des dragons le commissaire Faypoult et ses agens, annula ses ordonnances, traduisit devant les conseils de guerre tous chefs militaires qui s'étaient rendus coupables de quelque extorsion, délivra le peuple napolitain de ce grand fléau, et sollicita du directoire des mesures rigoureuses pour empêcher le renouvellement de pareils abus.

Mais les membres du directoire de cette époque avaient un intérêt tout opposé à celui de Championnet; ils ne s'inquiétaient guères de la renommée des troupes républicaines; ils n'aspiraient qu'à s'emparer des richesses des peuples, salués d'abord comme frères et spoliés ensuite, au nom de la liberté, comme ils l'étaient jadis au nom du despotisme.

Or les directeurs avaient reconnu que l'ame noble de Championnet se refuserait à partager leurs basses passions; que sa présence à Naples contrarierait leurs desseins; et tout en faisant droit à ses réclamations, tout en reconnaissant l'énormité des crimes des spoliateurs, ils le rappelèrent de son commandement. Le 7 ventôse an VII les deux décrets suivans furent publiés :

« 1.° Le directoire exécutif informé que de-

» puis la rentrée de l'armée française à Rome,
» et l'occupation qui s'en est suivie des
» États-Napolitains, il a été commis dans ces
» contrées des vols, des exactions et des dila-
» pidations dont la voix publique accuse des
» individus qui ont fait ou font encore partie
» de l'armée de Naples, ou qui y sont ou ont
» été attachés ou employés à sa suite;

» Considérant qu'il importe de prévenir par
» un exemple éclatant le retour d'excès aussi
» répréhensibles, et qui privent l'armée des
» ressources légitimes qu'elle a droit d'atten-
» dre du fruit de ses victoires;

» Arrête ce qui suit :

» Art. 1.er Le général en chef des armées
» d'Italie et de Naples fera sans délai traduire
» devant un conseil de guerre tous les préve-
» nus de vols, exactions et dilapidations ci-
» dessus mentionnés, quels que soient leurs
» grades, emplois ou professions. »

Dans le second décret, « Le directoire, considérant que Championnet avait abusé de la force mise à sa disposition, en empêchant les commissaires civils auprès de l'armée de Naples d'exercer leurs fonctions, arrêta :

« Que le citoyen Championnet, général de
» division, ex-commandant de l'armée de

» Naples, serait mis en état d'arrestation et
» traduit devant un conseil de guerre pour
» y être jugé pour le délit ci-dessus mentionné. »

Tel fut le résultat pour Championnet d'une démarche digne d'un général républicain. Elle lui valut la haine du directoire, dont la cupide avarice avait été trompée par une loyauté et un désintéressement qu'il ne lui avait pas demandés.

A la réception du décret qui le mettait en état d'arrestation, Championnet résigna le pouvoir suprême dans les mains du général Macdonald, et le 16 mars 1799 il sortit d'un pays où son nom sera toujours vénéré, où sa disgrace fut regardée comme le triomphe de la vertu sur le vice, comme l'acte infâme d'un gouvernement éhonté et méprisable, qui, par ses bassesses, tua la république, et plus tard ouvrit le chemin du trône au vainqueur des pyramides.

CHAPITRE XV.



CHAPITRE XV.

Retour de Faypoult. — Imprudences des patriotes dans les provinces. — Émissaires de Caroline. — De Cesare et Boccheciampi. — La Calabre et les Calabrois; le cardinal Ruffo; ses hordes commencent à s'organiser.

Championnet immolé à l'intrigue et à la soif des richesses, Faypoult revint à Naples : avec lui rentrèrent aussi ces vampires de second ordre qui se répandirent dans tout le royaume pour faire apprécier aux paysans, par des vexations inouies, les douceurs et les bienfaits du soi-disant gouvernement de l'égalité, de la liberté et de la fraternité.

En même temps les patriotes des provinces, s'abandonnant au délire que leur inspirait leur nouvelle position sociale, voulurent changer tout d'un coup les mœurs, les usages et les préjugés du peuple, courbé depuis des siècles sous le joug des rois et de l'église romaine. Ici on proclamait la communauté des femmes; là on ouvrait les couvens, et des filles destinées au culte des autels, après avoir prononcé le serment du mariage auprès de l'arbre de la liberté, devenaient épouses et mères. Partout les statues des saints patronsq ue le peuple vénérait étaient le sujet des railleries, ou affublées d'immenses étoffes tricolores; partout on proclamait le désordre des mœurs, le règne de l'impiété; le moine changeait son froc pour le costume militaire; des prêtres abjuraient leur ministère: plus de sacremens, plus de respect aux maximes de la morale éternelle; l'anarchie était dans la société qu'on voulait refaire par la licence, sans transition et sans aucun des élémens qui pouvaient préparer la transformation sociale devenue si nécessaire.

Parmi les folies que nous décrivons, on croira qu'au moins on s'occupait de l'amélio-tion matérielle des masses souffrantes: non, au lieu de les soulager, de leur faire appré-

cier par des bienfaits réels la révolution qui s'était accomplie, on ne leur prodiguait que des mots. Dans une province on annonçait que Brutus allait renaître; dans une autre, que Claude avait tremblé et que Messaline avait fui dans la Sicile. Partout on criait *vous êtes libres!* Mais quelle était jusqu'alors cette liberté? Un gouvernement militaire et étranger, une licence effrénée, hideuse, terrible, les spoliations des commissaires de Faypoult, les déréglemens des patriotes.

Tel fut le commencement de la république parthénopéenne, commencement sur lequel nous devons gémir, car il détermina les premières impressions du peuple et décida du sort de la patrie. Les efforts que firent ensuite des hommes généreux pour ramener la révolution dans une meilleure voie furent inutiles; ils y sacrifièrent en vain leur fortune, leurs talens, leur vie.

Tous ces désordres que nous n'avons qu'ébauchés rapidement profitaient aux émissaires que Caroline avait envoyés de la Sicile, qui, échauffant les haines, augmentant le dégoût du peuple pour les innovations dont il était témoin, osaient lui promettre les biens des patriotes ou des classes aisées, comme prix

de la contre-révolution, et comme le seul moyen qu'il eût de s'affranchir de la misère!

Ainsi se préparaient tous les élémens de la réaction ; ainsi se groupa autour des chefs les plus méprisables une masse de mécontens sortis des classes inférieures, et qui, en apparence inspirés par le fanatisme, n'étaient guidés en réalité que par le désir du pillage; ainsi se développa dans le court espace d'un mois la haine des populations des provinces contre la république. Dès-lors les paysans trompés dans leur attente d'améliorations et de bien-être, et choqués dans leurs usages, tournèrent de nouveau les yeux vers la royauté qui leur promettait les dépouilles des riches.

Les habitans de la Pouille, poussés par les intrigues des partisans de Caroline, furent les premiers à prendre les armes. L'arbre de la liberté fut abattu ; au pied de son tronc renversé des prêtres, des patriotes reçurent la mort, et sur ses débris tachés de sang la croix des chrétiens fut plantée. Une fureur aveugle anima les habitans des provinces ; dans une foule de localités la royauté fut de nouveau proclamée, et partout elle eut pour auxiliaire le pillage et l'incendie, et partout le portrait d'un Bourbon fut relevé par des mains criminelles.

Au milieu de cette affreuse anarchie qui gagna rapidement la plupart des villes et des campagnes de la Pouille, se distinguèrent deux aventuriers corses, Boccheciampi et de Cesare: l'un s'annonçant comme le prince héréditaire de Naples, l'autre comme celui de la Saxe. Tous les deux réussirent à fanatiser les paysans des provinces de Barri et de Lecce qui prirent les armes : ils se croyaient guidés par le duc de Calabre, l'héritier du trône, tandis que ce prince végétait à côté de son père dans les délices de la Sicile, et se souciait peu de reconquérir le royaume par la force de son bras ou l'exemple de son courage.

L'arrivée de ces deux soi-disant princes augmenta les désordres ; des ovations royales les accueillirent dans les villes d'Andria et de Trani; des meurtres, des viols, des crimes de toute espèce furent commis sous les yeux et aux noms de ces deux imposteurs qui, plus tard, reçurent pour récompense de la main des Bourbons de Naples, des titres, des richesses, des faveurs (*).

(*) De Cesare fut nommé baron, et le roi lui fit présent de plusieurs propriétés dont le revenu se montait à 120,000 francs. Boccheciampi reçut le grade de colonel, avec des propriétés de la même valeur.

Aux insurrections de la Pouille répondirent celles des Abruzzes, où Pronio, jadis abbé, alors chef de brigands, courait les routes et les villes, signalant partout son passage par la dévastation, le pillage et les assassinats des Français. En même temps, dans la Calabre, se préparaient de plus graves événemens, pour la connaissance desquels nous sommes obligés de tracer, avec quelques détails, les mœurs et les opinions de ce peuple si peu connu et cependant si calomnié en Europe.

La Calabre, assise sur deux mers, séparée de la Sicile par un détroit, favorisée au midi par un climat doux, salutaire, dominée au nord par les vents glacés des Apennins, entrecoupée par d'immenses forêts ou de profondes rivières, la Calabre, disons-nous, est le pays des merveilles et des misères de la nature et des hommes.

Et en effet, sur ce sol si étrange, la nature semble avoir réuni tout ce qu'elle a de prodiges et de fléaux, l'humanité tout ce qu'elle a de vices et de vertus.

Ici le détroit de Messine, Carybde et Scylla, monumens éternels élevés par la main puissante qui brisa un jour violemment ces

deux fractions d'un seul tout et ouvrit à la mer le passage qui les sépare (*).

Là ce miroir enchanté, ces palais, ces jardins, cette fée Morgana, objet d'admiration pour le philosophe, de superstition pour le vulgaire (**).

Partout ce fluide électrique qui sillonne la Calabre en tout sens, qui l'agite, la secoue d'une extrémité à l'autre, qui renverse des maisons, des églises, fait disparaître les villages et les villes, détourne le cours des rivières, engloutit les montagnes, soulève les plaines, et change ou rajeunit si souvent la configuration de son terrain volcanique (***).

(*) Les couches qui se superposent dans les montagnes de la côte de Messine sont rangées selon le même ordre dans les montagnes de la côte de la Calabre; chaque angle saillant des rochers sur une côte correspond exactement à un angle rentrant sur la côte opposée: circonstances qui font conclure qu'un tremblement de terre sépara jadis la Sicile de la Calabre. V. Buffon, Histoire naturelle, théorie de la terre. — Dolomieu, Recherches sur les tremblemens de terre de la Calabre.

(**) V. Le même Dolomieu sur les prodiges de la fée Morgana, prodiges opérés sur les rivages de la Calabre par la réfraction de la lumière.

(***)Ceci fait allusion aux fameux tremblemens de terre

Autour de ces imposantes révolutions de la nature viennent se grouper, comme des épisodes, les révolutions opérées par les hommes : et le tableau des successions des races, des vicissitudes des empires, sert de pendant aux tableaux des grands phénomènes naturels.

Voici endormies depuis des siècles, sous la poussière ou dans la fange des marais, Locri, Crotone, Sybari et toutes ces florissantes villes de la grande Grèce, où Pithagore établit ses colléges et prêcha l'égalité aux hommes.

Voici sur les ports de Reggio et de Squillace les souvenirs de la république latine, et auprès les vestiges des boulevards creusés par l'orgueilleuse aristocratie romaine, pour opposer une digue aux légions de ce Spartacus, qui avait osé appeler l'esclave à la liberté. Partout des restes de grandeur et de gloire, partout les débris des monumens élevés par des mains libres et valeureuses, partout un reproche éternel aux descendans avilis d'une grande nation.

A ces vestiges de la puissance et de la civi-

de 1783, dans lesquels tous les accidens que nous décrivons arrivèrent, et qui engloutirent 100 villes et villages. — V. Delomieu, ouvrage cité.

lisation romaine, se mêlent les souvenirs des dominateurs barbares de l'Italie, les traditions miraculeuses de la foi catholique, et les villages bâtis par les Grecs modernes sur les débris des temples de leurs aïeux.

C'est la Calabre que les soldats d'Alaric choisirent pour ensevelir leur roi : c'est dans le lit même du Busento, détourné un moment de son cours par leurs bras robustes, qu'ils creusèrent son tombeau, qui reçut à la fois les dépouilles de Rome et le cadavre de son conquérant.

C'est en Calabre que la féodalité fondée par les barbares acquit plus qu'ailleurs une toute-puissance terrible, et déploya davantage sa force et sa brutalité jusqu'aux temps que nous décrivons (*).

C'est en Calabre qu'on montre aux voyageurs les lieux rendus célèbres par le cénobite de Paola ; ici on voit le châtaignier qu'il coupa en

(*) Dans aucune partie du royaume de Naples les barons ne furent aussi puissans que dans la Calabre : leurs châteaux étaient presque inexpugnables. Ils commettaient les crimes les plus affreux sans être atteints dans leurs repaires : si un jour les vieilles chroniques de la Calabre sont retrouvées et publiées, elles ne pourront manquer de piquer la curiosité de l'Europe.

deux pour empêcher un fratricide (*); là les tours de son couvent qu'il peupla de pigeons sacrés, et plus loin le rivage auprès duquel, selon la tradition populaire, placé debout sur son manteau, il se confia aux vagues, passa le détroit et aborda sur la côte opposée de la Sicile.

Ce sont les rivages enchantés de la Calabre qui accueillirent la vierge albanaise, quand, cherchant un refuge contre le sabre du Musulman ou la honte du sérail, elle vint rebâtir sa maison au milieu des forêts de citronniers, sur ce sol jadis habité par ses pères (**).

Or sur cette terre merveilleuse et parmi tant de souvenirs plus merveilleux encore, habitaient en 1799 les Calabrois au teint brun, aux cheveux noirs, à l'œil vif et perçant, à la taille agile et moyenne et aux inflexions de voix nasale. Ils vivaient dispersés dans ce pays,

(*) Auprès de Paola existe ce châtaignier coupé en deux que deux frères se disputaient, et qui, selon la tradition, donna lieu à l'un des plus grands miracles du cénobite.

(**) Au temps de la conquête de la Grèce, faite par Mahomet II, une foule d'Albanais se réfugia dans la Calabre, y fonda des villages et des villes, où se conservent encore aujourd'hui la langue, les mœurs et les habillemens de l'Albanie.

sans pont sur les rivières, sans routes, sans tribunaux, sans commerce : abandonnés à eux-mêmes, ils devaient lutter contre les vexations des feudataires et du gouvernement : ils portaient une veste collante et serrée autour du corps, une culotte courte et de longues guêtres; leur tête était couverte ou par un bonnet de laine, ou par un chapeau très-pointu; dans plusieurs endroits, à cette époque, ils avaient choisi pour demeure les décombres des maisons que le tremblement de terre de 1783 avait renversées.

Le père, sur son lit de mort, léguait à son fils ses projets de vengeance contre les ennemis de la famille ; le fils acceptait l'héritage de haine, et ainsi la discorde se transmettait de génération en génération; souvent des familles entières et nombreuses engageaient un combat qui ne se terminait que par la destruction de l'une d'elles, ou de toutes les deux ; ni l'âge ni le sexe n'étaient respectés, et quelquefois l'enfant payait même dans les entrailles de la mère les fautes de son père. Dès sa première jeunesse, le Calabrois apprenait à manier les armes, à grimper sur les rochers, à traverser les rivières ou à se cacher dans les forêts; sobre, jaloux, passionné, il ne tenait compte d'aucun

obstacle pour réussir dans ses desseins, comme dans ses projets de vengeance et de meurtre.

Tel était en 1799 le fond du caractère de ce peuple, mais ce caractère variait selon les différentes impressions reçues par la position sociale ou par l'éducation, et se prêtait, selon la direction qu'on lui donnait, aux excès de la vertu comme aux excès du crime.

Les habitans des villes libres étaient instruits, civilisés, patriotes, comptant au milieu d'eux un clergé éclairé et indépendant ; les paysans ou les vassaux des barons vivaient dans la plus profonde ignorance; pour eux la religion c'était le fanatisme, Dieu le prêtre du village, et ce prêtre habile à manier les armes l'était encore plus à tromper, par de grossiers miracles, la multitude dont il savait exiger la plus aveugle obéissance.

De même qu'au milieu des haies de la Vendée et de la Bretagne, le paysan crédule, portant sur sa poitrine des amulettes bénies, s'agenouille dévotement devant le chêne miraculeux ou la source de la fontaine divine, et va ensuite froidement assassiner son concitoyen : ainsi le paysan de la Calabre adorait alors les images de St.-Toto, les murailles du couvent de St.-Bonaventure, se couvrait de re-

liques, faisait maigre et allait attaquer le voyageur ou les patriotes tantôt spontanément, tantôt par l'ordre de son prêtre.

Pauvre et presqu'attaché au sol dont un autre recueillait les fruits, le paysan calabrois abhorrait le travail; jaloux de sa femme jusqu'à la cruauté, il l'entraînait au milieu des forêts, et l'obligeait à partager une vie de périls et de privations : réputant enfin comme un titre d'honneur la mort apportée par une balle ennemie, il préférait cette mort aux maladies et à la vieillesse.

Cependant auprès de la cour de Sicile vivait un homme célèbre dans l'histoire, c'était Fabrizio Ruffo, né à Bagnara, dans la Calabre que nous venons de décrire. Doué d'esprit, poussé par de puissans protecteurs, Ruffo avait obtenu à Rome, non-seulement la pourpre, mais la place de trésorier apostolique. Adonné entièrement aux plaisirs, dans cette ville qui devrait être la plus sainte et qui est la plus corrompue du monde, le jeune Ruffo passait ses journées auprès de sa maîtresse, la belle marquise A..., sa complice dans ses dilapidations du trésor de l'église, et dans la vente aux enchères de toutes les places de son administration. Ces scandales, ces débauches, ces rapines, de-

vinrent si publiques, que le pape Pie VI fut obligé de retirer à Ruffo sa faveur et sa place, tandis que la marquise lui retirait en même temps son amour.

Pauvre, trahi, désespéré, Ruffo alors se retira à Naples, où, exerçant avec son frère le métier d'espion, il obtint de la reine places, distinctions, fortune : en vain le bon Pie le rappelait à Rome pour le ramener à la religion et à ses devoirs; il résista, et continua de vivre au milieu des débauches royales de Caserta, dont il était le sur-intendant.

Quand la révolution éclata à Naples, il suivit la cour en Sicile, moins par dévoûment que par peur de ceux qu'il avait dénoncés. Ambitieux, souple, rampant, il n'épiait qu'une occasion pour obtenir des richesses et un rang éminent; et cette occasion ne pouvait manquer de se présenter dans des temps de troubles et de discordes civiles : elle se présenta bientôt en effet, et nous allons voir dans le chapitre suivant, réunis pour le même but, souillés des mêmes horreurs, Ruffo et les paysans calabrois, la pourpre romaine et l'ignorance du moyen âge.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVI.

Commencement de l'insurrection dans les Calabres. — Le cardinal Ruffo y débarque. — Ses premiers lieutenans. — La croisade contre Naples est annoncée ; les soldats du cardinal prennent la croix. — Progrès et rapines de ces brigands. — Arrêtés de Macdonald ; la division Duhesme appaise la sédition dans la Pouille; prise d'Andria et de Trani ; combat de Ste.-Lucie et de Cetara. Mœurs napolitaines; le *jeudi-saint*; la fête de Pâque.—Victoires de Souvarow; Macdonald concentre ses troupes à Caserte. — Le commissaire Abrial ; organisation véritable de la république Parthénopéenne; insurrection des Lazzari ; conduite de Michel le Fou. — Tentative des Anglais ; ils sont battus par Macdonald. Deux beaux traits de ce général, son départ ; fin de l'invasion française.

Nous avons à raconter maintenant le commencement, les progrès et les conséquences funestes de l'insurrection calabroise ; nous avons à parler des horreurs commises par un cardinal au nom de la loi de l'évangile et par

ses hordes, sous le titre de champions des rois; nous avons enfin, surmontant l'émotion de ces tristes souvenirs, à retracer le plus hideux tableau qu'on puisse lire dans les annales de la race humaine, et à exposer comment se déchaînèrent les passions, comment le fanatisme alluma sa torche; comment une étincelle mit le feu à ce grand incendie, qui détruisit la liberté, la république, les hommes les plus généreux, et reconduisit à Naples parmi des flots de sang la fatale race des Bourbons.

L'armée française occupait encore Naples, les adhésions des provinces calabroises étaient arrivées au gouvernement provisoire; l'arbre de la liberté était debout sur les places de toutes ses villes, les patriotes commençaient à s'organiser; mais en même temps de vils agens de la royauté déchue parcouraient les campagnes, dénonçant partout les Français et les républicains comme des impies qui insultaient les autels, et violaient même le sanctuaire des affections domestiques.

Ces calomnies, effrontément répandues, inoculaient dans la population ignorante des campagnes une haine aveugle et profonde contre le gouvernement républicain. Un homme obscur, mais audacieux, comprit tout le parti

que pouvaient en tirer des mains habiles, et il sut l'exploiter pour lever l'étendard de la révolte.

Dans le commencement de mars **1799**, don Reggio Rinaldi, curé de Scalea, dans la Calabre citérieure, écrivit à la reine Caroline une lettre dans laquelle il proposait d'appeler les masses aux armes au nom de la foi catholique, pour abattre la république, aussi impie que détestée, et relever le trône ; il ajoutait à ses offres l'exposition de son plan et le choix des moyens ; mais Caroline ne daigna pas même lui répondre.

Le curé renouvela alors ses lettres, et cette fois il les adressa au cardinal Ruffo, qui intrigua auprès de la reine, du conseil, des princes. Ses instances n'eurent qu'un médiocre résultat. Toutefois la reine consentit à écrire au curé Rinaldi des lettres dans lesquelles elle encourageait son dévoûment et lui annonçait le départ de Ruffo pour la Calabre. Le cardinal partit en effet, mais sans armes, sans argent, sans troupes, n'ayant d'autres ressources pour reconquérir le sceptre des Bourbons, que le lévier du fanatisme, la volonté de tout tenter, et une profonde connaissance de ses compatriotes.

Arrivé sur les rivages de Scalea, il trouva le curé qui le reçut à la tête d'un bataillon de deux cent cinquante insurgés, et qui le fit saluer par les décharges de deux canons tirés du vieux château de Scalea. Ce fut comme le signal de l'insurrection.

Cependant le cardinal ne resta point découragé du petit nombre de ses partisans, point déconcerté de sa position désespérée; mais au contraire, se rappelant qu'il était au milieu d'un peuple facile à exalter, il se mit à l'œuvre avec une intrépide résolution. Des circulaires aux curés des campagnes, des mandemens aux évêques pour appeler les citoyens aux armes, au nom de la légitimité et de la religion, au nom de la pieuse race de Saint-Louis et d'Henri IV, furent partout envoyés.

L'appel fut entendu par les curés; les premiers ils descendirent de leurs villages un crucifix d'une main, un fusil de l'autre, prêchant au nom de dieu, la mort, le pillage, l'extermination des patriotes; et tandis que des moines, à l'imitation des curés, couraient aussi grossir les rangs de Ruffo, des assassins, des voleurs de grands chemins, des brigands se présentèrent en foule pour commencer cette

pieuse guerre contre la république ou plutôt contre la propriété.

Le premier de ces hommes de crimes qui vint offrit ses services à Ruffo, fut Carlo Pezza, jadis connu sous le nom de Fra Garofalo, plus tard sous celui de Fra Diavolo. Pezza avait, dès sa première jeunesse, pris le froc avec le nom de Fra Garofalo; mais hardi, intrépide, actif, enclin aux vices les plus crapuleux, il fut bientôt expulsé du couvent par les moines qui le croyaient une incarnation du diable, et prit le nom de Fra Diavolo; s'abandonnant alors à toute la fougue de ses mauvaises passions de moine, il se fit brigand. Les forêts de la Calabre ne tardèrent pas à retentir de ses exploits, comme le couvent avait retenti de ses orgies: quand il se présenta au cardinal, il comptait parmi ses mérites un nombre incroyable de meurtres, cinq vols à main armée des fonds du trésor royal, diverses attaques contre la force publique, de viols infâmes, la gloire d'avoir bravé la colère du gouvernement pendant plusieurs années, et d'avoir porté la terreur, la misère, l'outrage, la mort dans les villes et les villages, dans la hutte du pauvre comme dans le palais du riche.

A Fra Diavolo succéda Panzanera, bandit re-

nommé pour sa cruauté impitoyable et par le nombre des victimes qu'il avait immolées.

Sciarpa vint après lui : Sciarpa avait été sbire du tribunal de Salerne ; il se présenta à la tête de tous les galériens qui s'étaient évadés des bagnes de Naples, au temps de l'insurrection populaire, et qui n'avaient à attendre de la république qu'une captivité nouvelle et la punition terrible de leurs crimes.

Le quatrième des illustres scélérats qui vinrent offrir leur appui à Ruffo, fut le meûnier Gaëtan Mammone. Cet homme, si l'on peut lui donner ce nom, s'extasiait à la vue des patriotes expirans, auxquels il avait ouvert les veines pour en sucer le sang. Son gilet, au lieu de boutons, présentait pour ornement des oreilles humaines, et sa tasse était le crâne d'un libéral. Et ce monstre cependant fut accueilli dans la légion du cardinal ; et c'est ce monstre auquel le roi Ferdinand écrivit plus tard en l'*appelant mon général et mon ami.* Quelle honteuse page dans l'histoire des Bourbons.

Tous ces hommes pervers, et le cortége de bandits en sous-ordre qui se ralliaient à eux, non-seulement furent reçus avec toutes les marques de l'amitié et de la distinction par le cardinal Ruffo, mais même il nomma lieutenans-

généraux les premiers, et choisit ses officiers parmi les seconds. Puis, comme si ce n'était pas assez de l'infamie de ces choix, il déclara guerre sainte et pieuse, celle qu'on allait entreprendre contre la république parthénopéenne, et pour que rien ne manquât à cette scandaleuse prostitution de la foi catholique, il voulut solenniser par les pompes d'un service divin le jour où cette guerre était décrétée.

Un autel fut donc élevé au milieu des campagnes calabroises ; le cardinal, revêtu de l'habit des lévites qu'il allait souiller, ayant à ses côtés Fra Diavolo, Sciarpa et Panzanera comme les premiers dignitaires de son armée, entouré par des milliers de brigands farouches et de paysans crédules, consomma le plus auguste sacrifice de la religion catholique, invoqua la présence du dieu de l'évangile, et lui prêtant ses passions, ses projets, ses impiétés, ses infâmes désirs, il prêcha en son nom une sainte croisade contre la liberté, et promit en même temps le paradis à ceux qui auraient succombé dans les combats, et les biens des riches, le pillage des villes à ceux que la mort aurait épargnés.

Ce langage fut entendu par le bandit consommé comme par le paysan fanatique, par les compagnons de Fra Diavolo comme par les

paroissiens de Reggio Rinaldi ; tous s'écrièrent ensemble : « que la volonté de Dieu s'accomplisse », les uns résignés au martyr, les autres convoitant déjà les profits de la victoire.

Quel tableau ! Où pourrait-on en trouver un semblable dans l'histoire du passé ? Il faut remonter jusqu'au douzième siècle pour rencontrer un tel fanatisme ; et celui-là encore était excusable ! l'ignorance et l'abrutissement des mœurs l'expliquent jusqu'à un certain point. Mais voir au dix-huitième siècle, aux pieds des Appenins, un cardinal couvert du chapeau rouge, portant à sa ceinture un poignard et des pistolets, haranguer un ramas de brigands et de glaériens, leur distribuer, comme Gauthier-sans-avoir, des croix blanches, les décorer du nom d'armée de la foi, et les pousser, avec la perspective du pillage, à la guerre civile, au meurtre, à l'anarchie ! un tel fait est à peine croyable.

Tels furent les commencemens de cette insurrection, où l'on vit la monarchie mettre à profit la crédulité la plus grossière, le fanatisme le plus aveugle, la corruption la plus effrontée, la scélératesse la plus endurcie, toutes les passions enfin les plus hideuses des masses, pour en faire les instrumens passifs de ses vo-

lontés et pour les diriger contre les défenseurs de l'humanité, de la liberté, de la patrie.

A peine toutes ces hordes furent-elles réunies que le défaut de vivres se fit sentir. Elles s'adressèrent au cardinal qui leur répondit par des bénédictions. Dès ce moment, l'assassinat, le pillage et l'incendie devinrent, si l'on peut ainsi parler, les commissaires aux subsistances de son armée.

Partout, la vierge timide comme la pudique épouse furent souillées ou violées; quelques-unes furent égorgées sur le lieu même de leur déshonneur; partout les hommes riches expirèrent au milieu des tourmens, après avoir vu leurs propriétés dévastées, incendiées; partout les églises furent profanées; et ces hommes qu'un prélat avait décorés de la croix catholique, ces hommes que dirigeaient des curés et un cardinal, n'hésitaient pas à porter leurs mains sanglantes sur le saint-ciboire, à fouler aux pieds l'eucharistie, quitte à venir ensuite s'agenouiller devant Ruffo, pour recevoir sa bénédiction et la promesse des indulgences qui devaient leur ouvrir les portes du Ciel.

C'est de la sorte que les croisés, se recrutant continuellement pendant leur marche, répandirent la désolation dans les provinces cala-

broises. Ils rencontrèrent souvent une résistance vigoureuse de la part des patriotes, qui, en plusieurs endroits, se défendirent comme des lions ; mais que pouvait la valeur contre le nombre ? ils succombèrent, et le cardinal marcha de triomphe en triomphe.

Aux premières nouvelles de l'insurrection calabroise, le général Macdonald avait fait avancer quelques troupes vers la principauté intérieure, et expédié à la division Duhesme l'ordre de se presser dans ses opérations contre les insurgés de la Pouille. Il publia aussi, le 22 ventôse, un arrêté qui, confondant l'innocent avec le coupable, réunissant la confiscation à la mort, acheva de démontrer les tristes conséquences de la dictature militaire.

Voici les dispositions de cet arrêté :

« 1.° Toute commune qui arborera l'étendard de la contre-révolution sera réduite à l'obéissance par la force, soumise à des impositions extraordinaires et à toute la rigueur du régime militaire.

» 2.° Les cardinaux, archevêques, évêques, abbés, curés et tous les ministres du culte en général sont personnellement responsables des révoltes qui se manifesteront. Au moment où il en éclatera une dans les lieux qu'ils habitent,

ils seront obligés d'y porter remède sur le champ; la transgression ou la contravention aux dispositions du présent article sera punie de la même peine que celle établie contre les rebelles.

» 3.° Tout rebelle pris les armes à la main sera fusillé; tout chef, tout auteur d'insurrection, soit ecclésiastique, soit séculier, sera traité de même.

» 4.° Les communes sont responsables collectivement de tous les assassinats ou massacres qui se commettront contre les Français.

» 5.° En cas d'alarme, le son des cloches est défendu sous peine de mort; et les ecclésiastiques sont personnellement responsables de cette disposition.

» 6.° Tout homme qui répandra de fausses nouvelles ou de fausses alarmes sera puni de mort.

» 7.° La peine de mort, dans les cas désignés ci-dessus, emporte la confiscation de tous les biens. »

Tandis que ce décret de terreur militaire effrayait les populations paisibles, sans arrêter les progrès de l'insurrection, Duhesme, secondé par une légion napolitaine aux ordres d'Hector Carafa, duc d'Andria, avait battu les

insurgés à St.-Severo, dans la Capitanata. Broussier, soutenu par cette même légion, se présenta devant les villes d'Andria et de Trani, de la terre de Bari. Dans l'une comme dans l'autre, on avait élevé au milieu de chaque place un autel sur lequel le portrait de Ferdinand avait été placé à côté du Christ. Dans l'une comme dans l'autre, des prodiges de valeur illustrèrent la résistance et l'agression.

Andria tomba la première, et une chose digne de remarque, c'est de voir son seigneur, son duc, monter à l'assaut, seconder les efforts des Français, employer les armes pour rapporter la liberté et l'égalité à une ville qui leur préférait l'esclavage et les droits féodaux.

Ni les misères d'Andria, ni six mille hommes passés par les armes dans cette malheureuse ville, n'émurent les habitans de Trani, qui se défendirent sur les remparts, dans les maisons, du sommet des terrasses, soutenant contre les Français une espèce de bataille aérienne; mais enfin, vaincus, ils furent également passés par les armes ou noyés dans le port, pour appaiser la rage des vainqueurs qui avaient perdu trente officiers et un grand nombre de soldats.

Aux massacres d'Andria et de Trani succédèrent les carnages de Cetara et de Santa Lucia,

dans la principauté citérieure. Ici le général Sarrasin, là Broussier et Carafa laissaient une terrible renommée parmi les populations épouvantées. Partout la guerre civile, la dévastation, la misère, planaient sur ce malheureux pays ; et nous reproduisons les paroles du *Moniteur français* pour achever le funeste tableau de cette époque. « Dans la Calabre, les roya-
» listes incendient tout dans les pays qu'ils
» soupçonnent tenir pour le parti républicain.
» Dans la Pouille et dans la Campanie, la né-
» cessité force les Français à ne pas ménager
» les pays qui se révoltent. Si cet état de choses
» dure, ces campagnes offriront l'horrible
» image de l'incendie et de la destruction. » Et cette prophétie s'accomplit!

Mais tandis que les fléaux de la guerre civile se répandaient ainsi dans les provinces, et de loin menaçaient Naples, que faisait-on dans cette ville ?

Ce qu'on y avait toujours fait : on jouissait du présent sans s'inquiéter de l'avenir. Indifférens aux malheurs de la Calabre et de la Pouille, insoucieux des résultats futurs de l'insurrection chaque jour plus puissante, les Napolitains rêvaient un avenir de liberté et de bonheur qui leur échappait déjà; et cependant, fidèles à

leur caractère, ils couraient à Posilipo, aux théâtres, aux pompes de leurs fêtes religieuses, auxquels assistaient aussi leurs nouveaux maîtres, les Français.

Une ancienne coutume interdisait à Naples la circulation des voitures le jeudi et le vendredi saint. Macdonald respecta cet usage dans la semaine sainte de 1799. La même coutume voulait que, durant ces deux jours, la cour napolitaine, déployant la plus grande pompe, visitât à pied les églises, et Macdonald environné par un brillant état-major français, suivi par les membres du gouvernement provisoire et l'état-major napolitain, alla visiter les églises, non pour rendre hommage à une religion qui avait été proscrite de la France, mais pour caresser des superstitions qu'il était d'une politique sage de ménager.

Un peuple immense, surpris et touché de ce spectacle inattendu, une multitude de femmes élégantes, assises dans leurs chaises à porteurs, environnées de nombreux laquais, bordaient partout les rues et les places publiques sur le passage du cortège. N'était-ce pas chose curieuse de voir l'uniforme républicain mêlé parmi les capuchons des pénitens noirs, blancs, rouges, gris, ou les épaules nues des belles Na-

politaines, dont la parure recherchée, les pierreries brillantes, contrastaient avec le deuil de l'église?

Etrange pays! peuple à imagination passionée, qu'on croit dévot parce qu'il fréquente les églises, parce qu'il est avide de tout ce qui frappe ses yeux, émeut ses sens; qui va aux fêtes religieuses comme aux bals, aux sermons comme aux spectacles, ne voyant dans ses temples que des lieux de réunion où il peut mieux encore qu'ailleurs satisfaire sa curiosité, échapper aux ennuis de sa vie oisive, donner et recevoir des rendez-vous d'amour.

Le deuil de la sainte semaine terminé, les cloches annoncèrent la solennité de la Pâque, et tandis que le général Macdonald se rendait à la cathédrale, au milieu de l'appareil que nous avons décrit plus haut, pour assister à la célébration de la messe pontificale du cardinal-archevêque, une foule de Français courait au Vomero, où la populace célébrait à sa manière les mystères de la résurrection.

Sur les collines du Vomero il existe une église ancienne et vénérée, autour de laquelle, dans la matinée de la fête de Pâque, toute la populace napolitaine est accoutumée à venir de temps immémorial jouir d'un spectacle qui pa-

raît plus que bizarre aux étrangers qui le voient pour la première fois.

Au milieu de l'église, un grand nombre de statues en bois et de grandeur naturelle sont pour ainsi dire rangées en bataille ; elles sont la représentation grossière des trois Maries, du Christ et des apôtres, et les acteurs muets d'une farce religieuse qui n'attend pour commencer que le signal du curé de la paroisse.

A ce signal, des hommes aux formes robustes s'emparent de ces statues, les placent sur leur tête, et le mystère s'exécute ; les statues sortent de l'église, se dispersent dans les sentiers de l'Antignano, se rapprochent, s'évitent de nouveau, puis se rapprochent encore, se saluent grotesquement, et font en un mot toutes les manœuvres burlesques commandées par leur rôle. Ici c'est l'incrédule Thomas qui, pour reconnaître Jésus, veut le toucher de ses mains ; là c'est Jean qui rapporte à la vierge que son fils est reparu ; ailleurs c'est Jésus qui évite la rencontre de Marie ; enfin, à un instant marqué, toutes les statues se réunissent sur la place d'Antignano ; là Jésus se manifeste à sa mère et aux apôtres ; et tandis qu'il est salué par les acclamations des spectateurs, une foule d'oiseaux s'échappent des plis de la robe de

Marie, et des chasseurs apostés les abattent à coups de fusil; les cloches carillonnent, le peuple bat des mains, et annonce que les mystères sont terminés. Alors la foule des fidèles court aux cabarets où la piété napolitaine finit par d'abondantes libations de vin de Procida et du Vésuve, cette fête qui n'a plus sa pareille au monde.

Tous les gouvernemens antérieurs avaient permis cette solennité plus populaire que religieuse; celui de la république ne la défendit pas. Ainsi les Français purent se convaincre quel était le véritable culte des Napolitains, même des lazzari, culte entièrement matériel, favorisé par les prêtres et les moines qui exploitent à leur profit les miracles des images, la vénération que le peuple ressent, non envers tel ou tel saint, mais envers sa statue; culte digne du paganisme, et qui, au lieu de parler à l'ame, à l'intelligence, s'adresse exclusivement aux sens et aux passions.

Mais tandis que Naples se livrait ainsi aux plaisirs, de tristes nouvelles arrivèrent du dehors. Les négociations de Rastadt étaient rompues; le sang de deux représentans français avait coulé, le droit des gens avait été foulé aux pieds, et Souvarow venant de reconquérir la victoire

aux armes des alliés, menaçait de couper l'armée de Naples.

Ces nouvelles produisirent un triste effet sur le pays, et Macdonald, en sage capitaine, concentra ses troupes à Caserta pour se tenir prêt à tout événement. En même temps, d'accord avec Abrial, commissaire extraordinaire du directoire; il s'occupa de l'organisation définitive de la république parthénopéenne. Ainsi les victoires d'un barbare, et la crainte d'être attaqués sur leur derrière pendant leur retraite, arrachèrent aux deux chefs de l'armée française ce que ni la loyauté des patriotes qui s'étaient battus dans leurs rangs, ni la justice de leur cause n'avaient pu jusque là leur faire obtenir.

Dans ces derniers momens donc, comme pour constater une vie pleine de jeunesse et de vigueur, qui allait bientôt être ensevelie dans le cercueil, la république parthénopéenne fut constituée. Macdonald convoqua une grande assemblée de citoyens. Abrial, déjà lié avec les hommes les plus purs, annonça aux Napolitains que le régime provisoire était fini, qu'ils allaient être libres et indépendans sous l'administration d'un gouvernement régulier constitué par eux. La joie des vrais patriotes fut extrême, car la domination des Français leur était d'au-

tant plus insupportable qu'elle s'était établie au nom de la liberté.

Abrial demanda à tous les citoyens les plus distingués par leurs vertus et leurs talens des listes de candidats parmi lesquels il se réservait de choisir, en respectant le vœu de la majorité, les membres d'un directoire exécutif et d'un corps législatif. Ces listes lui furent remises, et les noms les plus chers au pays, les plus célèbres dans la littérature et les sciences, se trouvèrent répétés sur chacune d'elles.

C'est à l'aide de ce singulier mode d'élection que le directoire et le corps législatif furent formés. Les membres du premier, au nombre de cinq, étaient Joseph Abbamonte, Ignace Ciaja, Ercole d'Agnese, Giuseppe Albanesi, Melchiorre Delfico; les membres du second furent : Dominique Cirillo, qui fut élevé à la présidence, Marius Pagano, Flavio Pirelli, Capece Latro, archevêque de Tarente, Raymond di Gennaro, Michel Filangieri, Antoine Nolli, Decius Coletti, Vincent Rossi, Vincent de Philippis, Gabriel Manthoné, Marcello Scotti, Giuseppe, Marchetti, Camillo Colangelo, Filippo Briganti, Belforte, Giuseppe Pignatelli, Giovanni Gambali, Francesco Conforti et le marquis Bruno.

Le ministère de la guerre fut confié à Gabriel Manthoné, celui de l'intérieur au mathématicien de Philippis, tandis que l'avocat Pignatelli et Raphael Doria prenaient la direction de ceux de la police et de la marine.

Les duc de Cassano et de Canzano furent expédiés comme ambassadeurs, l'un auprès de la république Ligurienne, l'autre auprès de la Romaine. Tous les deux reçurent l'instruction d'observer et de faire connaître au gouvernement la véritable position des armées françaises dans la Haute-Italie. Deux légions d'infanterie et deux de cavalerie s'organisèrent sous les ordres des généraux Tederici, Napolitain, et Writz, Suisse. En même temps et en peu de jours, six mille hommes de la garde nationale parfaitement habillés et équipés, furent passés en revue par le ministre de la guerre.

Tout prenait un aspect nouveau à Naples, tout s'animait aux mots magiques de liberté et de patrie, tout jusqu'à la plume d'une femme célèbre, Eleonora Fonseca-Pimentel, qui portait dans la rédaction du Moniteur napolitain qu'elle rédigeait, toute la chaleur, tout le patriotisme de son ame ardente et exaltée.

Cependant une flotte anglaise paraissait dans le golfe de Naples, et des émissaires secrets

travaillaient la populace. Leurs intrigues parvinrent à exciter dans le quartier du Porto et du Pendino une émeute qui menaçait de gagner toute la ville, quand Michel-le-Fou, par ordre du général en chef, et sur la promesse d'être élevé au grade de chef de bataillon, courut au-devant des insurgés, employant l'argent, les menaces, les caresses, et réussit à les faire rentrer dans l'ordre.

Malgré cet échec les Anglais ne perdirent pas tout espoir d'insurger le pays. Ils débarquèrent sur les côtes de la Torre de l'*Annonciade*, de Sorrento et de Castellamare divers détachemens de leurs troupes avec de l'artillerie et des officiers de Ferdinand. Par suite de ce débarquement, la forteresse de Castellamare, attaquée par les frégates anglaises du côté de la mer, par les troupes du côté de la terre, fut enlevée, et tandis qu'un combat s'engageait dans la ville entre les habitans qui défendaient la république et ceux qui soutenaient le roi, les populations de Sorrento, de la Cava, de Vietri et de plusieurs autres villes et villages, prenaient les armes en faveur des Bourbons et des Anglais.

Le général Macdonald, instruit de ces événemens, revint de Caserte à Naples, et recourut à des moyens énergiques pour étouffer l'insur-

rection. Le général Sarrazin fut dirigé sur Castellamare, le général Watrins sur les villes de Vietri et de la Cava, Macdonald lui-même s'avança jusqu'à la torre de l'Annonciade, point de jonction des deux routes qui conduisent à la Cava et à Castellamare.

Les efforts des Français furent couronnés de succès : partout les Anglais et les royalistes furent culbutés et dispersés ; Castellamare retomba au pouvoir des républicains ; toute la côte fut délivrée de la présence de l'ennemi ; et des prisonniers, des drapeaux furent le fruit des rapides triomphes du général Macdonald.

Nous ne pouvons résister au désir d'enregistrer ici, au milieu de tant de récits de sang et de cruauté, deux faits qui honorent les généraux Championnet et Macdonald, les républicains français et les talens de l'Italie. Un arrêté du 5 ventôse, signé par le premier, portait ce qui suit :

« Championnet, général en chef, considérant que le premier devoir des républiques est d'honorer les talens, et d'exciter l'émulation des citoyens, en mettant sans cesse devant leurs yeux la gloire qui suit même dans le tombeau les grands hommes de tous les pays et de tous siècles, arrête qu'il sera élevé à Virgile un mo-

nument en marbre à l'endroit où se trouve son tombeau, près de la *Grotta di Pozzuoli* (*). »

Cet arrêté fut confirmé par Macdonald ; mais il est demeuré sans exécution : la république vécut trop peu de temps pour l'accomplir, et la royauté restaurée l'a laissé dans l'oubli. Un jour viendra, peut-être, où nous pourrons réaliser la pensée de Championnet, et satisfaire à la dette de l'Europe envers l'une des antiques lumières de la civilisation. C'est un devoir que la future république italienne ne manquera pas d'accomplir.

Le second fait que nous avons à signaler, est le respect témoigné par les Français envers la maison et les descendans du Tasso.

Sorrento, la ville qui vit naître ce grand poète, avait pris une part active à l'insurrection et opposé une résistance obstinée aux troupes françaises chargées de la réduire. Emportée de vive force, elle subit les effets de la colère du vainqueur. Toutefois, au milieu même du désordre qui accompagne toujours une semblable victoire, le nom du Tasso ne fut pas oublié, et sa maison, encore habitée par sa famille, fut préservée du pillage. Une garde

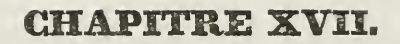
(*) Moniteur du 28 germinal an VII.

d'honneur fut chargée par le commandant des troupes françaises de veiller à ce qu'aucun dommage ne lui fût fait (*).

Cependant les nouvelles victoires de Souvarow, et la mort de Joubert, obligèrent Macdonald à presser son départ ; et, le 7 mai 1799, il fit ses adieux aux patriotes, laissa une garnison de cinq cents hommes dans le château de Saint-Elme, sous les ordres du chef de légion Méjeant, sortit du royaume en trois colonnes, par Sora et St.-Germano, et se dirigea sur Rome.

Avec Macdonald tous les Français, même Abrial et le consul maritime, quittèrent Naples, et il ne resta plus dans cette ville, de la présence protectrice de la république française, que son drapeau qui flottait comme un météore brillant sur le sommet de la tour Saint-Elme.

(*) La famille Tasso, reconnaissante envers le général en chef, lui fit présent d'un portrait du poète, exécuté de son vivant par le célèbre Zuccaro. Ce portrait, Macdonald le remit à Abrial.



CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVII.

Joie des patriotes au départ des Français. — Scène du temps; les dames napolitaines. — Premier acte de la souveraineté populaire ; accusation de Charles Laubert. — Premiers soins du gouvernement. — Abolition de la noblesse et des droits féodaux. — Lois pour soulager le peuple. — Dévoûment des moines et des prêtres pour instruire la populace. — Les clubs. — La société des amis des lois. — Accusation de deux membres du corps législatif. — Progrès du cardinal Ruffo dans la Calabre, et la Basilicata. — Mort de l'évêque Serao. — La cour de Sicile. — Prise d'Altamura ; excès des croisés. — Les Russes, les Turcs et les Anglais, auxiliaires de l'armée de la Foi, obéissent à Ruffo, cardinal et général en chef.

Si l'entrée des Francais à Naples avait été saluée avec enthousiasme par les patriotes, leur départ devint un objet de réjouissances publiques. A leur arrivée, il devaient apporter la liberté, la paix, le bonheur; grâces à leur éloignement, Naples allait jouir de tous ces

biens. Personne ne se doutait que le sang allait couler après le départ des étrangers, et que des catastrophes devaient succéder à l'invasion, comme des meurtres et la misère l'avaient précédée.

Dès ce jour, la foule des patriotes qui s'étaient tenus à l'écart reparut; dès ce jour, la liberté ne devait plus être un mot trompeur; le despotisme militaire était fini, et le règne de l'égalité, des lois, de la vertu, allait commencer sous les auspices de la république parthénopéenne. Telles étaient du moins les espérances des hommes généreux. Mais, derrière ces justes espérances, des idées exagérées, des vœux coupables se frayaient un chemin rapide. Pour quelques-uns, la liberté, c'était la licence effrénée de la presse et de la place publique, le mépris de la morale et de la pudeur; pour d'autres, une véritable liberté ne pouvait s'établir sans copier exactement les mœurs et les gouvernemens de Rome et de Sparte. Pour le plus grand nombre cependant, la liberté, c'était le respect des droits, de la pensée de chacun; c'était l'oubli du passé, le mépris de la vengeance comme d'une passion indigne des républicains; le pardon des persécutions et des persécuteurs, comme première condition de

paix et de durée. Grâce donc à la licence qui s'établit dans la presse et sur la place publique, une immense quantité d'écrits inonda le pays : ici un auteur invoquait l'ombre de Mazaniello pour lui faire prononcer les discours les plus exaltés ; là, un autre publiait des dialogues entre le *Géant du Palais* (*) et le *Sebeto* (**), sur les amours secrets de Caroline et d'Acton. Tous voulaient flétrir le gouvernement déchu et les races royales aux yeux du peuple, et comme la plus grande partie de ce peuple ne savait pas lire, on imagina de substituer les harangues et les chansons aux écrits. Dès ce moment, les places retentirent de déclamations extravagantes, de couplets orduriers, aux applaudissemens des hommes corrompus et aux grands éclats de rire des lazzari.

En même temps, les citoyens qui portaient les noms de Ferdinand, de Charles, de Fran-

(*) Le *Géant du Palais* était une statue colossale de Jupiter. Cette statue était debout à côté du palais royal, au temps de la république; à présent elle est dans le musée *Dei Regii studii.*

(**) Le *Sebeto* est une petite rivière qui coule à une petite distance de la ville. Cette rivière a été beaucoup célébrée par les poètes, et particulièrement par Sannazzaro.

çois, les changeaient pour ceux de Brutus, de Publicola ou tels autres, empruntés aux grands hommes de l'antiquité; leur haine des rois et des princes allait jusqu'à ne vouloir rien avoir de commun avec eux, pas même leurs noms. Les rues, les places changèrent aussi de dénominations, et les spectacles devinrent de véritables assemblées populaires. Souvent, au milieu des représentations des tragédies d'Alfieri, un orateur se levait, démontrait l'analogie des temps modernes avec les anciens décrits dans la pièce, répétait le serment de haine à la royauté, et la foule des spectateurs électrisée y répondait par les cris mort aux rois! vive la liberté! Les femmes, même dans les classes supérieures, n'étaient pas étrangères aux passions de l'époque; il n'était pas rare de les voir haranguer le peuple au nom de l'égalité et de la fraternité; presque toutes choisirent leurs amans ou leurs époux parmi les patriotes les plus exaltés, et surent plus tard (nous le disons à leur honneur) être fidèles à leur choix, car elles bravèrent la hache du bourreau, les horreurs des cachots, pour soulager dans le malheur ceux qu'elles avaient aimés dans la prospérité.

Mais ces excès sont les seuls qui suivirent l'établissement du gouvernement républicain.

Cette exaltation, ce désordre des idées, bien excusables dans les premiers jours où un peuple rentre en pleine possession de lui-même, n'entraînèrent aucun désordre matériel, aucun trouble répréhensible; pas une goutte de sang ne fut répandue à Naples, pas un enfant n'eut à pleurer sur le cercueil d'un père immolé à la vengeance républicaine, pas une famille ne fut privée un seul instant de son chef : non, un gouvernement présidé par Cirillo ne pouvait faire couler des larmes.

La souveraineté populaire avait été proclamée. Le premier usage que le peuple napolitain en fit fut solennel et digne de ces temps antiques, où l'éloquence seule, en dominant les assemblées, accusait ou défendait le citoyen devant son vrai maître, le peuple. Charles Laubert, un des membres du premier gouvernement provisoire imposé par les Français, accusé d'actes arbitraires et de dilapidations, fut traduit, à sa demande, devant le peuple. Là, usant de son éloquence, s'exprimant avec force et conviction, il soutint son innocence, démontra que la calomnie finit toujours par atteindre les promoteurs des révolutions, fit valoir son patriotisme, et termina en annonçant qu'il quittait sa patrie, qu'il se dévouait à un

exil volontaire pour ôter tout prétexte de discorde aux ennemis de la république, et qu'il emporterait du moins avec lui la consolation d'avoir jeté les bases de la liberté napolitaine.

Le discours de Laubert fit impression ; son éloquence lui rendit l'estime de ses compatriotes, et il fut reconduit à sa maison par la foule des citoyens qui, au lieu d'une condamnation, lui décernèrent une ovation populaire.

Les nouveaux représentans du gouvernement républicain avaient employé, dès leur installation, tous les moyens possibles pour alléger les maux du peuple, détruire les fâcheux effets produits sur lui par les concussions, les désordres, et l'attacher aux institutions. Ils avaient trouvé les caisses vides, les impôts inexigibles dans une grande partie du territoire, à cause de l'insurrection ; les billets de banque discrédités, le commerce détruit, les ateliers fermés, les ouvriers affamés, la misère la plus hideuse menaçant la propriété, la banqueroute imminente. C'est du sein de ce désordre, légué au nouveau gouvernement par l'ancien, qu'il fallait faire sortir une organisation forte, libérale, protectrice, une organisation qui rendît la sécurité au pays, et qui rouvrît les sources nombreuses de sa prospérité.

La première loi votée par le corps législatif fut celle qui abolissait la noblesse et tous les droits féodaux, et quoique les membres de l'assemblée fussent nobles pour la plupart, cette loi n'y rencontra que deux opposans; savoir: le marquis Bruno de Foggia et le prince Pignatelli de Monteleone.

A la suite de cette loi, il fut aussi arrêté :

1.° Que les feudataires produiraient leurs titres sur les forêts, les pâtures et sur tous les terrains jadis possédés en commun par le seigneur avec les villes ou villages, et que toute propriété de ce genre qui avait été usurpée par les premiers sevait rendue et partagée entre les plus pauvres des villes et des villages, comme pour les dédommager de toutes les souffrances endurées par eux jusqu'alors.

2.° Que tous les procès, encore en litige entre les vassaux et les seigneurs, seraient immédiatement terminés en faveur des premiers contre les seconds; car, disait la loi, il n'était pas à présumer qu'un vassal, sans la conviction de la vérité et de la justice de sa cause, eût voulu lutter contre le baron, et plaider devant son juge.

A l'abolition des droits féodaux succédèrent les lois destinées à soulager les souffrances des classes laborieuses.

Tous les impôts indirects furent abolis : plus de monopole sur les tabacs et les sels, plus de droits sur la farine et les boissons ; le travail du pauvre, la sueur de son front ne furent plus taxés pour épargner la fortune du riche.

En même temps, une caisse publique formée par des offrandes particulières, et destinée à secourir les pauvres, fut établie dans chaque arrondissement de la ville de Naples, et Cirillo, l'auteur de cette mesure philantropique, voulut donner l'exemple en déposant le premier, dans ce trésor des pauvres, toute sa fortune, toute son argenterie, tous ses bijoux, jusqu'aux boucles de ses souliers. Ce sacrifice ne suffisant pas, Cirillo proposa et obtint qu'on fît disparaître toutes les broderies des habits des représentans, pour en employer la valeur au profit des pauvres ; enfin, il renonça, dans le même but, à la moitié de ses appointemens. Son exemple fut bientôt suivi, et jamais, dans aucune époque, le sort du pauvre napolitain ne fut l'objet d'une aussi efficace sollicitude.

Dans chaque quartier de la ville, deux fonctions gratuites furent créées sous le nom de *père* et de *mère* des pauvres. Le citoyen et la citoyenne le plus recommandés par l'estime publique furent choisis pour remplir ces nobles

fonctions. Elles consistaient à visiter tous les jours l'obscur asile des indigens pour y apporter les secours que la patrie doit à ses enfans infirmes et malheureux, et procurer du travail à l'ouvrier qui en manquait; enfin, pour faire habiller les enfans pauvres, leur ouvrir la route de l'instruction, et les mettre en état de devenir plus tard des citoyens utiles et dévoués.

Le corps législatif, après avoir amélioré le sort des paysans et assuré celui des pauvres, s'occupa des propriétaires et des possesseurs de billets de banque. Par une loi, il déclara que les dettes des banques étaient dettes nationales, et que les créanciers seraient payés par des assignations sur les biens nationaux. Ainsi ce gouvernement, composé par l'élite du peuple, savait veiller aux intérêts du peuple, et commençait à inspirer la plus grande confiance.

En même temps les moines et les prêtres, pour seconder le gouvernement dans ses efforts, se dévouèrent à l'instruction du peuple. Les nommés Belloni et Pistici, tous les deux moines de l'ordre des Minimes, élevèrent des chaires sur la place publique, et y prêchèrent à l'immense foule des lazzari que l'Evangile était d'accord avec les maximes républicaines, et que le

dogme de l'égalité et de la fraternité avait été établi par le vénérable fondateur de leur ordre, le bienheureux François d'Assises. En même temps le prêtre Michel-Ange Cicconi traduisait l'Évangile dans le patois des lazzari, et leur enseignait dans les places, dans les églises, et jusque dans les cabarets, à être chrétiens et démocrates. Les curés eux-mêmes en faisaient autant dans leurs sermons.

Les oreilles du peuple entendaient ainsi, pour la première fois, ces vérités éternelles que le despotisme politique et religieux s'est de tout temps efforcé de cacher pour consolider sa tyrannie. Les lazzari n'écoutèrent d'abord ce langage qu'avec méfiance; mais quand ils virent que les actes du gouvernement répondaient aux maximes de leurs nouveaux prédicateurs, ils commencèrent à avoir foi dans leurs paroles. Une morale jusqu'alors inconnue allait surgir de ce noble concours de toutes les volontés. Le peuple napolitain allait dépouiller sa vieille enveloppe, et vivre d'une vie toute nouvelle. Pourquoi faut-il que la république ait si tôt péri!

Des clubs ou sociétés patriotiques s'étaient déjà établis à Naples, à l'imitation de ceux de la France et de l'Angleterre. Bientôt ces clubs se

multiplièrent, et prétendirent, non seulement veiller sur la conduite du gouvernement, mais encore sur toutes les branches de l'administration. La société des Amis des Lois qui comptait huit mille affiliés, demanda qu'on écartât des emplois tous ceux qui avaient été nommés par les Français; une autre société, celle des Jacobins, présidée par l'illustre Antoine Salfi (*), accusa comme aristocrates ceux des membres du corps législatif qui s'étaient opposés à la loi contre la noblesse. En effet, un jour, tandis que le corps législatif était en séance, la salle fut environnée par cinq cents jacobins armés, et Louis Serio, avocat célèbre, désigné par Salfi comme accusateur public, se présenta devant l'assemblée, et, dénonçant avec toute la force de son éloquence, comme traîtres, le marquis Bruno di Foggia et le prince de Monteleone, les deux opposans à la loi, ainsi que le ministre de la marine Doria, il demanda l'expulsion des deux premiers du corps législatif

(*) Antoine Salfi est très-connu dans le monde littéraire par sa *Continuation* de l'Histoire de Ginguené sur la littérature italienne, et par une foule d'ouvrages qu'il a publiés à Paris durant son long exil. Il est mort pendant l'été de 1832. Homme pur et vertueux, il est mort rêvant encore la liberté et l'indépendance de l'Italie.

et la destitution du dernier. Le corps législatif voulant en même temps écouter les plaintes des citoyens, et faire respecter la liberté de ses délibérations, se déclara en permanence et appela pour sa garde une légion de la milice nationale. Les débats sur l'accusation s'ouvrirent alors; ils furent très-animés, et se prolongèrent bien avant dans la nuit. En vain les jacobins laissaient entendre de temps en temps des cris de vengeance et de mort, les représentans du peuple, conservant au milieu de ce tumulte toute leur indépendance, continuèrent avec calme leurs discussions. Elles prenaient une tournure favorable, et l'on pouvait déjà prévoir que le maintien dans l'assemblée des deux accusés serait décrété, quand ceux-ci, pour éviter de devenir une cause de guerre civile, donnèrent leur démission, sortirent de la salle, et se jetèrent entre les bras des jacobins qui, satisfaits de leur dévoûment à la patrie, au lieu de les insulter ou d'exécuter leurs menaces, les reconduisirent sains et saufs dans leurs palais, sans prononcer un seul reproche, un seul mot qui pût blesser ceux qui s'étaient confiés à leur garde, à leur loyauté.

Ces deux démissionnaires furent remplacés par deux lazzari désignés par la même société

des Jacobins, qui, enhardie par son coupable triomphe, obtint encore qu'à Doria, ministre de la marine, succédât le célèbre et malheureux Caracciolo, l'amiral qui avait escorté le roi en Sicile, et qui était revenu à Naples pour offrir à sa patrie, dans le temps du danger, son bras et ses talens. Mais tandis qu'à Naples on discutait et on élaborait les lois les plus nécessaires, le cardinal Ruffo, à la tête d'une armée nombreuse, s'avançait en Calabre de succès en succès. Cosenza, Catanzaro, Paola, Monteleone, villes importantes et dévouées au nouvel ordre de choses, avaient dû, malgré la plus courageuse résistance, succomber sous l'attaque des hordes du cardinal. La seule ville de Cotrone avait résisté, grâce à ses remparts, à son artillerie et au dévoûment de ses citoyens.

Les massacres, les meurtres, les excès commis dans toutes les villes, répandirent au loin la terreur; mais le pillage et les contributions exigées par les insurgés les avaient fait subsister, et avaient appelé dans leurs rangs ceux qui n'avaient rien à perdre et comptaient tout gagner dans cette guerre de brigandages, dont le but était la prise et le pillage de la plus opulente ville de l'Italie, de Naples.

La cour de Sicile, informée des progrès du

cardinal, s'apprêta à les seconder: Caroline surtout, qui avait dédaigné les offres de ses féaux Rinaldi et Ruffo, en écoutant le récit de leurs exploits, les horreurs qui accompagnaient leur marche, Caroline, disons-nous, tressaillit de joie, et s'empressa, savourant déjà les douceurs de la vengeance, de soutenir l'entreprise des croisés.

De pleins pouvoirs furent accordés au cardinal avec le titre de vicaire-général du royaume, et la faculté de demander toute espèce de secours aux alliés de la cour de Sicile; des promesses d'immunité, pour toute espèce d'impôts pendant dix ans, furent faites aux Calabrois; des récompenses énormes furent annoncées aux chefs des insurgés Fra Diavolo et ses collègues; et comme Mammone les surpassait tous par ses goûts sanguinaires et sa férocité, le roi Ferdinand, à l'instigation de Caroline, voulut lui accorder une distinction toute particulière; en effet, il lui écrivit une lettre de remercîmens, où il ne rougit pas de l'appeler : *mon général et mon ami.*

En même temps, des armes, des munitions furent envoyées au cardinal, ainsi que deux régimens de cavalerie aux ordres de Micheroux, émigré français, et du prince de Luparano. A

ces secours il faut joindre une grande quantité d'officiers siciliens et napolitains, qui vinrent rejoindre les insurgés avec le projet de discipliner et de commander leurs masses furibondes; mais ce fut inutilement qu'ils le tentèrent : leur voix ne fut écoutée ni du cardinal ni de ses bandes. L'un continua à prodiguer ses bénédictions au milieu des crimes et des rapines; les autres, à brûler, à piller, à violer, comme par le passé. En vain les deux officiers supérieurs portèrent des plaintes sérieuses et de sages conseils à son éminence; en vain ils plaidèrent devant lui, et dans l'intérêt de la cause royale, la cause plus sacrée de l'humanité; le prélat demeura inflexible : le prélat d'ailleurs ne pouvait enfreindre son pacte avec les bandits qui composaient son armée. Ne les avait-il pas appelés au nom du paradis et du pillage? Mais Micheroux et Luparano, qui ne voulaient point autoriser, par leur présence, de si horribles forfaits et en partager la honte et la responsabilité, se décidèrent à quitter les croisés et à parcourir le royaume, pour essayer de le replacer sous le gouvernement de la légitimité et du bon plaisir de Caroline et d'Acton.

Ruffo ne fut point déconcerté de l'abandon

des deux officiers ; il continua sa route vers la Basilicata, entra à *Potenza* , sa capitale ; et là , par son ordre et par les mains infâmes de ses brigands, fut fusillé dans son propre lit l'évêque Serao , homme qui réunissait, à la piété et à la vertu la plus pure, les connaissances les plus étendues et les plus variées, mais qui avait eu le tort, impardonnable aux yeux de la cour pontificale, de se déclarer contre sa suprématie religieuse, et de soutenir les droits de l'état contre les usurpations de Rome (*).

De Potenza, le cardinal s'avança sur Altamura, dans la terre de Bari, ville qu'il prit d'assaut, et qu'il abandonna pendant quinze jours à toutes les fureurs de ses cannibales. Les maisons incendiées, les cloîtres de religieuses violés, les églises profanées, annoncèrent l'entrée des soldats de la foi; les patriotes, ou massacrés, ou brûlés, ou fendus comme des troncs d'arbres avec des coins de fer, ou dévorés par des chiens, ou rôtis sur des charbons ardens; les enfans étouffés sur le sein de leurs mères, ou écrasés contre les murailles; les femmes enceintes outragées, puis éventrées

(*) V. de Potter, Vie de Scipion de Ricci, évêque de Pistoja, vol. 1.er, pag. 179.

pour arracher de leur sein le fœtus à peine formé, signalèrent l'entrée des partisans de la royauté légitime. Ni l'âge ni le sexe ne furent épargnés, et Altamura, pendant deux semaines, vit s'accomplir dans ses murs des crimes, des orgies, des actes si infâmes, si inouis, qu'il n'existe dans aucune langue d'expressions assez fortes pour flétrir dignement et ceux qui les commirent et ceux qui ne les punirent pas.

Après la conquête d'Altamura, le cardinal se décida à diriger ses troupes sur Naples, et, pour renforcer les soixante mille brigands qu'il avait sous ses ordres, il demanda aux trois amiraux des flottes turque, russe et anglaise, qui stationnaient dans l'Adriatique, quelques milliers de soldats disciplinés et une nombreuse artillerie. Sa demande lui fut accordée, et l'on vit ainsi les schismatiques grecs, les protestans, les musulmans, se faire les auxiliaires de l'armée catholique pour défendre une royauté impie; et Ruffo, fier de voir marcher sous ses ordres et la croix romaine et l'aigle de Russie et le léopard d'Angleterre et le croissant de Mahomet, s'avança plein d'espérance et d'audace vers la malheureuse Naples.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XVIII.

Les républicains se disposent à combattre. — Mesures énergiques du ministre de la guerre. — Dévoûment des duchesses de Cassano et de Popoli. — Conspirations découvertes. — Le religieux Pistici. — Lois décrétées par le corps législatif. — Les Anglais bloquent le port de Naples. — Caracciolo les attaque. — Récompenses données aux marins. — Constitution napolitaine présentée au corps législatif. — Tristes résultats de l'expédition contre le cardinal. — Le ministre de la guerre réunit un autre corps d'armée. — Enthousiasme des républicains. — Organisation d'une légion de patriotes calabrois; leur proclamation. — Les deux frères Caracciolo de Roccaromana. — Le cardinal archevêque de Naples excommunie Ruffo. — Zèle des évêques patriotes. — Revue et départ des troupes républicaines; leur générosité envers les prisonniers de Castellamare; leurs revers. — État de Naples. — Desseins des royalistes. — Exaltation des républicains. — Les sociétés patriotiques. — Création d'un tribunal révolutionnaire. — Mesures de terreur; la patrie déclarée en danger. — Le canon d'alarme. — Offres des lazzari rejetées. — Préparatifs de Ruffo pour attaquer la ville.

La nouvelle de la prise d'Altamura et le récit des excès commis par les vainqueurs produisirent à Naples diverses émotions. Les

hommes faibles s'épouvantèrent; les royalistes crurent au triomphe de leur cause; les républicains poussèrent un cri de vengeance, et ce cri fut répété par les patriotes calabrois échappés aux massacres des brigands de Ruffo, et qui s'étaient réfugiés à Naples, au milieu de leurs frères, pour vaincre ou mourir avec eux.

Le ministre de la guerre, le vertueux, mais trop insouciant Manthoné, qui jusqu'alors n'avait pas porté toute son attention sur l'entreprise de Ruffo, comprit trop tard que ce prêtre aventureux n'était pas seulement à la tête d'une poignée de brigands, comme il l'avait cru, mais qu'il disposait d'une armée dont le nombre et le fanatisme menaçaient d'ébranler jusque dans ses fondemens la naissante république.

Cette aveugle sécurité du ministre de la guerre fut la source de tous les malheurs qui suivirent. En vain lui avait-on dit que les insurgés étaient maîtres de la Calabre, que leur nombre était considérable, il avait persisté dans l'idée que les seuls patriotes des provinces pourraient arrêter leurs progrès; et quand la nouvelle de la prise d'Altamura lui fit enfin ouvrir les yeux, le mal était devenu irréparable.

Manthoné, quoiqu'il en soit, comprenant toute la gravité du péril, s'apprêta à lui tenir

tête. La garde nationale de Naples fut portée à vingt mille hommes, et placée sous les ordres des généraux Bassetta, ancien officier, et Gennaro Serra, de l'ex-maison princière de Cassano. On leur donna pour adjudans-généraux François Grimaldi et Antoine Pineda. Le Château-Neuf et le château de l'OEuf furent confiés à l'ex-chevalier Massa et à l'ex-prince de Santa Severina, Bisignano. Le commandement de la place échut au général Federici, homme courageux et intègre. Des corps de garde furent établis dans chaque rue, des sentinelles placées partout de trente pas en trente pas.

En même temps, Manthoné appela aux armes les ex-soldats de l'armée royale, ouvrit des enrôlemens volontaires, invita les anciens officiers à reprendre du service, et put ainsi organiser à la hâte un corps de six mille hommes, qu'il destinait à marcher contre Ruffo, si l'argent nécessaire lui eût été fourni par le gouvernement; mais le gouvernement avait épuisé toutes ses ressources; les caisses étaient vides, et il ne pouvait satisfaire aux demandes du ministre de la guerre qu'en faisant un appel au patriotisme des citoyens.

Deux dames, célèbres alors par leur beauté, les duchesses de Cassano et de Popoli, se char-

gèrent d'être auprès de tous les citoyens les interprètes des besoins du pays. Quêtant au nom de la république et de la patrie, elles se présentèrent dans toutes les maisons, inspirèrent à chacun leur enthousiasme, et recueillirent une somme double de celle qui était nécessaire aux besoins de l'armée.

Cet acte de dévoûment valut à celles qui l'avaient accompli les éloges publics du gouvernement, et accéléra le départ de l'armée, qui, divisée en deux colonnes, sous les ordres de Schipani et de Belpussi, ancien aide-de-camp de Bonaparte, se dirigea par deux points différens à la rencontre de Ruffo.

Avec le départ de l'armée, le calme et la sécurité semblèrent renaître à Naples, et Eleonora Fonseca, en rédigeant le Moniteur, enfla ses colonnes des succès que devaient remporter les républicains, des défections qui devaient s'opérer parmi les royalistes, et annonça que de nombreuses troupes françaises allaient arriver au secours de la république sur une flotte franco-espagnole. Au milieu de cette sécurité, deux conspirations royalistes furent découvertes.

La première, ourdie par les deux frères Backer, négocians allemands, fut dévoilée au

gouvernement par leur femme de chambre. On trouva chez les Backer la liste des conjurés, des armes, des plans, des cocardes et des drapeaux aux couleurs royales.

La seconde fut découverte par les investigations du fameux Pistici, moine de St.-François. Son habit inspira la confiance à quatre matelots ; ses exhortations, ses railleries contre la république, pendant une promenade en bateau faite avec eux, leur fit croire que le moine était de leur parti ; ils lui donnèrent rendez-vous pour le soir avec le dessein de l'initier aux secrets de la conspiration qui se tramait contre le gouvernement. Pistici évita soigneusement, en les quittant, la rencontre des patriotes ses amis, et rentré dans son couvent, il n'en sortit que le soir à onze heures, instant fixé pour le rendez-vous. Il se rendit sur le port où les quatre matelots l'attendaient. Ceux-ci, par précaution, lui bandèrent les yeux, et après de longs détours, Pistici se trouva dans une cave, où six mille fusils anglais, un grand nombre de sabres et des barils de cartouches étaient déjà déposés. Là, au milieu de ces armes et à la lueur d'une lanterne, les matelots, après avoir obtenu du moine un serment solennel, lui dévoilèrent qu'à l'approche du car-

dinal, dix mille lazzari et matelots devaient se soulever, attaquer les républicains par derrière, et assurer ainsi le triomphe de la cause du roi et de la religion.

Pistici, les yeux bandés de nouveau, fut reconduit sur le port, d'où il courut aussitôt dénoncer au gouvernement les révélations qu'il avait reçues. Comme il ne pouvait désigner le lieu du dépôt des armes, on décida d'arrêter les quatre matelots, et pour mettre encore à profit la confiance que leur avait inspirée le moine, et arriver par là à des révélations plus complètes, il fut convenu qu'il se laisserait arrêter avec eux, et qu'il partagerait courageusement toutes les souffrances et les privations de leur captivité.

Ce dessein s'exécuta comme il avait été préparé. Pistici donna un nouveau rendez-vous aux matelots qui l'acceptèrent ; et tous les cinq ils furent arrêtés, chargés de fers, et jetés dans un obscur cachot : mais, ni la vue des chaînes dont le poids fut doublé pour le moine, ni les coups qu'il reçut de la part des geoliers, ni toutes ses roueries pour donner le change à ses compagnons de capitivité ne produisirent aucun fruit. Du moment où ils se virent arrêtés, les matelots devinèrent la trahison, accablèrent

Pistici d'injures, et nièrent avec le plus courageux sang-froid leur participation à aucun complot. En vain Pistici resta-t-il plusieurs jours dans une affreuse situation, en vain endura-t-il d'horribles souffrances; obligé de renoncer à son dessein, il quitta le cachot, et reparut au milieu des patriotes avec les marques de son inutile dévoûment.

Les membres du corps législatif, à la vue de ces conspirations, ne savaient comprendre pourquoi le peuple, soulagé de tous les impôts, assisté dans ses besoins, dirigé par un gouvernement éclairé et ami de son repos, pouvait lui préférer le despotisme royal avec ses spoliations, ses charges pesantes, sa profonde indifférence pour les misères publiques. Ils crurent d'abord que le discrédit des billets de banque était la cause du mécontentement, et ils ordonnèrent la vente des forêts et des domaines royaux jusqu'à la concurrence de 19 millions, autorisant les acquéreurs à payer en billets de banque, sur lesquels un bénéfice de 10 pour 100 leur fut accordé.

Ils ne s'en tinrent pas à ces mesures et à quelques autres semblables. Craignant d'être inhabiles à faire seuls le bien du pays, ils appelèrent tous les hommes éclairés à les aider de leurs lu-

mières et de leurs conseils. Tant d'efforts généreux, tant de zèle et de dévoûment furent mal appréciés par la populace napolitaine. Privée d'instruction, travaillée par les agens de la royauté qui lui promettaient le pillage des maisons des riches, cette populace était toujours prête à se soulever contre la république.

Pour accroître les embarras du gouvernement et favoriser les mouvemens populaires, les Anglais voulurent resserrer le blocus; mais l'illustre Caracciolo, choisissant un jour où la mer était calme, arma une escadrille de canonnières et de bombardières, les seuls navires sauvés de l'incendie de la flotte, et protégé par les batteries de la côte de Voja et de Pansicola, il attaqua les frégates et les vaisseaux ennemis, les obligea, après plusieurs heures de combat, à prendre le large, et rentra le soir à Naples aux applaudissemens du peuple entier.

Le gouvernement voulut montrer en cette occasion comment une république sait récompenser ceux qui se dévouent pour elle. Après avoir honoré le courage et le patriotisme de Caracciolo, il s'occupa surtout de secourir les veuves et les enfans des marins morts dans le combat. Les unes reçurent cinquante ducats; les autres continuèrent à toucher la solde de

leurs pères, et la patrie les adopta pour ses enfans. En même temps, des récompenses furent prodiguées à tous les marins qui avaient combattu, et un banquet civique leur fut offert, à eux et à leurs familles. Le peuple put voir par là que, sous un gouvernement républicain, la reconnaissance de la patrie savait découvrir le mérite, dans quelque rang qu'il fût caché.

Cependant le corps législatif avait commencé ses discussions sur la constitution républicaine qui devait régir le pays. Le projet en avait été élaboré par Marius Pagano, mais il avait le tort peut-être de paraître dans plusieurs de ses dispositions, l'imitation trop fidèle des constitutions Française et Cisalpine. Toutefois, Pagano qui était un homme de génie, comprenant la lutte qui devait naturellement exister entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, pour en prévenir les funestes résultats, avait imaginé un troisième pouvoir: celui des censeurs. Ces magistrats, au nombre de six, nommés par le peuple, jamais rééligibles, devaient veiller à l'observance des lois, empêcher les usurpations et l'arbitraire du pouvoir exécutif, présenter la liste de tous les employés des administrations, et destituer ceux contre lesquels il s'élèverait de justes plaintes.

La censure dans les idées de Pagano, assurait l'indépendance et l'harmonie des pouvoirs, la puissance et le respect des lois ; elle rétablissait le lien naturel qui subordonne les administrateurs au peuple et non au pouvoir exécutif.

Tandis que ces discussions occupaient le pouvoir législatif, des nouvelles de l'expédition dirigée contre Ruffo arrivèrent au ministre de la guerre ; elles étaient fâcheuses. Il voulut les tenir secrètes, tandis qu'il travaillerait à organiser un nouveau corps d'armée ; mais tout fut bientôt connu. On sut que les républicains avaient été défaits et obligés de battre en retraite ; que Spinelli avait été tué, et son corps dispersé au pont de Campestrino ; que Carafa s'était réfugié avec les restes de sa légion dans la forteresse de Pescara ; que Schipani, battu par les troupes de Sciarpa, s'obstinait à lui tenir tête, et que Belpussi, accablé par le nombre, opérait sa retraite sur Naples.

A ces nouvelles déjà si affligeantes venaient se joindre des bruits plus sinistres encore. On assurait que toutes les provinces, soit spontanément, soit par l'effet de l'intrigue ou de la force, avaient levé l'étendard de la révolte, massacré les républicains, et que l'armée de

Ruffo, grossie par les renforts venus de ces provinces, marchait sur deux colonnes contre Naples. Quelques villes, disait-on, avaient seules résisté à ce torrent dévastateur, et parmi elles on citait Castel Nuovo, dont les habitans de tout âge, de tout sexe avaient fondu les tuyaux des orgues, les plombs des fenêtres pour en faire des balles; avaient démoli les murailles de leurs maisons pour y chercher le salpêtre; avaient enfin repoussé avec courage les brigands, aux cris de vive la liberté! vive la république!

Tous ces revers, au lieu d'abattre l'énergie des patriotes napolitains, ne firent qu'exciter leur enthousiasme, et Manthoné, quoique réduit à recruter ses troupes dans la seule capitale, put organiser en quelques jours une division forte de six mille hommes et un corps d'artillerie proportionné. En même temps, les émigrés calabrois se formèrent en une légion forte de trois mille hommes, dans laquelle s'enrôlèrent les hommes de tout état, de tout âge; le riche qui avait tout sacrifié à la liberté, le moine qui avait préféré la liberté à son couvent, les prêtres qui croyaient faire triompher la religion par la république.

Tous ces généreux enfans de la Calabre, ins-

pirés par le plus noble patriotisme, par le plus complet dévoûment, réhabilitaient par l'exemple de leurs vertus cette même terre que souillaient ses autres enfans, ceux qui combattaient sous les ordres de Ruffo.

La légion organisée, une proclamation fut publiée en son nom, dans laquelle le caractère passionné et opiniâtre des Calabrois se peignait tout entier. Nous avons tout perdu, disaient les membres de la légion, tout sacrifié à la liberté, femmes, enfans, propriétés, aisance, aujourd'hui nous ne respirons plus que sang et vengeance : « Nous allons chercher la mort; il » nous est indifférent de la recevoir, pourvu » que notre patrie vive libre et heureuse, et » que nous mourions vengés ! »

A cette proclamation, Manthoné répondit par une autre, dans laquelle il témoignait aux patriotes Calabrois la gratitude du gouvernement, pour leur noble conduite qui excitait l'émulation des républicains et faisait renaître la confiance dans leurs cœurs. « Non, leur di- » sait-il en finissant, non, une république qui » a dans son sein des héros tels que vous ne pé- » rira pas. »

Malheureusement tous les Napolitains n'imitèrent pas ce beau dévoûment. Lucio Carac-

ciolo, duc de Roccaromana, qui avait secondé Moliterno dans la scène religieuse de la procession ; Caracciolo qui avait conspiré pour favoriser l'entrée des Français à Naples et avait concouru à la prise de St.-Elme ; Caracciolo que le gouvernement républicain avait nommé général, Caracciolo à cette époque devint traître à sa patrie, à la liberté, à la cause qu'il avait défendue toute sa vie.

Le gouvernement avait invité Lucio Caracciolo à organiser un régiment d'hussards, dans les environs de Naples, en mettant à sa disposition les fonds nécessaires. Caracciolo avait accepté ; mais à peine le régiment fut-il organisé, qu'il déserta, et alla s'offrir lui et sa troupe à Ruffo.

Tandis que Lucio Caracciolo ternissait ainsi en un jour toute sa gloire passée, Nicolas Caracciolo, son frère, ne voulant pas qu'on le crût complice de sa défection, offrit de se constituer prisonnier, demanda qu'une enquête lui fournît les moyens de prouver son innocence, si elle était soupçonnée, et proposa, dans le cas où elle ne le serait pas, de lever à ses frais un régiment de cavalerie et d'aller se battre à sa tête contre l'ennemi, et même contre son frère.

Cette dernière offre fut acceptée par le gou-

vernement et Nicolas Caracciolo s'empressa de la mettre à exécution.

Mais pendant que Manthoné usait de tous ses moyens militaires pour défendre la république, le clergé de Naples recourait dans le même but à ses armes spirituelles : les prédicateurs redoublaient de zèle; les évêques Natali et Della Torre menaçaient d'excommunication ceux qui ne se soumettraient pas au nouveau gouvernement, et le cardinal archevêque, fidèle à ses sentimens patriotiques, publiait en sa qualité de primat, une lettre pastorale, dans laquelle il ordonnait 1.° de substituer dans toutes les prières de l'église le nom de la république à celui du roi; 2.° de refuser toute absolution aux ennemis de la république, ou à ceux qui, connaissant des complots ou des dépôts d'armes, n'allaient pas les dénoncer au gouvernement. L'archevêque prenait soin aussi dans cette même lettre de démentir les proclamations du cardinal Ruffo, qu'il traitait d'imposteur, d'ennemi de dieu et de l'état, lui reprochant de prêcher le désordre, le meurtre, le pillage, au nom d'une religion de paix, de charité, de justice : cette lettre était terminée par l'excommunication en forme du cardinal Ruffo et de ses adhérens.

Ce mandement aurait pu produire un heureux résultat si le peuple napolitain eût été vraiment religieux ; mais, nous le répétons, son culte était matériel, sa foi subordonnée à ses passions ; aussi, peu se soucièrent les royalistes d'être ou non excommuniés : ils n'en continuèrent pas moins à conspirer, tandis que Ruffo, pour ne point demeurer en reste à l'égard de l'archevêque, l'excommuniait à son tour.

Manthoné, ayant achevé tous ses préparatifs militaires, se disposait à partir, mais auparavant il voulut rassurer les esprits des habitans de la capitale par un grand déploiement de troupes : une revue fut ordonnée, au milieu de laquelle on devait fusiller les prisonniers faits sur les insurgés de Castellammare, et brûler leurs drapeaux. La garde nationale à pied et à cheval se forma sur deux files dans la belle rue de Toledo. La troupe de ligne se développa sur la place du Château-Neuf. Les prisonniers furent promenés devant les troupes, les mains liées derrière le dos, puis conduits sur la place du Château pour y attendre l'instant de leur supplice. Là, tandis qu'un vaste bûcher destiné à brûler les drapeaux du roi était apprêté, les malheureux prisonniers, pâles, tremblans, à genoux au pied de l'arbre de la liberté, attendaient, au

nombre de deux cent cinquante, que leur dernière heure fût sonnée.

Mais tout-à-coup un cri unanime s'éleva du sein de la foule des spectateurs : *Grâce, grâce aux prisonniers!* Ce cri fut exaucé : les fers tombèrent des mains de ces citoyens égarés, qui, dans le délire de leur reconnaissance, coururent embrasser l'arbre de la liberté, aux cris mille fois répétés de *vive la république!*

En même temps une collecte se fit sur la place, et le montant en fut distribué aux prisonniers, qui, touchés de tant de générosité, s'enrôlèrent presque tous dans les troupes de la république, et s'offrirent à partir avec Manthoné.

Après cet acte d'une générosité qui honore les républicains, tous les officiers s'élancèrent sur les drapeaux du roi, les mirent en pièces, aux cris de mort aux tyrans, en distribuèrent les lambeaux aux soldats qui les placèrent au bout de leurs baïonnettes. Ainsi finit, sans effusion de sang, une journée destinée d'abord au massacre de deux cent cinquante victimes.

Le lendemain, Manthoné confiant une moitié de sa division à Schipani qui devait tenir en échec le corps commandé par Sciarpa, marcha lui-même avec l'autre moitié à la rencontre

de Ruffo. Malheureusement l'insuffisance de ses forces fit échouer son plan. Il battit, il est vrai, toutes les avant-gardes ennemies; mais, quand il arriva en présence de Ruffo, à la tête de cinquante mille brigands que dirigeaient des officiers habiles, et que soutenaient des troupes de ligne russes et anglaises et une nombreuse artillerie, il fut obligé de se replier sur Naples, harcelé sans cesse dans sa retraite, et contraint d'abandonner à l'ennemi ses bagages et ses canons.

A la nouvelle de cette retraite, Schipani, qui n'avait rencontré aucun obstacle dans sa marche, mais dont les efforts n'avaient pu empêcher la jonction de Sciarpa avec le cardinal, Schipani, disons-nous, se replia également sur Naples, et s'étant retranché sur un plateau, près de la torre dell' Annunciata, à huit milles environ de la capitale, il attendit les ordres du gouvernement.

Cette double retraite jeta la consternation dans Naples dont la situation devint dès-lors très-critique. En effet, toutes ses communications avec les provinces étaient coupées; les Anglais bloquaient de nouveau son port; les vivres commençaient à manquer; et tandis que le cardinal la menaçait d'une invasion qui de-

vait surpasser en ravages toutes celles que l'histoire a gravées en traits de sang dans ses pages, les lazzari se préparaient à prendre leur revanche sur les patriotes. Le pillage, le meurtre, la famine, telle était la perspective des malheureux Napolitains.

Les royalistes cependant, se croyant assurés d'un prochain triomphe, se préparèrent à en profiter: ils louèrent des maisons pour y déposer le butin aux jours du pillage; ils marquèrent, la nuit, de croix rouges et noires, les demeures des patriotes qu'ils devaient égorger aux jours de la vengeance.

Cependant le courage des patriotes ne fit que se retremper au milieu de tant de périls: ils jurèrent de tenir tête aux lazzari, aux royalistes, aux Anglais, aux brigands de Ruffo; de vaincre en un mot ou de s'ensevelir sous les ruines de Naples; toutes les sociétés patriotiques se réunirent en un seul corps, et choisirent pour général en chef Joseph Writz, citoyen Suisse; ce choix fut approuvé par le gouvernement; les prisons et les bagnes furent minés, pour apprendre aux hommes de désordre que la plus légère tentative de révolte leur coûterait la vie; le frère du cardinal Ruffo, ceux de Micheroux et de Dillon, l'évêque

d'Avellino, et tous les individus dont les parens combattaient dans l'armée de la foi, furent conduits comme ôtages dans les forteresses; un tribunal révolutionnaire, qui devait juger sur un simple procès-verbal, fut établi et présidé par Vincent Lupo, avocat; tous les employés et les fonctionnaires, excepté les membres du corps législatif, ceux du pouvoir exécutif et les quatre ministres, furent obligés de se faire inscrire sur les cadres de la garde nationale mobile; un appel fut fait à tous les hommes capables de porter les armes; des canons furent braqués sur les places du Petit-Port et du Marché, pour tenir en respect les lazzari, tandis que Méjean, commandant de St.-Elme et de la garnison française, menaçait, dans une proclamation énergique, de bombarder Naples au premier mouvement insurrectionnel.

Le directoire ne s'en tint pas là : voulant frapper les esprits par une de ces solennités usitées dans les républiques anciennes au milieu de semblables circonstances, il déclara le 5 juin, avec tout l'appareil possible, que la patrie était en danger, et il invita tous les citoyens à s'armer pour la défendre. L'épouvante alors et la consternation se saisirent de tous les habitans paisibles qui n'appartenaient ni aux complots roya-

listes, ni aux clubs républicains; beaucoup d'entr'eux cherchèrent des retraites obscures pour s'y mettre à l'abri des périls qu'ils prévoyaient, et tous attendirent une catastrophe plus terrible que celle d'Altamura et de Cosenza.

Le gouvernement avait décrété qu'au moment où trois coups de canon seraient tirés, tous les individus appartenant aux sociétés patriotiques ou à la garde nationale devaient se rendre aux lieux fixés pour leur réunion; que les fenêtres des maisons devaient être aussitôt fermées; que tout individu n'appartenant pas aux corps ci-dessus désignés, et rencontré dans les rues une demi-heure après les trois coups de canon serait fusillé : enfin que trois autres coups de canon seraient encore tirés pour annoncer aux citoyens que la circulation était redevenue libre.

En effet, le 10 juin, à huit heures du soir, le canon d'alarme se fait entendre, et aussitôt un trouble extrême se répand dans la ville : tout ce qui n'est pas déterminé à combattre court s'enfermer dans les maisons, le reste prend les armes et se rend aux postes désignés par les chefs.

Ce n'était qu'une fausse alerte. Bientôt, Writz, Manthoné et Bassetta se présentèrent

pour remercier les patriotes au nom du gouvernement, et après quelques paroles énergiques ils les congédièrent, en leur annonçant que le canon d'alarme n'avait été tiré que pour connaître le nombre des vrais patriotes, de ceux qui étaient décidés à mourir ou à vaincre.

Le lendemain matin, trois nouveaux coups de canon annoncèrent aux habitans que la liberté de circuler dans la ville leur était rendue : mais peu en profitèrent, tant avait été profonde la terreur qui s'était emparée des esprits timides.

Un résultat de ces mesures alarmantes que les patriotes n'avaient pas prévu, fut que le pain manqua un moment chez les boulangers. Les familles qui s'étaient renfermées dans leur maison, ne sachant pour combien de temps elles y seraient confinées, s'étaient approvisionnées en conséquence, et, quand la circulation fut rétablie, une foule de citoyens, qui n'avaient pas pris les mêmes précautions, ne trouvèrent plus de pain nulle part. Heureusement cette espèce de disette fut de courte durée, et les républicains, par leurs efforts et leur surveillance, y eurent bientôt remédié.

Cependant les deux lazzari qui faisaient partie du corps législatif, désireux d'aug-

menter le nombre beaucoup trop restreint des défenseurs de la patrie, étaient d'avis qu'on fît prendre les armes à la foule des lazzari, avec la précaution toutefois de renfermer dans les châteaux leurs femmes et leurs enfans, pour en faire les gages de leur fidélité : mais cet avis ne fut point adopté, sous le prétexte qu'on manquait d'armes; seulement, on permit aux lazzari les plus connus par leurs sentimens républicains de se mêler dans les rangs de la garde nationale.

Le danger croissait d'heure en heure : le 12 juin, Ruffo ayant réuni ses deux corps d'armée, montant ensemble à soixante mille hommes, fit enfin ses dispositions d'attaque contre la ville, choisissant à l'imitation des Français, les trois points de Foria, de la porte Capuana et du pont de la Maddalena, où il commandait en personne. Les patriotes, de leur côté, se préparèrent à le bien recevoir, tandis que Caracciolo, armant sa flotille, se tint prêt à prendre en flanc la colonne dirigée contre le pont de la Maddalena.

Les préparatifs achevés de part et d'autre, on attendit au lendemain pour commencer le carnage et donner au monde le spectacle de la plus hideuse discorde civile.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XIX.

Attaque de Ruffo, résistance des patriotes. — Mort d'Antoine Toscano. — La nuit du 12 juin 1799. — Combat dans les rues. — L'armée de la foi prend possession d'une partie de la ville — Ruses du cardinal Ruffo ; les miracles de St-Antoine, pillage, dévastation, atrocités commises par les assaillans. — Détermination des patriotes ; faits mémorables : trêve, service funèbre, et repas. — Capitulation. — Nelson et les Anglais; violation du traité, mort de Caracciolo. — Ferdinand arrive à Naples; scènes hideuses, décrets royaux; départ de Ferdinand; conduite de Méjean, commandant de St.-Elme. — Continuation des désordres et de l'anarchie ; fêtes sur les vaisseaux anglais.

Le 12 juin 1799, à midi, une violente explosion se fit entendre à Naples; les maisons tremblèrent, les vitres se brisèrent, un cri d'épouvante fut poussé par les femmes et les enfans, les républicains coururent aux armes.

Le premier effroi passé, chacun se demande quel est ce bruit et quelle en est la cause. Les uns prétendent que c'est le com-

mencement de l'attaque du château de l'Œuf par les vaisseaux anglais, les autres que c'est l'avant-coureur d'une éruption du Vésuve; tous se trompaient.

A la distance d'un mille de la capitale, et sur la route du pont de la Maddalena à Portici, existait la petite forteresse de *Villiena*, dont la défense était confiée à une garnison calabroise. Le cardinal avait fait attaquer cette forteresse dès la pointe du jour, et la garnison, après avoir soutenu jusqu'à midi les efforts de plus de dix mille assaillans, après avoir épuisé tous ses moyens de défense, après avoir livré sur les remparts et dans l'esplanade un combat meurtrier, la garnison, disons-nous, réduite à une poignée de braves, succomba tout entière. Un seul survécut: c'était le commandant Antoine Toscano. Expirant, criblé de blessures, il eut la force de se traîner jusqu'à la poudrière de la forteresse, y mit le feu, et fit ainsi sauter lui, les remparts et les assaillans. Ce fut là l'explosion qui donna à Naples l'alarme dont nous venons de parler.

En même temps Louis Serio, âgé de soixante ans, avocat et poète célèbre, se faisait tuer en défendant un autre avant-poste, à la tête de tous les jeunes gens de son étude, qui, à l'exem-

ple des Calabrois de Villiena, préférèrent la mort à une retraite honteuse.

Après ces combats d'avant-postes, l'attaque devint générale sur tous les points. D'un côté, l'amour de la liberté opéra des prodiges; de l'autre, l'espoir du pillage, la soif de la vengeance, poussèrent les masses à combattre avec un acharnement sans exemple. Pendant tout le jour, le sang coula à flots de part et d'autre. Le général Writz, quoique blessé dès le commencement de l'action, continua à opposer la plus belle résistance contre le front de la troupe du cardinal, tandis que Caracciolo, avec sa flotille, foudroyait ses flancs. Partout la résistance fut opiniâtre, vigoureuse; partout les républicains repoussèrent avec avantage les attaques des brigands, et rendirent douteuse l'issue du combat.

Tout-à-coup, plus de six mille lazzari tirant des caves les armes qui y étaient cachées, vinrent attaquer par derrière le corps de républicains qui défendait le pont de la Maddalena; mais cette attaque devint funeste aux lazzari; la légion calabroise, se détachant avec quelques canons, alla à leur rencontre, les repoussa, les poursuivit jusque dans les maisons, en fit un

affreux carnage, puis retourna triomphante à son poste.

Vers les huit heures du soir, Ruffo, découragé de son peu de succès, étonné de la résistance qu'une poignée d'hommes opposait à ses masses profondes, ordonna la retraite sur toute la ligne, et reprit ses positions de la veille. Les républicains de leur côté, laissant de nombreux détachemens sur tous les points qui avaient été attaqués, rentrèrent à Naples pour se reposer de leurs fatigues, et se tenir prêts le lendemain à recommencer le combat.

La nuit du 12 juin 1799 était déjà avancée, un calme profond régnait à Naples, quand tout-à-coup le cri de *vive le roi* se fit entendre dans les rues. Une foule nombreuse de lazzari armés les parcouraient sous les ordres de *Gennaro Tausano*. Ce Tausano était un riche propriétaire, le secret correspondant de Ruffo, et qui, pour éloigner tous soupçons, s'était fait inscrire sur les registres des sociétés patriotiques, et avait joué le rôle du plus exalté républicain.

Aux cris de vive le roi succédèrent les ordres d'éclairer tous les balcons, sous peine de mort. Ils furent assez exécutés pour que les lazzari pussent se reconnaître, se réunir et marcher en

bon ordre à l'attaque des détachemens républicains qui occupaient Foria, Capedimonte et le pont de la Maddalena ; pendant ce temps le cardinal, averti du mouvement, attaquait de front les mêmes détachemens. Pris ainsi entre deux feux, les républicains, après avoir long-temps disputé le terrain, se frayèrent à la baïonnette un passage vers la ville, où ils portèrent la terreur et la mort parmi les lazzari qui encombraient les rues. La plus horrible confusion règna alors dans Naples ; là, le régiment républicain des guides de Roccaromana, en se retirant, faisait retentir les rues des cris de vive la liberté, et sabrait les lazzari sur son passage; ici des patriotes isolés ou surpris étaient égorgés par les lazzari ; ailleurs la légion républicaine calabroise accourait pour disputer la victoire aux royalistes; partout les patriotes qui avaient combattu le matin reprenaient les armes ; les uns se réunissaient à leurs postes, les autres engageaient le combat du haut des croisées : c'était un tumulte, un pêle-mêle, une confusion qu'il est impossible de décrire.

Les brigands de Ruffo, cependant, introduits dans la ville et guidés par les lazzari, commencèrent de tous côtés le pillage. La plus grande partie de la ville était dès-lors au pouvoir des

royalistes ; les patriotes, malgré leur courage surnaturel, ne tenaient plus que dans la rue de Toledo, la place de St.-Ferdinand, le palais royal devenu palais national, la rue de Sainte-Lucie, le couvent de Saint-Martin, et toutes les forteresses. C'est dans cette étroite enceinte que se trouvaient réunis les plus énergiques défenseurs de la patrie; c'était là le dernier vestige, le dernier espoir de la république agonisante.

Tel était l'état de la ville, quand la journée du 13 juin commença. Ce jour était celui du bienheureux St.-Antoine. Déjà, une foule d'actes abominables avaient été commis, dans plusieurs quartiers : mais le cardinal voulant ajouter au fanatisme sanguinaire et pillard de ses bandes, le fanatisme non moins pillard et sanguinaire des lazzari, imagina, pour les attacher sans retour à sa cause, de faire répandre parmi eux le bruit mensonger que les républicains étaient décidés à les pendre tous, s'ils parvenaient à repousser l'armée de la foi ; que déjà dans plusieurs endroits un nombre prodigieux de cordes avaient été préparées, et que la révélation lui en avait été faite par le bienheureux St.-Antoine, dont le patronage avait assuré la victoire aux roya-

listes : puis, se rappelant que la populace quoique crédule veut être persuadée par des faits matériels, il fit exposer des tableaux dans lesquels on voyait St.-Antoine, tenant à la main une énorme quantité de cordes, et le cardinal écoutant à genoux ses révélations. En même temps la statue du saint, dans toutes les églises, fut couverte de ces fameuses cordes : plusieurs endroits en furent remplis; enfin, une prime de six ducats fut promise pour chaque tête de patriote. Il n'en fallait pas davantage pour enflammer des imaginations déjà exaltées. Des hordes de furieux se répandirent dans la ville pour chercher les cordes et les patriotes. La première victime innocente de la ruse infernale de Ruffo fut un malheureux boucher appelé Cristofaro. On trouva chez lui une grande quantité de cordes dont il faisait usage pour son métier, et dans un clin d'œil il fut coupé en morceaux, et sa tête mise parmi les cordes au bout d'une baïonnette.

Cette vue augmenta la rage des lazzari et accrédita la fable de Ruffo, qui bientôt donna lieu à des scènes affreuses.

Toutes les maisons des riches furent pillées, dévastées, un grand nombre furent incendiées. Ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfans,

ne furent épargnés ; l'insulte, la violence, la mort furent le partage de tout ce qui tomba sous les mains de ces cannibales. Des hommes estimés qui seulement avaient porté l'uniforme de la garde nationale, des prêtres, des moines qui avaient prêché l'égalité, furent dépouillés de leurs vêtemens, puis attachés nus à la queue d'un cheval, et traînés par toute la ville ; ou bien meurtris de coups, couverts de blessures, ils étaient roulés, pour ainsi dire, jusqu'au pont de la Maddalena. Là, on les achevait en leur coupant la tête qu'on courait porter au cardinal, qui, fidèle à sa parole, payait la prime promise, et encourageait les assassins à continuer leurs recherches, à découvrir les patriotes, à servir ainsi la cause de Dieu et du roi.

Les femmes subirent un traitement pareil. Les belles duchesses de Cassano et de Popoli, les deux quêteuses républicaines, M.mes de Santo Felice et de Salonne, plusieurs autres encore, furent promenées par les rues dans l'état de nudité le plus complet, et sans que leur beauté, leurs prières, leurs larmes pussent fléchir la férocité de leurs persécuteurs, qui se faisaient un plaisir de meurtrir leurs membres délicats, et de les exposer sans voile aux regards de tous.

Pagliuchella et Michel de Lando, ou le fou, ces deux chefs du peuple qui avaient combattu contre les Français, ces deux hommes adorés jadis par les lazzari, furent non seulement massacrés par eux pour avoir accepté des emplois républicains, mais encore leur chair pantelante fut achetée à prix d'argent comme un aliment rare et exquis.

Cet exemple d'un cannibalisme incroyable de nos jours, ne fut pourtant pas le seul dans cette funeste époque. Tandis que Mammone se plaisait à voir supplicier les patriotes et à boire leur sang, des feux étaient allumés au milieu des places par les lazzari, qui venaient y faire rôtir les cœurs et les foies de leurs victimes pour les dévorer ensuite. Enfin, on raconte de Reggio Rinaldi, de ce curé de la Scalea, qui avait, le premier, dans la Calabre, levé l'étendard de la révolte, qu'il trouvait un goût délicat au pain couvert d'une couche de graisse humaine.

Et qu'on ne pense pas que nous racontions ici des fables inventées par un aveugle esprit de parti, et acceptées comme vraies par une populace ignorante et crédule : sans doute l'imagination napolitaine a pu broder sur les détails de ces horribles scènes; mais elle n'a point

inventé le fond, qui malheureusement n'est que trop vrai; de nombreux témoignages l'attestent. Nous n'en citerons que trois :

Fox, l'illustre Fox, en appelant l'attention du gouvernement anglais sur les maux que les Napolitains avaient soufferts en 1799, à la restauration des Bourbons, déclara en plein parlement qu'à cette époque *la chair même des victimes avait été dévorée par les amis de l'ordre social et moral* (*).

« On pendait, dit un autre Anglais (**) dans ses mémoires, on étouffait, ou l'on faisait dévorer par des chiens nombre de personnes qui étaient ou que l'on supposait avoir été du parti des Français. On mit à mort toutes celles qui composaient les familles des membres du gouvernement. Outre plusieurs négocians, quarante citoyens de Naples, jurisconsultes ou médecins, furent brûlés vifs. Les duchesses de Cassano et de Popoli, avec plusieurs seigneurs, furent traînés par les rues et jetés dans les flammes; les marquises de Capreglia, de Roso, de Flomarino, de Battiloro, de Auletta, le duc

(*) V. le discours de Fox à la chambre des communes, en 1801.

(**) V. M. Ritchie; Mémoires politiques et littéraires.

d'Accadia, le prince de Strongoli, furent massacrés, ainsi que toute leur famille; on pilla leurs maisons, puis on y mit le feu. En un seul jour, des jeunes gens des meilleures familles et quelques moines de Monte-Oliveto, qui tous, au nombre de quatre-vingt-cinq, s'étaient retirés dans un couvent, subirent le même sort. »

Un écrivain russe, un membre de cette famille si fatale aux Czars, le comte Orloff, en parlant de l'époque que nous décrivons, s'exprime ainsi : « Voici le dénouement d'un de » ces drames politiques dont l'Italie a été le » théâtre...... Il n'exista plus dès-lors dans la » grande ville de Naples que deux classes de » personnes, celle des bourreaux et celle des » victimes. Ces dernières étaient ou mises en » pièces, et dévorées toutes palpitantes par une » foule de cannibales, ou traînées par les rues, » puis, mortes ou mourantes, jetées dans les bû» chers allumés sur les places publiques (*). »

Toutes ces horreurs, dont le récit soulève à la fois d'indignation et de dégoût, se prolongèrent long-temps, et furent accompagnées par des actes de la plus infâme lâcheté, du plus ignoble

(*) V. Orloff; Mémoires historiques sur le royaume de Naples.

égoïsme ; l'ami devint le dénonciateur de son ami; la porte de l'épouse, du frère resta souvent fermée au mari, au frère qui cherchait un asile; et un père (nous avons de la répugnance à le raconter), un père, pour se sauver de la mort, accusa son fils innocent, le dénonça comme républicain, et le vit massacrer devant ses yeux sans aucune émotion.

Malheur à quiconque avait exercé la noble fonction de père ou mère des pauvres, qui avait secouru l'indigence au nom de la patrie ! il vit sa maison pillée, dévastée, et expia au milieu des tortures une vie de dévoûment et de privations.

Il n'y avait pas d'asile assez ignoré pour soustraire les victimes aux recherches de leurs persécuteurs. Quelques patriotes avaient cru échapper au péril en courant se cacher dans les anciens aqueducs de la ville ; mais obligés, faute de nourriture, d'en sortir le soir pour aller disputer aux chiens les alimens immondes qu'ils trouvaient dans les boues des rues, ils furent bientôt observés, suivis, découverts, et les lazzaris, sans pitié, les égorgèrent aux cris de vive saint Antoine! vive la sainte foi! Mais revenons à la situation des partis à la suite de la matinée du 13.

Les républicains qui occupaient une partie de la ville et les forteresses continuaient à combattre ; ils espéraient que la colonne de Schipani, forte de trois mille hommes, et qui occupait la Torre de l'Annunziata, viendraient les dégager ; ils espéraient aussi que les bandes indisciplinées de Ruffo se fatigueraient d'un combat prolongé, et leur fourniraient l'occasion de rentrer en possession de toute la ville.

En attendant, le corps législatif continuait ses séances dans le Palais National comme au temps du plus grand calme ; ses membres conservant jusqu'à la dernière heure la modération qui les distinguait, repoussèrent hautement la proposition faite par quelques patriotes d'envoyer au cardinal les têtes des ôtages renfermés dans les châteaux, comme la juste représaille des atrocités commises par son armée ; ces dignes citoyens voulaient rester purs de tout acte sanguinaire, et préserver la république napolitaine de toute tache, même en présence des forfaits multipliés des royalistes.

Cependant plusieurs tentatives faites par Fra Diavolo et Sciarpa pour gagner du terrain sur les patriotes, avaient été repoussées avec perte. En vain une grêle de balles sillonna plusieurs jours la ville, Fra Diavolo et Sciarpa durent re-

noncer à leur entreprise, et se dispersèrent pour prendre de nouveau part au pillage. Celui-ci en effet n'avait pas discontinué, grâce aux lazzari et aux paysans des environs de la capitale, qui étaient venus glaner sur les pas des brigands de Ruffo.

La retraite de Fra Diavolo et de Sciarpa, et les désordres qui régnaient parmi toutes les troupes du cardinal, décidèrent les patriotes à rappeler le corps de Schipani, et à tomber, avec toutes leurs forces réunies, sur les royalistes déjà presque tous dispersés ou livrés à de dégoûtantes orgies. L'avis en fut ouvert au sein du corps législatif, puis approuvé par le pouvoir exécutif et par tous les patriotes présens.

Mais pour exécuter ce plan, il fallait entrer en communication avec Schipani et avec le corps de républicains qui occupait le couvent Saint-Martin. Or, on ne pouvait le faire qu'à travers les lignes royalistes. Dominique Cirillo alors, ainsi que Marius Pagano et François Conforti, l'un président, les deux autres membres du corps législatif, proposèrent à l'assemblée de se dévouer à cette périlleuse mission. Leur offre généreuse fut couverte d'applaudissemens; mais tous les jeunes membres la repoussèrent, déclarant qu'il n'appartenait

qu'à eux d'affronter de tels dangers. Les trois nobles vieillards insistèrent en vain; il fut décidé que le sort désignerait ceux d'entre les jeunes membres de l'assemblée qui auraient l'honneur de se dévouer pour le salut de tous. Les deux courageux citoyens à qui échut cet honneur réussirent dans leurs tentatives, et les patriotes se bercèrent de l'espérance que le lendemain Naples serait délivrée de ses ennemis.

En effet, le 17 juin, dès l'aube du jour, Schipani rangea sa division en bataille, ranima le courage de ses soldats par une courte et véhémente allocution, leur fit renouveler le serment de mourir pour la république, et se mit en marche.

Mais Schipani, patriote dévoué, manquait d'expérience militaire : au lieu de prendre des chemins détournés, il se dirigea par la route de Portici, qu'il savait occupée par des Russes, des troupes de ligne, garnie de canons, et dont les habitans étaient tous dévoués à la royauté. Bientôt enveloppé, cerné, il opposa inutilement une opiniâtre résistance, sa division fut écrasée par le nombre, et Schipani lui-même resta sur le champ de bataille.

En vain à Naples, tous les patriotes avaient

pris les armes, et tournant les yeux vers la campagne, attendaient l'arrivée de la colonne ; en vain ils expédièrent des messagers pour hâter sa marche : ce ne fut que vers le soir qu'on apprit sa complète destruction. Décidés alors à tenter seuls un coup de main contre les royalistes, les patriotes se réunirent à minuit sur la place du Vasto, et marchèrent contre les batteries de la Villa-Réale, dont le feu pouvait faire beaucoup de mal au fort de l'OEuf : l'attaque réussit ; après quelques coups de fusils tirés de part et d'autres, une charge à la baïonnette renversa tout obstacle ; la garde albanaise fut culbutée, les canonniers furent tués sur leurs pièces, les parapets démolis et les canons encloués, malgré le feu terrible des frégates anglaises embossées et auxquelles le commandant des batteries était allé demander du secours.

Encouragés par ce succès, les patriotes marchèrent immédiatement contre les bataillons albannais, cantonnés dans la rue de Chiaja, les assaillirent, les défirent, et les jetèrent en désordre dans les positions occupées par les troupes de Fra Diavolo, au milieu desquelles leur présence vint répandre l'épouvante.

Les républicains satisfaits de ces deux expé-

ditions retournèrent à leurs postes et reprirent la défensive.

Cependant le cardinal, convaincu que ses bandes, déjà chargées d'or et de dépouilles précieuses, n'iraient plus au combat avec le même enthousiasme; prévoyant les conséquences probables d'une défense désespérée de la part des républicains ; désireux enfin de soumettre entièrement la ville avant l'arrivée du roi Ferdinand, dont le départ de la Sicile avait été annoncé, le cardinal, disons-nous se décida à parlementer avec les républicains, et leur proposa une trêve pendant laquelle on s'entendrait sur les termes d'une capitulation, offrant de faire cesser aussitôt le pillage et les meurtres.

L'offre d'une trêve fut acceptée par les républicains, mais ils se refusèrent à négocier aucune capitulation avec un ministre des Bourbons de Naples, si bien connus par leur manque de foi aux traités, par leur mépris de tout droit des gens ; ils aimèrent mieux s'en rapporter aux commandans russes, turcs et anglais, et demandèrent à ne traiter qu'avec eux des termes de la capitulation, termes qu'ils se réservèrent le droit de dicter.

En attendant la décision définitive du cardinal, les patriotes profitant de la trêve qui

leur était accordée, se réunirent sur la place Royale. Là, un service funèbre, en l'honneur des républicains morts pour la liberté, fut célébré par l'évêque *Della Torre* avec toute la pompe possible dans de telles circonstances; et après le service, un repas national fut donné à tous les patriotes présens. Ce repas et ce service furent les deux derniers actes de la république parthénopéennne !

Le lendemain, les parlementaires royalistes apportèrent les adhésions des généraux étrangers aux articles préliminaires de la capitulation, et les bases suivantes, dictées par les républicains, furent aussitôt acceptées par le cardinal et ses alliés.

1.° Entier oubli de tous les actes exécutés pendant la révolution;

2.° Liberté complète pour les patriotes de rester dans le royaume, ou de se rendre en France sur des bâtimens neutres; les personnes et les propriétés des citoyens compris dans la première catégorie, garanties et respectées sans que le gouvernement pût inquiéter les unes ou confisquer les autres, sous aucun prétexte : les propriétés des citoyens qui préféraient se rendre en France seraient administrées en leur nom.

3.° Les mêmes conditions seraient communes à tous les prisonniers faits par les républicains, sur les troupes royales et leurs alliés, même avant le blocus de la forteresse (*).

(*) Voici le texte original de la capitulation :

1.° Il castello nuovo, e quello dell'ovo, saranno rimessi nelle mani del comandante delle truppe di S. M. il re delle due Sicilie, e di quelle dei suoi alleati il re d'Inghilterra, l'imperadore di tutte le Russie, e la Porta ottomana, con tutte le munizioni da guerra, e da bocca, artiglieria, ed effetti di ogni specie, esistenti nei magazzini di cui si formerà inventario dai commissari respettivi dopo la firma della presente capitolazione.

Art. 2. Le truppe componenti, le guarnigioni, conserveranno i loro forti fino che i bastimenti di cui si parlerà qui appresso, destinati a transportare gl'individui, che vorranno andare a Tolone saranno pronti a far vela.

Art. 3. Le guarnigioni usciranno cogli onori di guerra, armi bagaglie, tamburo battente, bandière spiegate, miccia accesa e ciascuna con due pezzi d'artiglieria, esse déporranno le armi sul lido.

Art. 4. Le persone, e le proprietà mobili, ed immobili di tutti gl' individui componenti le due guarnigioni, saranno rispettate, e garantite.

Art. 5. Tutti li suddetti individui potranno sciegliere d'imbarcarsi sopra i bastimenti parlamentarj; che saranno loro présentati per condurli a Tolone, o di restare in Napoli senza essere inquiétati nè essi, nè le loro famiglie.

Art. 6. Le condizioni contenute nella présente capito-

Se reposant sur la foi de cette capitulation, qui se trouvait signée non seulement par le cardinal Ruffo, comme vicaire-général du roi des Deux-Siciles, mais encore par Foote, commandant de la flotte britannique, au nom du roi d'Angleterre; par le général commandant les troupes russes au nom de son empereur, et par l'émir albanais, commandant celles du grand seigneur, les républicains évacuèrent les forteresses et déposèrent les armes, les uns pour se

lazione sono comuni a tutte le persone dei due sessi rinchiuse nei forti.

Art. 7. Le stesse condizioni avranno luogo riguardo a tutt' i prigionieri fatti sulle truppe repubblicane dalle truppe di S. M. il Ré di Sicilia, e quelle dei suoi alleati nei diversi combattimenti, che hanno avuto luogo prima del blocco dei forti.

Art. 8. I signori Arcivescovo di Salerno, Micheroux; Dillon, ed il Vescovo d'Avellino, saranno rimessi al comandante del forte St.-Elmo, ove resteranno in ostaggio, fino a che non sia assicurato l'arrivo a Tolone dgl'individui, che vi si mandano.

Art. 9. Tutti gli altri ostaggi, e prigionieri di stato rinchiusi nei due forti saranno rimessi in libertà subito dopo la firma della présente capitolazione.

Art. 10. Tutti gli articoli della présente capitolazione non potranno éséguirsi, se non dopo che saranno stati interamente approvati dal comandante del forte St.-Elmo. — Signati, etc.

retirer au sein de leurs familles, les autres pour s'arracher par un exil volontaire au spectacle de l'esclavage de leur patrie que tous leurs efforts n'avaient pu maintenir libre.

Déjà, conformément aux stipulations précédentes, une première flotille remplie de républicains était partie pour la France ; déjà la seconde appareillait, et la troisième, sur laquelle les républicains des provinces devaient s'embarquer, était réunie, lorsque la flotte anglaise, commandée par Nelson, parut dans le golfe de Naples, et y parut comme le signal du parjure et de l'infamie.

La reine Caroline, instruite de la capitulation accordée aux républicains, et craignant de voir s'échapper pour elle l'occasion de la vengeance, avait expédié en toute hâte, auprès de Nelson, Emma Lyona, sa maîtresse, avec un message qu'elle résuma dans ces paroles : « J'aimerais mieux *perdre les deux royau-* » *mes que de capituler avec des rebelles.* »

La mission d'Emma Lyona obtint un plein succès. Nelson, dès son arrivée, fit publier au nom du roi Ferdinand un arrêté portant :

1.° Que S. M. sicilienne n'avait jamais eu l'intention de capituler avec des rebelles ; 2.°

que le cardinal n'avait point été investi d'un semblable pouvoir. Il ordonnait, en conséquence, que tous les rebelles fussent emprisonnés et jugés, déclarant qu'ils n'avaient rien *à espérer de sa clémence*.

Cet arrêté jeta la consternation et l'épouvante dans la ville. Le pillage, les désordres, les meurtres recommencèrent aussitôt. En vain quelques patriotes se présentèrent à Nelson pour réclamer sa protection, au nom de la foi des traités, garantie par un officier-général anglais. Nelson répondit qu'il présenterait leurs réclamations au roi des Deux-Siciles, le seul qui eût le droit de juger le mérite ou les crimes de ses sujets.

En même temps, l'amiral anglais, toujours à l'instigation de la digne confidente de Caroline, faisait arrêter les bâtimens prêts à partir pour la France, s'emparait des républicains, les chargeait de fers, et les jetait dans la cale des vaisseaux; il envoyait aussi des barques légères à la poursuite de ceux qui étaient partis, avec ordre, si on les atteignait, de les ramener à Naples.

Le sang commença bientôt à couler, et ce fut à un ressentiment particulier que fut immolée la première victime.

Caracciolo, que tout Naples respectait pour ses talens, son courage, son noble désintéressement, Caracciolo avait, un soir, dans les salons de la cour, arraché sa fille Cécile du cercle qui entourait Emma Lyona, craignant de la voir profanée par le contact impur de la courtisane. Cet outrage n'avait pas été oublié : la vie de Caracciolo fut demandée par la vindicative Emma Lyona à Nelson, qui la lui accorda. Un prix fut promis à celui qui découvrirait la retraite de Caracciolo, et ce vertueux citoyen, trahi par ses domestiques, fut amené de sa campagne *de Marano* à bord du vaisseau amiral, où un conseil de guerre réuni à la hâte, sous la présidence du comte de Thurn, officier au service du roi des Deux-Siciles, le jugea ou plutôt le condamna sans l'entendre. Une sentence de mort fut prononcée contre Caracciolo, et une demi-heure après, son corps inanimé pendait à la vergue d'une frégate.

Ainsi termina sa carrière le prince François Caracciolo, amiral napolitain, ministre de la marine sous la république, homme de mœurs simples, d'un grand mérite, d'une rare humanité.

Sa mort fut digne de toute sa vie. Deux minutes avant de marcher au supplice, il s'occu-

pait à décrire, pour les élèves de la marine napolitaine, les procédés supérieurs de la construction nautique des Anglais; et comme le matelot qui devait serrer le nœud fatal se prit à pleurer, Caracciolo, avec ce calme et cette douceur qui ne l'avaient jamais abandonné, s'efforça de consoler son bourreau.

Emma Lyona, cependant, que la vue du cadavre de Caracciolo fit sourire, obtint pour dernier outrage qu'il fût jeté à la mer; et quand le roi Ferdinand arriva dans le golfe, le premier objet sur lequel il put jeter les yeux fut le corps livide de l'amiral, de son ancien ami, qui flottait sur les vagues. Ferdinand le vit en effet, le reconnut, et il n'eut pas la pudeur d'ordonner que quelques honneurs funèbres fussent rendus à celui qui l'avait long-temps servi.

Mais ce que le roi de Naples négligea d'ordonner, les pauvres matelots de Sainte-Lucie, ceux que Caracciolo avait souvent secourus dans leurs besoins, surent l'exécuter. La nuit, à la faveur des ténèbres, ils retirèrent son corps du sein des flots, le renfermèrent dans un cercueil, et l'enterrèrent, avec une douleur sincère et un profond recueillement, dans le cimetière de leur paroisse.

A l'arrivée de Ferdinand, les Napolitains crurent que l'anarchie et les désordres allaient enfin cesser ; ils se trompaient. La présence du roi ne fit qu'enhardir la populace, et sa fureur ne connut plus de bornes. Des troupes de furibonds visitèrent de nouveau les maisons pour y découvrir les patriotes ou les riches, et les conduire, non plus devant le cardinal, mais devant le roi lui-même, qui était demeuré sur le vaisseau anglais le Royal George.

« Le roi, dit un historien contemporain et » notre compatriote (*), le roi qui, jusqu'à son » départ de Naples, avait été insouciant et » lâche, se montra, dès son retour, farouche » et cruel. Celui qui connaît l'histoire des » hommes sait que ces deux caractères se ren- » contrent et se confondent souvent dans un » même individu. Il vit, on pourrait presque » dire, il savoura, du haut du navire qu'il mon- » tait, les scènes de pillage et les massacres de » la capitale. Tous les malheureux que la po- » pulace arrêtait étaient conduits devant lui, » et lui étaient présentés tels qu'ils se trou- » vaient en ces affreux momens, c'est-à-dire

(*) Cuoco memorie sulla rivoluzione del 1779. Edizione di Milano.

» conseillées et conduites par lady Hamilton,
» d'infâme mémoire, qui prostitua l'honneur
» du faible Nelson et de toute la nation an-
» glaise; par ce même Nelson qui prouva au
» monde combien le courage militaire est au-
» dessous du courage de l'honnête homme;
» par le ministre-courtisan Acton, le lâche
» favori de Ferdinand et de Caroline; enfin,
» par Fiore, Guidobaldi, Antoine la Rossa,
» Damiani, Sambuti, et par le plus scélérat de
» tous, le sanguinaire Speziale, ces juges-
» bourreaux, le rebut et l'exécration de la na-
» ture humaine, qu'il fallait toute la sagacité
» d'un gouvernement *à l'orientale* pour dé-
» couvrir, et toute la corruption des cours pour
» former. »

A la formation de la junte succéda le décret des catégories, décret qui punissait de mort et de confiscation les actes déjà accomplis, et consacrait ainsi l'infâme principe de la rétroactivité. En voici les principales dispositions :

Seront punis de mort et de la perte de tous leurs biens,

1.° Ceux qui ont été employés pendant le gouvernement républicain;

2.° Ceux qui ont délogé les lazzari des for-

teresses, et qui les ont combattus au moment de l'entrée des Français;

3.° Ceux qui se sont battus contre Ruffo, ou ont aidé à hisser le drapeau national et à renverser la statue de Charles III;

4.° Ceux qui ont pris part à la fête nationale dans laquelle furent brûlés le drapeau royal et le drapeau anglais;

5.° Ceux qui, en parlant ou en écrivant, ont offensé le roi ou la famille royale, et enfin tous ceux qui, par des actes quelconques, ont montré de l'attachement à la république.

Ce décret glaça d'effroi tous les citoyens. Heureux alors tous ceux que leur incapacité avait tenus loin des emplois; heureux qui n'avait pas été jugé par ses talens ou ses vertus digne de servir la chose publique! car les talens, les vertus, le dévoûment à la patrie étaient aux yeux de la monarchie restaurée autant de crimes dignes des plus grands supplices.

Cette époque de hideuse tyrannie eut ses apologistes. Tandis que les prisons se remplissaient sans cesse des citoyens les plus respectables, tandis que la potence était permanente, que chaque famille pleurait un de ses membres, des plumes mercenaires proclamaient sans honte le roi Ferdinand, le Marc Aurèle, le

Titus Napolitain ; et une foule stupide, assistant au théâtre de St.-Carlo, à l'apothéose de la famille royale, poussait les cris ridicules et insensés de *vive le roi plus qu'absolu! meure la nation!*

Cependant le prince, que la volonté de Caroline avait envoyé à Naples, fut rappelé par cette même volonté capricieuse, ou peut-être jalouse du pouvoir exercé par lui, et ce prince, né pour être l'esclave de sa cour et le fléau du peuple, obéit aussitôt. Un vaisseau anglais le ramena en Cicile ; tandis que les ordres de Caroline élevèrent à la dignité de vice-roi le prince du Cassero Sicilien, qui reçut pour toute instruction de détruire à jamais les patriotes. En même temps elle envoya dans les provinces des commissaires qui, sous le nom de *presidi*, eurent pour mission d'extirper partout l'esprit républicain, en faisant arrêter et condamner, sans aucune forme légale, quiconque avait rempli un emploi sous le règne de la république, ou quiconque était seulement soupçonné d'avoir formé des vœux pour elle.

Maîtres de Naples, les royalistes songèrent à rentrer en possession du château St.-Elme. Mejean, commandant de la garnison française qui l'occupait, s'empressa de le livrer sans coup férir aux alliés de Ferdinand, et de leur

restituer aussi les ôtages qui lui avaient été confiés pour garantir la capitulation déjà si lâchement violée.

Cette conduite de Méjean ne saurait être excusée. L'histoire doit la flétrir comme l'acte d'une trahison manifeste (*). Méjean, en gardant le silence sur la violation du traité qu'il était en son pouvoir de faire respecter, ou du moins en consentant à rendre les ôtages qui le garantissaient sans faire entendre la moindre réclamation contre cette violation, Méjean s'en rendit complice, et la responsabilité des assassinats, des pillages, des désordres qui en furent la suite doit en partie peser sur sa tête. Méjean, d'ailleurs, fit plus que de rendre les ôtages et la forteresse; le jour ou il évacua Naples, quelques malheureux républicains essayèrent d'échapper à la mort qui les menaçait en se revêtant de l'uniforme des Français, et se mêlant dans leurs rangs : Méjean les dénonça aux soldats de Ruffo et les livra à leurs bourreaux. Cet acte que rien ne peut justifier, suffit pour rendre exécrable la mémoire de son auteur.

Après la reddition de St.-Elme, et le dé-

(*) V. Victoires et Conquêtes des Français. vol. 2, an 1799. *Italie*.

part du roi, la populace continua ses orgies et ses festins de cannibales : les journées des 8 et 9 juillet furent horribles : des bûchers préparés sur la place du Palais-Royal élevèrent de nouveau leurs tourbillons de flammes et éclairèrent l'affreuse répétition des actes atroces que nous avons déjà racontés et que nous nous devons de ne pas reproduire ; seulement nous ajouterons que ces mêmes bûchers servirent de flambeaux aux fêtes données à la même heure, sur les vaisseaux anglais, par Nelson et par Emma Lyona.

N'était-ce pas un spectacle vraiment royal ? sur la terre, les flammes rougeâtres des bûchers, les cris des victimes, les pleurs de leurs familles, les imprécations de leurs bourreaux, les horribles acclamations d'une populace enivrée de sang et de vin ; sur la mer, la musique anglaise exécutant le *rule britannia ;* des femmes à moitié nues, des fleurs, des mêts exquis, des vins versés à profusion, des chansons d'amour et de joie, toute une brillante orgie enfin ; et, pour couronner ce tableau unique, le Vésuve lançant dans les airs ses gigantesques colonnes de fumée, et menaçant d'engloutir en une minute, les victimes et leurs bourreaux, Naples, les vaisseaux anglais, Nelson et Emma Lyona.

CHAPITRE XX.

CHAPITRE XX.

La junte d'état. — Les décrets de la cour de Sicile. — Les derniers momens des patriotes. — Conclusion.

Nous arrivons à l'extrême dénouement de ce funeste drame, le cœur navré de douleur, en songeant combien peu nous a profité l'expérience de nos pères, à nous qui, en 1820, avons été assez oublieux du passé, assez aveugles pour croire encore aux sermens de ces mêmes Bourbons qui s'étaient déjà parjurés en 1799, parjurés en 1812 et en 1815, parjurés en Sicile comme à Naples, avant comme après leur restauration sur le trône.

Fatale confiance qui nous a exposés, après la plus belle et la plus généreuse des révolutions, aux mêmes souffrances qu'avaient endurées

les auteurs de la révolution de **1799**, et nous a valu comme à eux, pour prix de notre modération, l'exil, les galères, la déportation, la mort.

Enfans des martyrs de **1799**, nous avons été un moment vainqueurs de leurs bourreaux et nous leur avons pardonné, et le premier usage qu'ils ont fait de leur puissance, quand elle leur a été rendue, a été de nous punir de notre mansuétude.

Eh bien! nous nous faisons un devoir de le déclarer ici, et aucun de ceux de nos compatriotes qui gémissent comme nous dans l'exil, pour la cause sacrée de la liberté, n'élèvera la voix pour nous contredire, si un jour, comme nous en avons la ferme confiance, l'Italie régénérée nous revoit dans son sein, libres et triomphans, nos efforts unanimes tendront à préserver notre belle patrie de toutes réactions sanglantes. Sans doute, moins confians, nous nous tiendrons en garde contre les pièges où ont succombé nos pères, mais nous nous ferons une religion d'imiter la modération qui fait leur plus beau titre aux hommages de la postérité.

La république Italienne, quand son jour sera venu, n'oubliera pas quelle juste répara-

tion est due aux mânes des Cirillo, des Pagano (*), des Morelli (**), des De Luca (***), des De Marco (****); mais fidèle à la pensée de toute leur vie, elle croira les venger dignement quand elle pourra signer, avec tous les peuples, le pacte saint qui doit n'en faire qu'une seule et même famille.

Aux fureurs et aux assassinats des lazzari succédèrent bientôt les fureurs de la cour de Sicile, et les assassinats juridiques de ses soi-disant magistrats. Les prisons avaient été remplies de citoyens de tout âge, de toutes classes. Les uns entassés dans les affreux cachots de Sainte-Marie-Apparente ou de la Vicaria, attendaient la mort comme dernier soulagement à leurs souffrances ; les autres furent ensevelis dans le souterrain du Château-Neuf, qu'on appelle du Cocodrile, et que nous-mêmes avons ha-

(*) Cirillo et Pagano furent pendus le même jour, en 1799.

(**) Morelli était un des chefs de la révolution de 1820, il fut guillotiné après l'entrée des Autrichiens à Naples.

(***) Le chanoine De Luca, député au parlement en 1820, fut fusillé à la suite de l'insurrection de 1828, comme complice de Galotti.

(****) Sicilien, fusillé à Palerme, après l'insurrection de 1831.

bité plus tard, privés de toute lumière, n'ayant d'autre bruit à écouter que celui des vagues qui se brisent au pied du château. Parmi ces derniers, se distinguaient Cirillo, président du corps législatif, et tous ses collègues, victimes des ignobles avanies, exposés aux sales injures des geôliers, luttant avec calme et dignité contre la plus injuste des persécutions.

Cependant la junte d'état, avant de commencer ses séances, et de mettre à nu la hideuse fiction à l'aide de laquelle elle voulait tromper les yeux du vulgaire (*), passa un contrat avec l'exécuteur des hautes œuvres, pour réduire à des appointemens fixes le prix qu'il recevait pour chaque exécution : tant on prévoyait que serait grand le nombre des victimes (**) !

Après ce contrat entre le juge et le bour-

(*) On avait répandu à dessein dans le public que chaque accusé ne serait jugé que d'après une procédure en forme, tandis que la vérité est qu'on ne voulait entamer de procédure pour aucun, et que la junte les condamna, en effet, sur la seule indentité reconnue des personnes.

(**) Le gouvernement avait payé jusque là au bourreau six ducats pour chaque exécution : la junte remplaça cette prime éventuelle par un traitement fixe de 150 fr. par mois.

reau, contrat inouï dans les fastes judiciaires, la junte commença à fonctionner; mais elle eut soin de s'envelopper du plus grand mystère; les accusés ne purent ni se faire défendre, ni invoquer des témoins à décharge. Les avocats qui osèrent seulement s'informer du sort des prévenus, ou laisser voir pour l'un d'eux le plus léger intérêt, furent jetés eux-mêmes dans les cachots.

C'est au milieu du mystère terrible dont s'enveloppait ce tribunal de sang qu'une foule de républicains furent jugés ou plutôt condamnés; puis on les exécuta aux cris de vive le roi! vive la sainte foi! poussés par une populace furibonde et dépravée.

Il faudrait avoir assisté à ces scènes affreuses pour comprendre jusqu'à quel excès de bassesse d'une part, d'héroïsme de l'autre, l'humanité peut ou descendre ou s'élever. Certes, si quelque chose dut alors plus étonner que l'infamie des juges, ce fut la noble obstination des victimes.

Les sœurs, les épouses, les mères des prisonniers ne cessèrent, tant que durèrent les jugemens, d'assiéger les portes des juges pour connaître le sort de ceux qui les intéressaient, pour apprendre seulement auprès de quelles

prisons elles pouvaient aller pleurer sur leur captivité. Malheur à celles qui, après avoir subi des heures entières les grossières railleries des soldats de Ruffo, dignes gardes du corps des magistrats de Caroline, étaient admises en leur présence. Les unes, pour prix de la tête du frère, du père, du mari dont elles sollicitaient la grâce, étaient souvent réduites à livrer leur honneur; puis, dupes dans ce honteux trafic, elles voyaient le lendemain celui dont elles croyaient avoir sauvé la vie par le sacrifice de leur honneur, suspendu au gibet fatal. Les autres, après avoir plusieurs jours servi de jouet aux brutales passions de ces hommes corrompus et sanguinaires, apprenaient trop tard que ceux pour le salut de qui elles avaient, dans un dévoûment sublime, foulé aux pieds toute honte, avaient péri depuis long-temps.

On peut comprendre par là quelle insigne mauvaise foi dut présider à tous les jugemens! Des pièges de toute nature furent tendus aux accusés pour les amener à confesser leurs crimes vrais ou faux, ou à dénoncer leurs complices.

A Nicolas Fiani, jadis garde du corps et amant de la reine, Speziale promit de sa bouche, au nom de Caroline elle-même, la vie sauve et de nouveaux honneurs, s'il consentait

à s'avouer coupable. Fiani se laissa séduire, écrivit sa confession, et le lendemain il fut conduit au supplice; tandis que ses aveux, livrés à la publicité, semblaient justifier la sévérité de la junte.

François Conforti, membre du corps législatif et professeur du droit public et des gens, avait écrit pour la cour sicilienne un traité contre la suprématie affectée par le saint-siège sur le royaume de Naples, et contre l'étrange tribut de la haquenée. Cet ouvrage n'existait plus. Speziale engagea Conforti à l'écrire de nouveau, et lui promit en échange la vie et la liberté. Conforti en crut ses promesses, et, recueillant tous ses souvenirs, il recomposa dans la prison même son fameux traité, qui fut à peine dans les mains de Speziale, que son auteur fut livré à celles du bourreau.

Le citoyen Battistessa, condamné à mort par la junte, subit vingt-quatre heures de gibet sans mourir. L'exécuteur demanda si on ne lui ferait pas grâce selon l'usage. *Non! égorgez-le!* répondit froidement Speziale (*).

Un notaire qui avait gardé la plus parfaite

(*) D'après un usage fort ancien, tout condamné qui survivait à vingt-quatre heures de suspension au gibet était gracié.

prisons elles pouvaient aller pleurer sur leur captivité. Malheur à celles qui, après avoir subi des heures entières les grossières railleries des soldats de Ruffo, dignes gardes du corps des magistrats de Caroline, étaient admises en leur présence. Les unes, pour prix de la tête du frère, du père, du mari dont elles sollicitaient la grâce, étaient souvent réduites à livrer leur honneur; puis, dupes dans ce honteux trafic, elles voyaient le lendemain celui dont elles croyaient avoir sauvé la vie par le sacrifice de leur honneur, suspendu au gibet fatal. Les autres, après avoir plusieurs jours servi de jouet aux brutales passions de ces hommes corrompus et sanguinaires, apprenaient trop tard que ceux pour le salut de qui elles avaient, dans un dévoûment sublime, foulé aux pieds toute honte, avaient péri depuis long-temps.

On peut comprendre par là quelle insigne mauvaise foi dut présider à tous les jugemens! Des pièges de toute nature furent tendus aux accusés pour les amener à confesser leurs crimes vrais ou faux, ou à dénoncer leurs complices.

A Nicolas Fiani, jadis garde du corps et amant de la reine, Speziale promit de sa bouche, au nom de Caroline elle-même, la vie sauve et de nouveaux honneurs, s'il consentait

à s'avouer coupable. Fiani se laissa séduire, écrivit sa confession, et le lendemain il fut conduit au supplice; tandis que ses aveux, livrés à la publicité, semblaient justifier la sévérité de la junte.

François Conforti, membre du corps législatif et professeur du droit public et des gens, avait écrit pour la cour sicilienne un traité contre la suprématie affectée par le saint-siège sur le royaume de Naples, et contre l'étrange tribut de la haquenée. Cet ouvrage n'existait plus. Speziale engagea Conforti à l'écrire de nouveau, et lui promit en échange la vie et la liberté. Conforti en crut ses promesses, et, recueillant tous ses souvenirs, il recomposa dans la prison même son fameux traité, qui fut à peine dans les mains de Speziale, que son auteur fut livré à celles du bourreau.

Le citoyen Battistessa, condamné à mort par la junte, subit vingt-quatre heures de gibet sans mourir. L'exécuteur demanda si on ne lui ferait pas grâce selon l'usage. *Non! égorgez-le!* répondit froidement Speziale (*).

Un notaire qui avait gardé la plus parfaite

(*) D'après un usage fort ancien, tout condamné qui survivait à vingt-quatre heures de suspension au gibet était gracié.

neutralité pendant la lutte révolutionnaire, fut envoyé au supplice par ce même Speziale, qui répéta à plusieurs reprises : *C'est un homme adroit; il est bon qu'il meure!*

Nous pourrions pousser loin cette énumération d'infamies dégoûtantes; nous pourrions y joindre toutes celles commises au nom et par l'ordre même de Caroline, qui faisait mettre à mort les malheureux que la junte avait absous, qui envoyait de Palerme la liste des citoyens qui devaient être condamnés; nous ne citerons plus qu'un fait. Flavio Pirelli, membre du corps législatif, reconnu innocent par la junte, sur la présentation d'un ordre d'Abrial, qui le menaçait de mort s'il n'acceptait pas les fonctions législatives, Flavio Pirelli fut condamné par le roi à un exil perpétuel. Le droit de grâce, le plus beau privilège du trône, était ainsi changé en *droit de supplice.*

Tous les patriotes qui furent condamnés expirèrent avec calme et dignité; tous préférèrent la mort à la honte des révélations. Nicolas Palomba, près de mourir, répondit à celui qui lui offrait de le sauver s'il révélait ses complices : *Vil esclave, je n'ai jamais appris à racheter la vie par l'infamie.* Hector Carafa, duc d'Andria, comparaissant devant la junte, s'é-

criait: *Je méprise tout ce que vous respectez; j'ai porté les armes contre tout cela, et, si je le pouvais, je les reprendrais dès ce soir.* Condamné à mort, il demandait et obtenait qu'on lui permît de tourner les yeux du côté du bourreau.

Velasco, comme Speziale le menaçait de l'envoyer à la mort, répondit : *Toi m'envoyer à la mort! je t'en défie!* et, mesurant la hauteur d'une croisée auprès de laquelle il se trouvait, il se précipita dans la rue, laissant ses juges étonnés et furieux de voir leur victime échapper, par une mort volontaire, au supplice qu'ils lui destinaient.

Vincent Rossi, montant à la potence, s'écriait: *Je meurs pour la patrie; je serai vengé. Vive la liberté!*

Eleonora Fonseca Pimentel, dont le nom honorera éternellement l'Italie, fut condamnée à mort pour la part qu'elle avait prise à la rédaction du *Moniteur* de la république. Sur le point de gravir la fatale échelle, elle demanda et but avec calme une tasse de café, puis elle abandonna son beau cou à la main de l'exécuteur, en s'écriant : *Forsan meminisse juvabit.*

La mort de Cirillo eut quelque chose de la sublimité antique. Ses réponses à tous les interrogatoires avaient été pleines de dignité et

d'énergie ; mais elles ne pouvaient le sauver : sa mort était prononcée d'avance. Ses amis et ses parens le sollicitèrent alors d'adresser au roi une demande en grâce que Nelson et Emma Lyona promettaient d'appuyer, mais Cirillo s'y refusa, déclarant qu'il ne voulait pas ternir par une lâcheté sa réputation jusqu'alors sans tache ; qu'il ne voulait pas surtout survivre à la ruine de sa patrie, à la mort de tous ses collègues; puis, congédiant ses parens et ses amis, il se réunit à Ciaja, Pagano et Pignatelli, et tous trois passèrent la nuit à s'entretenir de l'immortalité de l'ame, de la vie future, et le jour venu, ils marchèrent ensemble au supplice, le front aussi serein que s'ils s'étaient rendus à leurs occupations ordinaires.

Cirillo avait été l'homme le plus populaire de la révolution. Aussi le peuple, malgré son ignorance et son ingratitude, n'assista-t-il que silencieux et morne à l'exécution de celui qui avait été son bienfaiteur. Les lazzari eux-mêmes partagèrent la douleur publique, et cette fois ils ne firent point entendre le cri féroce de vive le roi! que leur avait arraché jusque-là chaque nouveau supplice.

Nous nous condamnerions à écrire un long martyrologe si nous voulions enregistrer ici les

noms de toutes les victimes qui succombèrent dans ce dénouement sanglant. Qu'il nous suffise de dire que, pendant plusieurs mois, les exécutions ne discontinuèrent pas à Naples et dans les provinces; que pendant plusieurs mois la populace, devenue avide de ces spectacles hideux, put s'en repaître presque chaque jour.

Qui peut dire quelle influence démoralisatrice une telle période peut avoir exercée sur le peuple napolitain? Qu'on songe que pendant toute sa durée les universités furent fermées, l'ignorance mise en honneur, le commerce et l'industrie anéantis, le pillage regardé par les paysans et les ouvriers, qui y avaient pris goût, comme un moyen licite et commode de se soustraire à la nécessité de travailler; qu'on songe enfin que, pendant cette période, Naples fut traitée comme une ville prise d'assaut, et les provinces comme un pays conquis!

Ainsi périt la république parthénopéenne, cette étincelle d'affranchissement et de liberté qui ne brilla qu'un jour dans ma belle et malheureuse patrie.

Son établissement, sa courte existence n'avaient été souillés par aucun crime, par aucun désordre. Le souvenir de sa chute vivra éternellement dans la mémoire des Napolitains, par

l'anarchie, les forfaits, les malheurs de tous genres qui l'ont accompagnée et suivie.

Non, les Napolitains n'oublieront jamais que ce fut au nom de la royauté restaurée que leurs riches campagnes furent mises à feu et à sang; que leur ville fut bouleversée, pillée, dévastée; que quatre mille victimes enfin périrent de la main du bourreau, coupables seulement d'avoir aimé ou servi la république.

Si nous sommes aujourd'hui exilés sur la terre étrangère, c'est que nous nous en sommes trop bien souvenus en **1820** et en **1830**, c'est que nous nous en souvenons encore.

Heureuse ma patrie si un jour, débarrassée de tout joug étranger ou intérieur, elle peut se reposer, à l'ombre de l'unité et de la liberté italienne, de toutes les douleurs que la monarchie lui a values!

C'est le vœu sincère de l'un de ses plus obscurs, mais de ses plus dévoués enfans.

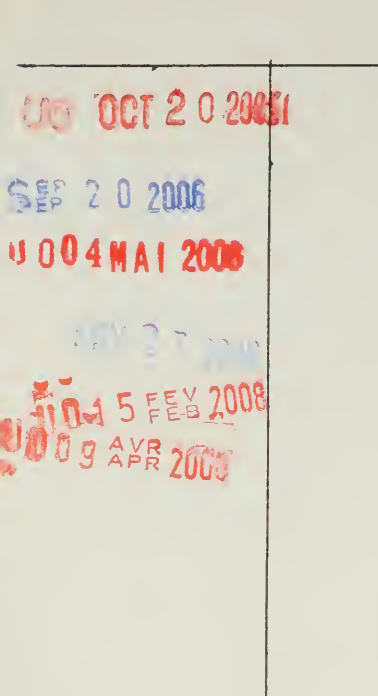
FIN.

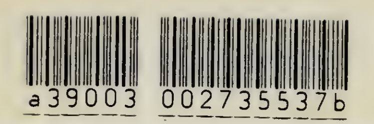
TABLE

DES

CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE.




a39003 002735537b

